



Editeur :
Jan Philipp Albrecht, MPE

L'EUROPE TOUT À DROITE

Les extrémistes et populistes de droite au
Parlement européen



Editeur :

Jan Philipp Albrecht, MPE

European Parliament, ASP 08H246
Rue Wiertz 60
1047 Brussels

Die Grünen/Freie Europäische Allianz
im Europäischen Parlament



Traduit de l'Allemand:
Jan Philipp Albrecht, MdEP: Europa Rechtsaus-
sen. Rechtsextremisten und Rechtspopulisten im
Europäischen Parlament

L'EUROPE TOUT À DROITE

Les extrémistes et populistes de droite au
Parlement européen



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE JAN PHILIPP ALBRECHT, MPE	06
INTRODUCTION	08
LA SITUATION DANS DIFFÉRENTS ÉTATS MEMBRES	
BELGIQUE	16
BULGARIE	23
DANEMARK	30
GRANDE-BRETAGNE	37
FRANCE	44
GRÈCE	52
ITALIE	59
PAYS-BAS	70
AUTRICHE	79
ROUMANIE	86
SLOVAQUIE	93
HONGRIE	98
NOTES	108
BIBLIOGRAPHIE	120

se créent autour d'extrémistes et populistes de droite comme la députée européenne Marine Le Pen ou l'Autrichien Heinz-Christian Strache, président de la FPÖ. La photo qui figure au début de cette brochure les montre tous deux lors d'une conférence de presse au Parlement européen, à Strasbourg. Alors que se rapprochent les prochaines élections du Parlement européen, au printemps 2014, bon nombre de parlementaires, mais aussi d'électeurs et d'électorales, ne savent pas encore à quel point les extrémistes de droite sont déjà présents en Europe. Cela est dû, en partie, aux nouvelles formes que prend la pensée d'extrême droite. Ses acteurs de premier plan apprennent à tisser des liens par-delà les frontières et à entretenir un climat favorable au discours populiste. Leur vision d'un prétendu peuple de «résistants» qui se battent pour leur pays et leur culture, contre ceux «d'en haut, dans les partis et à Bruxelles», séduit de plus en plus de citoyens en cette période de crise mondiale prolongée. Dans un tel contexte, les sous-entendus racistes et xénophobes se fondent dans le discours d'ensemble. Pourtant, ils s'installent dans les esprits

et les conversations de comptoir. Après la brochure que j'ai eu l'honneur de publier en 2010, consacrée aux stratégies à mettre en œuvre contre l'extrême droite, je me propose dans ces lignes d'examiner les représentants des extrémismes et populismes de droite au Parlement européen et leurs partis au niveau national. Cette compilation détaillée d'informations de fond devrait permettre aux citoyens de se faire une idée de la situation. Elle constitue aussi une main tendue aux acteurs du processus politique dans l'Union européenne, ainsi qu'à mes collègues du Parlement et des partis, pour qu'ensemble, nous essayions d'y voir plus clair dans la nébuleuse extrémiste et puissions lutter contre les tendances racistes et nationalistes.

Je remercie expressément mon équipe, en particulier Tobias Peter, qui a apporté une contribution considérable au succès de cette brochure et de la précédente. Naturellement, elle constitue un instantané de son époque et elle paraît à un moment où l'Europe et sa démocratie vivent une crise profonde. À l'issue des élections décisives de

2012 en Grèce, une nouvelle formation d'extrême droite, Aube dorée, a fait son entrée dans le parlement d'un pays européen. Compte tenu des tensions économiques et sociales dans de nombreux États membres, il ne semble pas superflu de mettre en garde contre la percée des partis populistes d'extrême droite partout en Europe. C'est pourquoi je continuerai à considérer la lutte contre l'extrême droite comme l'une de mes priorités pour les années à venir. À cet égard, mon équipe et moi vous remercions d'ores et déjà pour tous les compléments d'information susceptibles d'étoffer la présente brochure. Pour plus d'informations sur notre travail au Parlement européen ou pour toute suggestion, vous pouvez envoyer un e-mail à jan.albrecht@europarl.europa.eu.

J'espère que ces pages vous apporteront de précieux éclaircissements et contribueront à forger une Europe sans racisme, sans xénophobie, ni nationalisme

Cordialement,



Jan Philipp Albrecht
Membre du Parlement européen

PREFACE DE JAN PHILIPP ALBRECHT

Avec les percées des populistes de droite charismatiques que sont Marine Le Pen en France et Geert Wilders aux Pays-Bas, le choix des électeurs européens en faveur de partis d'extrême droite recommence à intriguer. Leur influence sur les gouvernements et, par conséquent, sur des questions décisives de politique européenne, ne cesse d'augmenter. Des chefs de gouvernement tels que Victor Orban en Hongrie se «droitisent» toujours davantage. Dans toute l'Europe, des réseaux



INTRODUCTION

L'extrême droite, sous toutes ses facettes et dans toutes ses nuances, menace les démocraties européennes. Le concept d'extrême droite désigne un ensemble d'idéologies et d'activités dirigées contre la démocratie, le pluralisme et les Droits de l'Homme. Son projet de société est marqué par des concep-

tions autoritaires et anti-pluralistes. Au Parlement européen également, les partis d'extrême droite et populistes représentent une „Europe des patries“ et œuvrent activement à la construire. Mais qui sont ces députés et quels thèmes abordent-ils ? De quels pays viennent-ils et qui sont les acteurs de ce mouvement dans leurs pays respectifs ? Cette brochure fait la lumière sur un phénomène rarement évoqué : la présence de divers partis et députés d'extrême droite au Parlement européen. À l'aide des rapports en provenance de divers pays, les lecteurs pourront se faire une idée du contexte national dont proviennent les députés concernés et quelles opinions ils représentent au Parlement. Alors qu'après la seconde guerre mondiale, les partis d'obédience fasciste avaient très peu de chances de remporter des victoires électorales, ils n'ont cessé d'œuvrer depuis lors à imposer leurs vues misanthropes. Pour montrer cette évolution, les différents rapports retracent leur parcours depuis la fin de la seconde guerre mondiale mais les considérations historiques restent au second plan. Ils n'en reflètent pas moins clairement que l'extrême droite n'est pas un phénomène neuf en Europe et que de nombreux partis, s'ils se sont parés de nouveaux atours idéologiques, ont conservé leur fond raciste. Contrairement à l'Europe de l'Ouest, les partis d'extrême droite ne refont leur apparition dans le paysage politique d'Europe de l'Est qu'en 1989-90. Pour ces pays, les rapports démarrent au début du processus de transformation du Bloc de l'Est. Indépendamment de

cela, il y a eu, en Europe de l'Est également, des partis et mouvements fascistes dans l'entre-deux-guerres et des tendances fascistes jusqu'en 1989. Les rapports par pays donnent un aperçu de l'extrême droite exclusivement organisée en partis. Pour des informations plus détaillées, nous renvoyons à la bibliographie. Les différences et particularités idéologiques ne peuvent être que survolées, de même que les conclusions analytiques tirées des contenus - parfois cachés - antisémites et racistes. De même, les citations ne peuvent être analysées en termes de substrat idéologique ou d'intentions, et doivent pour la plupart être considérées isolément. Cette brochure a été envisagée comme une source d'information sur les députés populistes et d'extrême droite et comme mémo en vue d'une confrontation politique future. Il est à noter qu'au niveau subculturel et associatif, les groupes d'extrême droite sont actifs dans tous les pays cités. Même quand la recherche scientifique établit un lien direct entre les mouvements et les partis d'extrême droite, cette distinction n'est pas faite dans les rapports par pays. De plus amples informations figurent à ce sujet dans un grand nombre de références bibliographiques et notes. Toutes les sources sont en libre accès, ont été soigneusement vérifiées et référencées dans le texte. Étant donné la diversité linguistique, les sources secondaires ont été très importantes pour la réalisation de cette brochure. En outre, il convient de tenir compte des inévitables imprécisions dues à la traduction des citations. Comme il ne s'agit

pas de traductions officielles, de petites variations sont toujours possibles dans les déclarations. Il en va tout autrement des déclarations provenant de documents et de discours au Parlement européen, car celles-ci ont été traduites au moins en anglais, par les services du Parlement lui-même. Les indications biographiques proviennent de la page d'accueil du Parlement européen.

LES CONCEPTS...

Il existe de nombreux concepts pour décrire ce qu'on entend par extrême droite.¹ L'extrême droite en général désigne un courant politique qui s'oppose, directement ou indirectement, aux fondements des démocraties libérales, au pluralisme politique et à la protection constitutionnelle des minorités. Son fonds de commerce est fait d'éléments ultranationalistes, autoritaires et xénophobes. Elle oppose au processus de modernisation de la société, avec sa différenciation sociale et fonctionnelle, une identité collective bâtie sur des appartenances nationales et définie par des considérations ethniques, culturelles et religieuses.² L'individu et les droits du citoyen doivent être subordonnés à l'intérêt supérieur de la société. Depuis les années 1980, la plupart des partis d'extrême droite - essentiellement d'Europe de l'Ouest - se sont débarrassés de leurs traditions fascistes et ouvertement antidémocratiques. Il convient désormais de faire la différence entre l'extrême droite fortement empreinte

de doctrine fasciste et les nationalistes populistes (populistes de droite).³ C'est principalement dans ce qu'on appelle la „zone d'ombre“ extrémiste⁴ que l'on retrouve les populistes de droite, au niveau communal, régional et national. Contrairement à l'extrême droite, le populisme de droite ne s'appuie pas sur une opposition frontale à la démocratie, ni sur la violence comme moyen de confrontation politique. Pour pouvoir se présenter comme une alternative électorale crédible pour le „citoyen moyen“, ils tentent de ne pas être assimilés aux extrémistes. Quelle que soit leur évolution idéologique, les principes des partis populistes de droite n'en sont pas pour autant compatibles avec la vision pluraliste et égalitaire de l'État de droit. Ils portent en eux les mêmes idées d'inégalité et de ségrégation des minorités ethniques ou biologiques, et la volonté de restreindre les droits de ces minorités.

LE CONTEXTE SOCIAL...

Depuis la fin des années 1980, les partis, mouvements et milieux culturels d'extrême droite reprennent vigueur à l'échelle de l'Europe tout entière. Cette évolution se reflète dans les succès électoraux des partis d'extrême droite au niveau national et européen mais aussi, au sein des États membres, dans l'attrait suscité par les mouvements et milieux d'extrême droite sur les jeunes principalement. En Europe, les partis les plus populaires au niveau local, régional

et national sont le „Parti autrichien de la Liberté (FPÖ), le Vlaams Belang (VB) en Belgique, le Front National (FN) en France, le parti Jobbik et le Parti de la Justice et de la Vie (MIÉP) en Hongrie, la Ligue du Nord en Italie, l'Alliance pour l'Avenir de l'Autriche (BZÖ), le Parti populaire danois, l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse et le Parti de la Liberté (PVV) aux Pays-Bas. Il existe en outre des partis qui, jusqu'à présent, n'ont rencontré le succès qu'au niveau local et régional, comme le Parti national-démocrate (NPD) en Allemagne, le Parti national britannique (BNP) et les Démocrates suédois (SD). C'est surtout dans les mouvements et groupes culturels que l'extrême droite est florissante.⁵ Dans certains milieux socio-culturels, on observe une intense collaboration transnationale entre extrémistes de droite de divers pays. Les contacts avec des extrémistes de l'étranger se sont intensifiés, les voies de communications se sont améliorées, un échange permanent d'informations s'est établi et il règne un intense „tourisme de la manifestation“. ⁶ L'Internet joue un rôle central dans la communication et la diffusion de propagande.

Ce qui est remarquable au niveau européen, c'est le renforcement des partis populistes de droite aux élections. D'une part ils tentent de se distinguer des partis d'extrême droite proprement dits aux yeux de l'opinion publique et, d'autre part, il existe des liens structurels et personnels clairs entre les acteurs des deux idéologies. Ils se manifestent par une mobilisation commune

et un soutien mutuel lors des élections mais aussi par la mise à disposition des partis populistes, par l'extrême droite, de forces vives constituant une „relève“. ⁷ Pour les jeunes surtout, il est plus séduisant d'entrer dans les milieux d'extrême droite via des réseaux underground que par un engagement politique au sein d'un parti. Par la musique, la mode et les loisirs, des jeunes sont attirés de manière précoce vers l'idéologie d'extrême droite et, en achetant certaines marques de vêtements, des CD, ou en allant à certains concerts, ils soutiennent des structures extrémistes. Dans de nombreux pays européens, la scène culturelle d'extrême droite est plus importante et regroupe plus de personnes que les partis, en termes d'affiliés. En outre, les aspects culturels transmis par la musique et l'idéologie qui l'accompagne ont un effet durable sur les modèles conceptuels des jeunes. ⁸ Dans certains pays, on assiste également à une radicalisation significative, avec des actes de violence dans le chef de groupes d'extrême droite. C'est particulièrement le cas en Allemagne, en Suisse, en France et aux Pays-Bas. À cet égard, la Hongrie également focalise les regards depuis quelques années, depuis que les extrémistes de droite sortent de l'ombre et font parler d'eux. Le parti extrémiste Jobbik et le groupe paramilitaire Garde Hongroise (en réalité interdit), d'où partent nombre de ces attaques, sont depuis les élections de 2010 la troisième force au parlement hongrois, avec 17% des voix. Dans l'ensemble, on constate que plus les partis sont forts, moins les mouve-

ments underground le sont, et inversement. Mais même dans les pays où les partis d'extrême droite ne jouent aucun rôle au niveau national ou européen, ils gagnent de plus en plus de voix au niveau local et régional. Citons les exemples de l'Allemagne, de la Suède et de la Grande-Bretagne.

LES THEMES...

L'immigration est, dans l'Europe entière, une des cibles favorites de l'extrême droite. La présence des immigrants, surtout musulmans en d'Europe occidentale, est présentée comme la source de tous les problèmes sociaux. Les mots tels que chômage, criminalité, pénurie de logements, „trahison sociale“ et „trop-plein d'étrangers“, dans le discours d'extrême droite, se rapportent directement à l'immigration, qui est la cause de problèmes matériels et culturels. L'immigration sert de „cadre“ et de moyen de ré-articulation.⁹ Les problèmes de la société dans son ensemble sont réinterprétés par les extrémistes de droite et ethnicisés sur la base d'une prétendue hégémonie ethnico-nationale comme modèle explicatif des conflits sociaux. Dans cette logique, l'immigration est une menace pour la nation considérée comme homogène ; elle „dissout“ le peuple. Pour l'extrême droite, les problèmes sociaux et individuels surviennent quand les gens cessent d'être „enracinés“ dans leur culture et leur foyer et qu'au contraire, en raison des mouvements migratoires,

des „mélanges“ surviennent au sein de cultures pensées comme homogènes et statiques. Par conséquent, la plupart des problèmes se résolvent lorsque, non seulement, il est mis fin à l'immigration mais que, de surcroît, les „étrangers“ sont renvoyés dans leur pays. Ces revendications se reflètent notamment dans le slogan de l'UDC en Suisse : „Maria, pas la Charia !“, du NPD en Allemagne : „Arrêter l'invasion polonaise“ (entre-temps, une affiche électorale portant ces mots a été interdite pour incitation à la haine raciale) ou dans l'affirmation, par les extrémistes de droite hongrois, que les Sinti et les Roms sont les principaux ennemis du peuple hongrois, peuple qu'ils appellent au soulèvement contre ces velléités „esclavagistes“.

L'idéologie d'extrême droite est directement liée à un „racisme ordinaire“ largement répandu, qui s'appuie non pas sur des considérations racistes d'origine biologique mais sur des différences culturelles. Les „étrangers“ sont incompatibles avec la culture autochtone. Il est clair qu'en fin de compte, c'est bien de racisme qu'il s'agit lorsque c'est „l'autre“ culture qui est considérée tacitement comme de moindre valeur.¹⁰ Les questions d'identité d'un „peuple“, sous prétexte de communauté homogène, se posent en termes de „substrat biologiquement pur“ reposant sur les liens du sang et non sur la nationalité (ethnos versus demos). Dans cette vision ethnociste, l'objet du racisme est différent de celui des partis fascistes classiques. Le vieux fond antisémite ne disparaît pas

tout à fait mais il se cache derrière un racisme virulent tourné contre l'islam.¹¹ Cette idéologie séduit la tranche médiane de la société, comme le confirment des études qui montrent que la moitié des Allemands sont hostiles aux musulmans.¹² Le fait que les médias et les principaux groupes de presse publient des discours antimusulmans, et dans le sillage de l'interdiction des minarets votée en Suisse par référendum, les luttes électorales se cristallisent de plus en plus autour du prétendu danger de „islamisation rampante“ de l'Europe. Tandis que, dans les États d'Europe de l'Ouest, les musulmans font des frais de cette chasse aux sorcières, en Roumanie et en Hongrie ce sont les Roms qui sont visés, voire réellement molestés. Dieter Segert, politologue, remarque :

„En général, au sujet de l'extrême droite, on constate dans tous les pays d'Europe de l'Est que l'idéologie politique se fonde sur une conception ethnique et nationaliste. Elle se double de craintes de voir l'existence même de la nation menacée par des minorités ethniques. Ces sentiments sont naturellement présents dans les pays où vivent des minorités ethniques notables. Cela concerne la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et quelques États issus de l'ancienne Yougoslavie.“¹³

L'agitation d'extrême droite contre l'immigration et la diversité ethnique et religieuse influence les intentions et les processus décisionnels de la classe politique traditionnelle. C'est le cas à l'Est

comme à l'Ouest. Les revendications de presque tous les partis en matière de criminalité, d'immigration et d'intégration se déplacent vers la droite.¹⁴ La plupart des partis, de gauche comme de droite, essaient d'exploiter à leur profit la peur de l'islam. La critique extrémiste de la démocratie pluraliste est étroitement liée à la diversité ethnique et religieuse des sociétés. Même lorsque les populistes de droite ne se positionnent pas en opposition fondamentale au système existant, ni n'approuvent ouvertement le recours à la violence, ils critiquent la politique, les partis et la démocratie dans son ensemble.¹⁵ Les responsables politiques sont présentés comme corrompus, élitistes et assoiffés de pouvoir, uniquement focalisés sur leurs propres intérêts, les partis d'extrême droite se faisant volontiers, en revanche, les „avocats des petites gens“. Après tout, cette critique est déjà bien présente dans de grandes franges de la société. La crise de confiance à l'égard de la classe politique, la distance entre les citoyens et le système et les élites politiques est un phénomène qui touche toute l'Europe. De plus, les reproches formulés à l'encontre de l'État providence, des étrangers qui en profitent et des politiques qui s'enrichissent sont largement répandus dans la plupart des États européens. En prétendant réorganiser l'État providence - plus précisément en le „rendant“ et en le réservant aux citoyens de souche - l'extrême droite prend par les sentiments les travailleurs sous-qualifiés, les chômeurs et tous ceux qui se sentent menacés dans leur pouvoir d'achat („privation sub-

jective“). La bureaucratie européenne est souvent considérée et présentée comme intouchable. Elle n'aurait plus à cœur les „vrais“ besoins des gens. Une des raisons pour lesquelles autant de personnes se rallient à cette opinion est qu'elles ne connaissent pas les structures, les processus et les responsabilités au sein de l'Union. La crise financière actuelle renforce encore cette image négative. Les citoyens ont l'impression de devoir payer pour les erreurs de la finance. Alors que des plans de sauvetages de plusieurs milliards sont accordés aux banques, la population en Grèce et ailleurs doit assumer les conséquences d'une politique d'austérité européenne extrêmement stricte.

LE PARLEMENT EUROPÉEN...

Dès les premières élections au Parlement européen, en 1979, tout le spectre politique était représenté. Régulièrement, des groupes d'extrême droite ont tenté de s'exprimer d'une même voix dans les activités parlementaires et d'accéder par la même occasion aux avantages financiers et organisationnels qui en découlent. C'est ainsi qu'en 1984 a été fondé le „Groupe des droites européennes“, le premier groupe parlementaire de partis d'extrême droite, emmené par Jean-Marie Le Pen (Front National, France). Aujourd'hui, nous avons le „Groupe Europe libertés démocratie“, où l'on retrouve aussi bien des populistes de droite que des membres de partis d'extrême droite, qui forment ainsi

une alliance un peu forcée. Des populistes de droite sont également présents chez les „Conservateurs et Réformistes européens“, des transfuges du „Parti populaire européen“.

Les extrémistes et populistes de droite essaient même de s'organiser en créant des partis politiques au niveau européen (partis européens) et d'obtenir du Parlement des subventions à cet effet. Le Parlement européen a reconnu en février 2001 l'Alliance européenne pour la Liberté (EAF) et lui a accordé quelque 372 000 EUR (montant provisoire) de subventions européennes pour l'année 2011.¹⁶ Les membres de l'EAF sont, entre autres, des affiliés¹⁷ du FPÖ, du VB, du FN et du groupe allemand Bürger in Wut (Citoyens en colère). En mars 2012, le Parlement européen a donné son accord pour verser quelque 290 000 EUR de budget communautaire au parti européen „Alliance européenne des mouvements nationaux“ (AENM). Outre les députés européens membres du Front National français (démission fin 2011), du hongrois Jobbik et du National Party britannique, on retrouve dans l'AENM des représentants d'autres partis d'extrême droite. Quant au MELD, le Mouvement pour l'Europe de la liberté et de la démocratie, il regroupe des représentants du Parti populaire danois, du grec LAOS, du Parti national slovaque et de la Ligue du Nord italienne. Il a reçu 621 000 EUR environ en 2012. Les conditions pour être reconnu comme parti européen sont relativement simples : des parlementaires issus de parlements

régionaux ou nationaux d'au moins un quart des États membres doivent être représentés ou posséder au moins un mandat au Parlement européen. Par conséquent, vont également profiter bientôt de fonds européens les extré-

mistes du Parti national démocrate suédois ou la Fiamma Tricolore, un parti néofasciste italien, deux formations qui ne sont même pas présentes au Parlement européen.



BELGIQUE

Scrutin proportionnel
Seuil électoral de 5% des suffrages
par circonscription électorale

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN BELGIQUE

En Belgique, le nationalisme et l'identité politique se nourrissent dans une large mesure de l'antagonisme entre les deux régions, Flandre et Wallonie. Cette dernière, plus prospère au début du XXe siècle grâce à un tissu économique fondé sur l'industrie lourde, s'est fait économiquement damer le pion par la Flandre et son secteur tertiaire dans les années 60. La Flandre a encore assis son hégémonie économique grâce

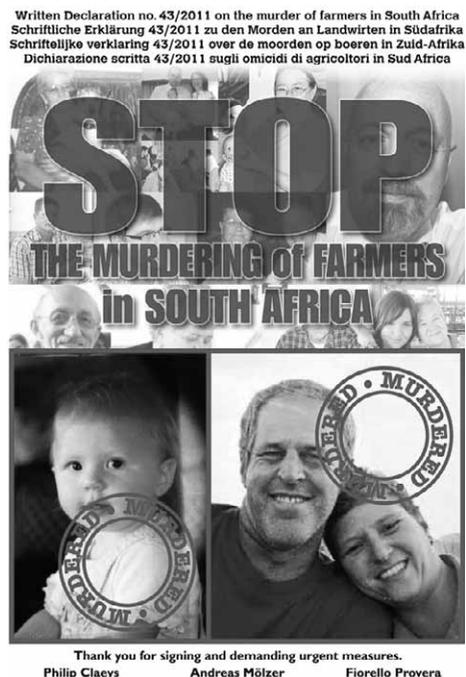
à ses nombreux ports internationaux et aux industries installées à leurs abords. La scission de tous les grands partis politiques en une aile flamande et wallonne remonte déjà au milieu des années 60. Le rapport suivant ne présente que les acteurs flamands. Dans l'interprétation des résultats des élections à la Chambre des Représentants et au Sénat, il faut noter ci-dessous que le Vlaams Blok (ou Vlaams Belang) n'est représenté qu'en Flandre. Le Front national (FN), un parti d'extrême droite actif en Wallonie, milite pour une Belgique unie. Bien qu'il n'ait récolté que 2% des suffrages en Wallonie aux élections législatives de 2004 et 2007, il n'a pas pu se présenter au scrutin de 2010 pour vice de forme. En Belgique, le FN n'a plus actuellement aucun poids, ni électoral, ni politique.¹⁸

Sous l'occupation allemande, une certaine frange des nationalistes flamands (et wallons) collabore avec les forces nazies. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les organisations et partis coupables de collusion avec l'ennemi sont interdits et de nombreux collaborateurs sont conduits derrière les barreaux. Malgré cela, quelques organisations nationalistes flamandes se reforment dès 1949, dont la Vlaamse Concentratie et le Vlaamse Militanten Orde (VMO) de la mouvance extrême droite, fondé à l'origine sous le nom de Vlaamse Militanten Organisatie. La Christelijke Vlaamse Volksunie remporte sa première victoire électorale avec 3,9% des suffrages exprimés en Flandre et décroche un siège aux

élections législatives. Face à ces bons résultats, la Volksunie (VU) voit le jour peu de temps après. En 1962, elle réussit à rassembler 7% des électeurs flamands.¹⁹ Au cours des années 60, les nationalistes flamands voient leurs rangs grossir lorsque la querelle linguistique s'enflamme entre les communautés, ce qui conduit sporadiquement à des dissensions. Aux élections législatives de 1971, la VU récolte 18,8% des suffrages en Flandre. Dans le même temps, l'influence des forces libérales au sein du parti grandit. Elles lui confèrent l'image d'un parti nationaliste centriste pour séduire de plus larges catégories d'électeurs.²⁰ La frange extrémiste du parti refuse cette évolution. Dans un premier temps, en 1971, la pacification a lieu dans ses rangs avec l'intégration du VMO dans la VU et l'investiture comme député de Bob Maes, ancien président du VMO. À peine un mois plus tard, un VMO nouvelle mouture (interdit en 1981) voit le jour sous la houlette de Bert Eriksson. Ses membres sont issus des franges d'extrême droite partisans de l'action violente. Quelques autres organisations d'extrême droite existent encore parallèlement, telles que le Verbond van Nederlandse Werkgemeenschappen - Were Di et le mouvement Voorpost, qui fait dissidence en 1976. Le Pacte d'Egmont de mai 1977, qui scelle l'accord entre les partis gouvernementaux (dont la VU), scinde la Belgique en trois régions autonomes, dotées de leurs propres gouvernements et compétences directes. Dans la foulée, deux partis se créent, constitués d'adversaires du Pacte d'Egmont et d'une

partie des militants de la VU : d'une part le Vlaams Nationale Partij (VNP) d'obédience extrême droite, sous la houlette de Karel Dillen, ancien de la VU et fondateur de Volksunie Jongeren (jeunes de la VU) ; d'autre part, le Vlaamse Volkspartij (VVP), plutôt orienté national-libéral, sous l'égide de Lode Claes, également un ancien de la VU.

En 1978, le Pacte d'Egmont précipite la chute du gouvernement belge et des élections anticipées sont convoquées. Le VNP et le VVP font liste commune sous l'appellation Vlaams Blok (VB). Après une piètre prestation de Claes (moins de 1% des suffrages), le VNP absorbe le VVP. Cette coalition électorale donne naissance au parti Vlaams Blok, sous la présidence de Dillen, le seul à avoir décroché un mandat.²¹ À ses débuts, le VB est un petit parti séparatiste. Jusqu'à la fin des années 80, il récolte régulièrement de 1 à 2% des suffrages aux élections législatives (Chambre des Représentants et Sénat). L'autonomie de la Flandre est son principal credo politique. Galvanisé par les victoires électorales des parties d'extrême droite dans les pays voisins, il évolue dans les années 80 d'un parti nationaliste-séparatiste à un parti d'extrême droite moderne, aux thématiques diversifiées. Dillen, président du VB jusqu'en 1996 et député européen de 1994-2004, entame en 1985 une «opération de rajeunissement». Les caciques du parti sont remplacés par de jeunes militants du VB au bureau du parti ; en 1987, Vlaams Blok Jongeren (Jeunesse du VB) voit le jour. À cette époque, le thème de l'im-



migration figure à l'ordre du jour politique, et en 1987, il atteint son apogée dans la campagne «Eigen volk eerst!» (Notre peuple d'abord), qui permet au VB de décrocher deux strapontins à la Chambre des Représentants et surtout de faire son entrée au Sénat avec un siège.²² La percée électorale du VB lui permet de recueillir 6,6% des suffrages en 1991 aux élections à la Chambre des députés et 6,8% au Sénat. Jusqu'en 2003, le parti parvient à améliorer successivement ses scores électoraux et à gagner systématiquement de 1 à 2%. En 2003, il enregistre son meilleur résultat avec 11,6% et 18 sièges à la Chambre des Représentants, et 11,3% et 5 sièges au Sénat. Lors des élec-

tions au Parlement flamand de 2004, le VB rallie 24,2% des électeurs pour devenir la deuxième force politique à ce niveau, mais un large cordon sanitaire l'empêche d'accéder au gouvernement. S'agissant de ses thématiques de prédilection, le VB incarne un ethno-nationalisme flamand fort et part en croisade contre l'immigration. Partisan d'un État fort, il défend une ligne dure en matière de sécurité nationale et se positionne comme un antiparti dans la classe dirigeante.²³ Le parti établit et présente son plan en 70 points en vue du renvoi, par la force si besoin est, des immigrés dans leur pays d'origine présumé.

En novembre 2004, le VB est officiellement dissous et se refonde aussitôt sous le nom de Vlaams Belang. L'opération fait suite à un arrêt de la Cour de cassation de Belgique, estimant que trois associations proches du Blok peuvent être qualifiées de racistes et que le parti a enfreint les lois relatives à la lutte contre le racisme. Craignant de perdre sa dotation publique, le Vlaams Blok renaît de ses cendres avec un programme de parti expurgé. Les «allochtones» ne seront plus expulsés en bloc, mais pourront continuer à résider en Belgique à condition de s'intégrer et de s'abstenir d'activités délictueuses. En dépit de cela, le bureau du parti du

VB fait comprendre qu'en substance, le parti n'a pas changé d'un iota. L'interdiction est considérée comme une atteinte à la liberté d'expression. Sous le titre «Le procès est un attentat», le président du parti de l'époque, Frank Vanhecke déclare :

«Le 9 novembre... on a décidé si la liberté d'expression avait encore cours dans notre pays [...] ou si la société multiculturelle tolérait qu'on exprime vraiment librement son opinion. Aux Pays-Bas, des fanatiques religieux et politiques portent atteinte, armes au poing, à cette liberté d'expression. En Belgique, les armes ne sont pas encore sorties des tiroirs.»²⁴

Malgré une progression de courte durée au scrutin suivant, c'est la débâcle aux élections de 2010 : le VB perd environ un tiers de son électorat. Actuellement, le VB compte 12 députés et 3 sénateurs. À la Chambre, les partis les plus représentés sont les conservateurs nationalistes de la Nieuw-Vlaamse Alliantie, (N-VA, 17,4%), suivis des socialistes wallons (PS, 13,7%) et des chrétiens-démocrates flamands Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V, 10,8%).²⁵



PHILIP CLAEYS

Né le 24/05/1965 à Gand. 1988 Maîtrise de traduction ; 1991 Maîtrise spéciale de marketing. De 1995 à 1999 Président des jeunes du Vlaams Blok (1995-1999). Rédacteur en chef du magazine du Vlaams Belang. De 1995 à 2003 : secrétaire du groupe Vlaams Blok au Parlement flamand et depuis 1995, membre du bureau du parti. Membre et vice-président du groupe Identité, Tradition et Souveraineté, dissous en novembre 2007. Depuis 2003 Député européen. Non inscrit. Commissions : Affaires étrangères (membre suppléant), Libertés civiles, justice et affaires intérieures (membre).



FRANK VANHECKE

Né le 30/05/1959 à Gand. Groupe «Europe libertés démocratie», Vice-président/Membre du bureau. Maîtrise de philosophie et lettres (sciences de la communication) (1981). Président général du Vlaams Blok (depuis 1996). 1994-1996 et depuis 2000 Conseiller communal de Bruges. Chef de groupe au Sénat (de mai 2003 à juillet 2004). Député européen (1994-2003 et depuis 2004). Secrétaire général adjoint du groupe des droites européennes (1989-1994). Commissions : Contrôle budgétaire (membre suppléant), Droits de l'homme (membre), Développement (membre).

En 2009, le Vlaams Belang engrange 9,9% des voix en Flandre aux élections européennes. En novembre 2011, soit peu de temps après que Philip Claeys et Frank Vanhecke ont été investis de leur mandat de parlementaire du VB, Vanhecke remet sa démission du VB et fait connaître son intention de rallier le groupe Europe libertés démocratie (ELD). On pensait que Vanhecke rejoindrait les rangs de la N-VA, mais finalement, c'est comme indépendant qu'il s'associe au groupe ELD. Cependant, il ne cache pas ses sympathies pour la N-VA :

«Vandaag kun je als Vlaams nationalist maar beter op N-VA stemmen dan op Vlaams Belang»²⁶ (Aujourd'hui, un nationaliste flamand a tout intérêt à voter N-VA plutôt que Vlaams Belang).

Au cours de sa carrière politique, Vanhecke a été membre d'organisations nationalistes flamandes. Il est député européen depuis 1999. Cependant, en 2008, il voit son immunité parlementaire levée en raison d'un article publié dans un journal du parti. Il interjette appel de cette décision en 2009.²⁷ Au Parlement européen, Vanhecke milite contre l'immigration, pour des «frontières extérieures étanches», contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et contre l'obstination eurocrate». Il voit dans l'Italie de Berlusconi un «modèle de liberté, de liberté d'expression et de diversité médiatique.»²⁸

depuis 2003. Il succède dans ces fonctions à Karel Dillen, contraint de renoncer à son mandat pour des raisons de santé. De 1995 à 1999, il a été président des Jeunes du Vlaams Blok Jongeren ; depuis 1999, il est rédacteur en chef du journal du parti Vlaams Blok, devenu depuis Vlaams Belang. Au Parlement, Claeys part en croisade contre l'Union européenne et l'immigration, qui serait selon lui à l'origine de tous les maux :

«Nous assistons par exemple au retour de la tuberculose, une maladie qui, jusqu'à récemment, avait totalement ou presque totalement disparu d'Europe, et que nous importons aujourd'hui en quelque sorte par les migrations massives. Dans ce domaine précis, par conséquent, une action urgente est tout aussi nécessaire [...]. Il va de soi qu'il est de la plus haute importance que la politique de santé publique puisse prendre le pas sur le conformisme politique.»²⁹

Il s'exprime en faveur d'une liberté d'expression totale. Concernant la décharge du budget de l'Agence européenne des droits fondamentaux pour l'exercice budgétaire 2007 :

«J'ai voté contre l'octroi de la décharge vu que l'Agence européenne des droits fondamentaux est une institution superflue, qui, en outre, est hostile au droit de la liberté d'expression.»

Philip Claeys est député européen

Claeys explique ce qu'il entend exac-

tement par ce droit dans un exposé intitulé «Où va l'Europe», donné devant la Burschenschaftliche Gemeinschaft, sous la présidence de la corporation d'extrême droite Olympia. Dans son allocution devant cette organisation, il déclare :

«Dans son discours, le prochain orateur, Philip Claeys, député européen, s'est concentré sur la problématique de la liberté d'expression, qui subit de plus en plus d'assauts. En sa qualité de militant du Vlaams Belang, l'interdiction du Vlaams Blok reste pour lui un souvenir pénible. À l'aune de quelques exemples, il a montré dans quelle mesure le politiquement correct constituait une atteinte à la liberté d'expression,

allant même jusqu'à l'entraver. Les «lois antiracisme» correspondantes conduisent non seulement à museler les mandataires politiques nationalistes, mais surtout à permettre de les poursuivre en justice. Une Europe commune ne peut se fonder que sur une liberté d'expression élargie. Dès lors, la lutte pour cette dernière est une priorité absolue.»³⁰

Claeys entretient des rapports étroits avec d'autres partis et organisations populistes et extrémistes de droite. Il était aussi présent au gala des membres de la Burschenschaft, au Hofburg de Vienne en 2012. On l'y a vu en compagnie de Marine Le Pen et d'extrémistes de droite suédois.³¹



BULGARIE

Scrutin proportionnel
Seuil électoral de 4%

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN BULGARIE

Peu de temps après le changement de régime politique en 1989 et les réformes économiques et politiques qui en ont résulté, plusieurs groupements et partis d'extrême droite ont vu le jour. Ceux-ci avaient pour cible principale les groupes musulmans et turcs dont l'influence s'accroissait en Bulgarie, ainsi que le parti Mouvement des droits et des libertés (DPS), fondé en 1990, qui défend essentiellement les droits de la

minorité turque. Dans les années 1980, une «politique de la bulgarisation» des minorités turques (interdiction de la langue, de la culture et des noms turcs) avait entraîné de fortes tensions, ainsi que la création d'organisations clandestines turques. De la même façon, l'hostilité envers les Roms et l'antisémitisme ont gagné en importance au cours des années 1990.³² Au fil des ans, plusieurs partis d'extrême droite ont été créés, mais la plupart n'a pas été en mesure d'exercer une influence notable au Parlement, à l'exception de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne ultranationaliste et populiste (ORIM ou VMRO), qui a remporté des succès électoraux tant au niveau régional que national.³³ Finalement, entre 2005 et 2009, elle était représentée par cinq députés à l'Assemblée nationale, mais en 2009, elle n'a pas pu siéger à l'Assemblée nationale, ni au Parlement européen. Le Parti national-radical bulgare (BNRP), parti d'extrême droite, est encore actif, mais n'a pas d'influence au Parlement. En 1991, il avait manifesté devant le bâtiment de l'Assemblée constituante et tenu des propos provocateurs au sujet de la représentation des minorités turques au Parlement. Le BNRP appelle à la lutte contre les Juifs et les Roms et entretient des contacts étroits avec le milieu belliqueux des néonazis et des skinheads. Néanmoins, toutes les tentatives de partis d'extrême droite de siéger à l'Assemblée nationale, qui ont eu lieu jusqu'en 2005, ont été infructueuses. Cela s'explique d'une part par les positions nationalistes en faveur de l'intégration au sein des grands

partis et d'autre part, par la répartition bipolaire des conflits politiques dans le cadre du processus de transformation. Au cours des années 1990, la confrontation politique concernait essentiellement le Parti socialiste bulgare (BSP, appelé jusqu'en 1990 Parti communiste bulgare progouvernemental) et l'Union des forces démocratiques (SDS), parti conservateur fondé par des opposants démocrates. Les réformes économiques visant à permettre l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne ont surtout favorisé les investisseurs étrangers et la classe supérieure urbaine. Jusqu'à présent, les régions agricoles sont caractérisées par un taux de chômage et de corruption élevés. Avec le rapprochement à l'Union européenne, les positions ultranationalistes et d'extrême droite se sont marginalisées dans les grands partis afin de ne pas mettre en danger l'adhésion à des groupes de partis européens.³⁴ Bien que, selon des sondages, une large majorité de la population se dise favorable à l'adhésion à l'UE, l'espace libre politique profite surtout aux partis d'extrême droite.

À la veille des élections législatives de 2005, le parti d'extrême droite Ataka (Attaque) a été formé et a obtenu d'emblée tout juste neuf pour cent des voix. En tant que quatrième parti, il a pu nommer 21 parlementaires (au total 240 sièges). Peu de temps après l'élection, ce parti a publié sur sa page d'accueil une liste contenant 1 500 noms de Juifs bulgares intitulée «Les Juifs sont une race menaçante contaminée par la peste...»³⁵ Volen Siderov est le fon-

dateur et le président de ce parti. Il a écrit plusieurs livres sur la «conspiration mondiale des Juifs» et, dans l'émission Ataka de la chaîne de télévision SKAT, proche du parti, il fustige régulièrement les Juifs, les Roms, les Turcs, les homosexuels, les investisseurs étrangers et les hommes politiques corrompus. Lors des élections présidentielles de 2006, Siderov a obtenu 21,5% des voix au premier tour et a ainsi accédé au scrutin de ballottage. Il a même pu améliorer son résultat en remportant 24,1% des voix. Ataka plaide en faveur d'une Bulgarie nationale unitaire qui devrait s'étendre de la Macédoine, à Edirne en Turquie, à des régions du nord de la Grèce, du sud de la Serbie jusqu'à l'ensemble du delta du Danube roumain.³⁶ De plus, Ataka revendique le retrait de l'OTAN, la renégociation du Traité d'adhésion à l'UE et la rupture des relations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Avec son slogan «Rendez la Bulgarie aux Bulgares», Ataka vise le DPS et défend l'interdiction des émissions télévisées en langue turque. Ce parti profère des propos tels que «Les Tsiganes condamnés au camp de travail !», «Tous les Roms sont des criminels», «Les homosexuels sont des malades», «Les politiciens grognent comme des cochons». Il encourage en outre l'ascension de la pensée orthodoxe au rang de religion d'État. Ataka a de bonnes relations avec d'autres partis européens d'extrême droite et populistes de droite. Ainsi, Jean-Marie Le Pen (Front National) a fait un discours à l'occasion des cérémonies de la cam-

pagne électorale municipale de 2007. Enfin, lors des élections législatives, Ataka a obtenu 9,4% des voix, ce qui lui a valu 21 sièges. Par ailleurs, Ataka a soutenu inconditionnellement un gouvernement minoritaire du parti conservateur de droite GERB. Après l'attentat de mai 2011 perpétré par des partisans d'Ataka contre la célèbre mosquée Banya Bashi à Sofia, le lancer d'œufs sur des musulmans en pleine prière et les revendications «les Turcs dehors», trois députés Ataka se sont retirés du parti pour marquer leur désaccord. Au total, en 2011, onze parlementaires ont quitté de ce parti en raison de conflits internes.

Récemment, la section bulgare du comité d'Helsinki des Droits de l'Homme a constaté une préoccupante escalade de la violence à l'encontre des minorités ethniques et religieuses en Bulgarie. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a également constaté que la violence raciste était souvent considérée par les forces de sécurité comme du simple «vandalisme» ou comme n'étant pas motivée par une pensée politique. L'ECRI a enjoint la Bulgarie de remédier à ces dysfonctionnements. De plus, la Cour européenne des Droits de l'Homme a condamné la Bulgarie en 2007 parce que les enquêtes dans le cadre du meurtre d'un Rom avaient tiré en longueur et que les motifs racistes du meurtrier n'avaient pas été pris en considération.³⁷



DIMITAR STOYANOV

Né le 17/05/1983 à Sofia. 2011 : maîtrise de droit de l'Université St.-Kliment-Ochridski à Sofia, obtenue avec distinction. De 2005 à 2011 : fondateur et vice-président du parti politique ATAKA. Depuis 2012 : fondateur et président du Parti national démocrate. De 2005 à 2007 : membre de la 40e législature de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie. De 2005 à 2006 : secrétaire parlementaire à l'Assemblée nationale. De 2005 à 2006 : observateur au Parlement européen. 2011 : membre du conseil d'administration de la Fédération bulgare d'escrime. Membre non-inscrit. Commissions : développement régional (membre suppléant), agriculture et développement rural (membre suppléant), droit (membre).



SLAVI BINEV

Né le 10/12/1965 à Sofia. Diplôme de l'Académie nationale des sports «Vasil Levski», Sofia (1990). Doctorat de l'Institut de psychologie, Académie bulgare des sciences (2004-2009). Entraîneur de l'équipe bulgare de taekwondo (1985). Plusieurs fois champion de Bulgarie de taekwondo. Champion de taekwondo des Balkans (1990). Champion d'Europe de taekwondo (championnat ouvert de taekwondo à Celje/Slovénie, 1992). Actionnaire principal et président du Conseil d'administration de la société «R-System Holding» (depuis 1994). Vice-président de la Fédération bulgare de taekwondo (1996-2008). Député au Parlement européen depuis 2007. Membre de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne.

Membre de l'intergroupe d'amitié avec l'Azerbaïdjan, de l'intergroupe d'amitié avec la Chine, de l'intergroupe d'amitié avec la Serbie et du groupe de travail d'amitié avec Macao. Depuis 2006 : archonte de l'Église orthodoxe bulgare. Membre non-inscrit. Commissions : droits de l'Homme (membre suppléant), affaires économiques et monétaires (membre).

ATAKA EST POUR

- La reconnaissance du génocide national vieux de cinq siècles contre la nationalité bulgare et le versement d'une compensation par la Turquie de 50 millions d'euros ;
- Le contrôle des fonds européens par le peuple bulgare ;
- La réouverture des blocs de la centrale nucléaire de NPP Kozloduj ;
- Une UE d'États nationaux égaux ;
- Les valeurs chrétiennes comme fondements de la civilisation européenne.

ATAKA EST CONTRE

- L'accélération de la candidature de la Turquie à l'UE qui serait fatale pour la Bulgarie ;
- Le gel des subventions européennes pour la Bulgarie ;
- Les privilèges accordés aux minorités ethniques et homosexuelles au détriment de la reconnaissance de la situation des retraités bulgares ;
- Les mariages homosexuels qui nous sont imposés ;
- Une Bulgarie pauvre servant de sponsor aux pays riches, comme c'est actuellement le cas.

En tant que quatrième puissance bulgare, Ataka a récolté 12% (2007 : 14,2%) des voix aux élections du Parlement européen et a ainsi pu nommer les deux députés Dimitar Stoyanov et Slavi Binev comme députés non-inscrits au Parlement. Depuis peu, ces deux députés ne sont plus membres d'Ataka (voir ci-dessous). Le temps nous éclairera sur l'évolution du travail de ces deux députés avec leurs nouveaux partis. Nous verrons également s'ils adhèrent à des groupes parlementaires. À ce stade, nous pouvons seulement présenter le travail qu'ils ont accompli jusqu'à présent en tant que membres d'Ataka.

Lors de la campagne électorale, Ataka a annoncé essentiellement son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'UE et son intention de défendre les intérêts de la Bulgarie au sein de l'Union européenne :

ATTACK is FOR

- Recognition of the five - century genocide over the Bulgarian nationality and 50 milliard euro compensation from Turkey.
- The euro funds to be controlled by the Bulgarian people.
- Re opening of the blocks of NPP Kozloduj.
- EU of the equal national states.
- Christian values as a basic for the European civilization.

ATTACK is AGAINST

- The acceleration of Turkey in the EU, which will be fatal for Bulgaria.
- The stopping of the EU funds for Bulgaria.
- Privileging of ethnic and homo sexual minorities instead of approving the situation of the Bulgarian pensioners.
- Homo sexual marriages, which are imposed on us.
- Poor Bulgaria to be a sponsor of the rich West, as it is now.

Dimitar Stoyanov, beau-fils du président de parti Siderov, est membre fondateur et ancien vice-président d'Ataka. Entre août 2005 et mars 2006, il faisait partie de la délégation bulgare d'observateurs à l'UE et, depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne en 2007, il est député au Parlement. Déjà lorsqu'il était observateur, ses propos racistes et sexistes ne sont pas passés inaperçus. Il s'est exprimé au sujet de la députée Livia Járóka, membre de la communauté rom et députée du Fidesz hongrois qui devait recevoir le prix de la «meilleure parlementaire 2006», en écrivant dans un courriel destiné à l'ensemble des députés et des assistants :

«Dans mon pays, il y a des dizaines de milliers de filles tsiganes qui sont beaucoup plus jolies que cette honorable femme [...] On peut même s'acheter une femme aimante de 12 ou 13 ans... Les meilleures sont très chères – jusqu'à 5 000 € pièce. Waouh !»³⁸

Peu de temps après, lors d'une interview au Telegraph, Stoyanov s'est exprimé au sujet des Roms feignants, ces criminels qui vendent leurs enfants :

«Comment voulez-vous que je considère comme normal quelqu'un qui a vendu sa fille comme un animal ? C'est une fille de 12 ou 13 ans. Seuls les Roms font ça. [...] Ils commettent de nombreux autres délits aussi, des meurtres, des viols, des cambriolages. Lorsque les policiers viennent enquêter sur ces délits et

qu'ils apprennent que le suspect est un Rom, ils abandonnent l'enquête parce qu'ils craignent une arrestation ethnique. Ce n'est pas juste. [...] Le racisme, c'est lorsque des citoyens bulgares sont tués ou violés et que personne ne fait rien pour arrêter le criminel. [...] C'est du racisme contre les Bulgares dans leur propre pays.»³⁹

Stoyanov ne fait pas mystère de sa vision antisémite du monde :

«Généralement, on ne parle pas des Juifs. On parle des problèmes du Moyen-Orient. On défend les Palestiniens [...] Il y a beaucoup de Juifs puissants qui ont beaucoup d'argent, qui achètent les médias pour façonner la conscience sociale du peuple [...] Ils jouent aussi avec les crises économiques dans des pays comme la Bulgarie et s'enrichissent. Ce sont des réalités concrètes.»⁴⁰

Il se considère comme victime d'une conspiration des élites européennes qui auraient lancé une campagne médiatique contre Ataka :

«Nous avons perturbé leurs plans de répartition du pouvoir et donc ils nous détestent vraiment et feront tout ce qu'ils peuvent pour nous anéantir.»⁴¹

Après avoir réclamé la démission du président du parti Ataka (Siderov), Stoyanov a été limogé en novembre

2011 en raison de son score médiocre aux élections présidentielles de 2011 (3,7% des voix). Peu de temps après, il a annoncé la fondation d'un nouveau parti, le Parti national-démocrate, qui s'inspire de l'idéologie du Parti national des vrais Finlandais et Slovènes (SNS).

Depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'UE, Slavi Binev est député au Parlement européen. L'ancien champion de taekwondo d'Europe et des Balkans est un entrepreneur influent dans l'industrie des loisirs, de la construction et de la sécurité. Binev aime se présenter au public comme député engagé et respecté au-delà des frontières du parti. Ainsi, il a rédigé, en collaboration avec le social-démocrate maltais John Attard-Montalto, le conservateur britannique Nirj Deva, le conservateur italien Mario Mauro et le libéral finlandais Hannu Takkula une «Déclaration écrite au sujet de l'introduction du programme de jeu d'échec à l'école dans les systèmes éducatifs de l'UE». Ce projet a été parrainé par Jerzy Buzek, le président du Parlement européen jusqu'à janvier 2012. Sur sa page d'accueil, Binev a commenté l'adoption de la déclaration par le Parlement :

«Le texte était soutenu par des représentants de tous les États membres de l'Union et par l'ensemble des groupes politiques au Parlement, ce qui illustre l'attitude des institutions européennes envers notre député européen.»⁴²

Ce genre d'initiatives permet à Binev de montrer patte blanche et de se profiler comme partenaire pour l'avenir. En tant que membre de la Commission des affaires économiques et monétaires et porte-parole de l'élargissement du mandat de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, il a déjà une certaine influence sur la politique parlementaire. Sur sa page d'accueil, Binev commente la rencontre avec des représentants de l'économie boursière, d'entreprises financières multinationales⁴³ et reproduit son discours à l'occasion du Crans Montana Forum en mars 2012.⁴⁴ En avril 2012, après avoir annoncé sa démission du parti Ataka, Binev a annoncé la création du parti Civil union for real democracy (GORD).



DANEMARK

Représentation proportionnelle plurinomiale et répartition à des régions et circonscriptions électorales multiples
Seuil électoral de 2% ou mandat direct.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE AU DANEMARK

Au terme de la Deuxième Guerre mondiale, les partis d'extrême droite ont fait leur apparition relativement tard au Danemark. Le Fremskridtsparti (Frp, Parti du progrès) créé en 1972 par Mogens Glistrup, peut être considéré comme le premier parti d'extrême droite à remporter un succès électoral et à être né d'un

contexte dépassant le cadre purement extrémiste.⁴⁵ Le Frp était en réalité un parti protestataire néolibéral populiste qui, au départ, a surtout plaidé contre l'impôt sur le revenu. Il a obtenu entre 11 et environ 16% des voix aux élections de l'Assemblée du peuple dans les années 1970. Néanmoins, le Frp n'était pas intéressé par une collaboration sérieuse avec les partis traditionnels. Alors que, lors des élections suivantes, ses résultats chutaient de nouveau (8,9% en 1981, 3,6% en 1984), le Frp a commencé à prendre l'immigration pour cible. De 1983 à 1985, Glistrup a été condamné à une peine d'emprisonnement pour fraude fiscale. Au cours de cette période, Pia Kjaersgaard, qui sera plus tard la cofondatrice et présidente du Dansk Folkeparti (DF, Parti populaire danois), reprend son mandat à l'Assemblée. Kjaersgaard a participé de façon déterminante à la réorientation thématique et était intéressée par une collaboration sérieuse avec les partis traditionnels au sein du Parlement. Lors de la campagne électorale de 1987, Kjaersgaard s'est finalement présentée comme tête de liste du Frp, ce qui a valu au parti une légère hausse en 1987 (4,8% des voix) et un score de 9,0% aux nouvelles élections anticipées de 1988. Comme Kjaersgaard n'a pas été élue à la présidence en raison de luttes intestines au sein du parti en 1995, elle s'est retirée du Frp avec plusieurs autres membres et a fondé le DF la même année. En conséquence, le Frp a perdu de nombreuses voix aux élections suivantes et n'est plus représenté à l'Assemblée du peuple depuis

2001. Malgré une nouvelle radicalisation de l'extrême droite, ce parti n'a depuis lors aucun poids politique et parlementaire.⁴⁶

Depuis sa fondation en 1995, le DF a gagné des voix de façon continue. De 7,4% en 1998, il a atteint 12% en 2001. À partir de celle année-là, le DF a même été toléré par le gouvernement minoritaire du parti libéral Venstre (V) dirigé par le ministre d'État Anders Fogh Rasmussen et le parti conservateur Det Konservative Folkeparti (K). Cette constellation a survécu à deux élections jusqu'à ce que, en 2011, les Socialdemokraterne (S) forment un gouvernement sans le DF. Cependant, sa position politique forte, qui a duré environ une décennie, a laissé des traces profondes dans la politique danoise. C'est surtout sa politique d'immigration qui s'est renforcée et a même été condamnée en 2004 par le commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil européen. Au total, la législation sur les étrangers a été modifiée/renforcée 76 fois entre 2001 et 2011.⁴⁷ En 2011, le Danemark a fait l'objet de critiques de la part des institutions européennes en raison de la réintroduction de contrôles aux frontières, sous la pression du DF, dans le but de lutter contre la criminalité internationale.

Comme cela a été expliqué préalablement, l'immigration est un des thèmes centraux de ce parti chantre de l'identité nationale et qui s'est présenté comme le défenseur de la culture et de l'identité danoises. Les valeurs imprégnées

de christianisme seraient incompatibles avec la culture des pays non occidentaux. Le DF voit en l'islam une menace. Voici des extraits de son programme de travail :

«Il s'est avéré particulièrement difficile d'intégrer des réfugiés et immigrés musulmans. [...] Il n'existe aucune société au monde où une intégration pacifique de musulmans dans une autre culture était possible. Il est déraisonnable d'imposer un choc culturel au Danemark car cela aurait de graves conséquences. [...] Nous devons reconnaître qu'il est nécessaire que notre société se protège contre le risque d'être prise d'assaut.»⁴⁸

Il a ainsi touché le nerf de la société : en 2001, 40% de la population danoise estimait que l'immigration était un des sujets de société les plus importants.⁴⁹ Le DF veille à ne pas être assimilé à l'extrême droite. Ainsi, les candidats aux élections de l'Assemblée du peuple doivent être approuvés par le président du parti. La gestion du parti par les dirigeants, surtout par Kjærsgaard elle-même, devrait empêcher certains de compromettre le succès électoral en faisant des déclarations d'extrême droite, et ce, malgré les connexions existantes avec la scène d'extrême droite. Enfin, en août 2011, les résultats d'une vaste étude d'un groupe de vigilance antifasciste ont fait état d'un réseau terroriste de droite : ORG. Ce groupe composé d'une centaine de membres possède des connexions avec les milieux poli-

tiques, la police, l'économie et les médias. De plus, ils auraient des contacts avec des groupes d'extrême droite au-dehors du Danemark. ORG a déposé des dossiers sur les opposants politiques et a également remis ces informations à d'autres groupes belliqueux.⁵⁰ De plus, un membre dirigeant s'est introduit clandestinement dans la police danoise pour accéder au registre criminel et civil de la police, ainsi qu'à d'autres informations. Le meneur de l'ORG, Jesper Nielsen, est un membre du DF qui a fait partie de la présidence du parti dans la deuxième ville danoise, Aarhus. Au moins un autre membre du DF a été lié à ce réseau d'extrême droite. Il existe d'autres connexions entre des groupes d'extrême droite et le DF. Par exemple, le parlementaire influent Søren Krarup entretient des contacts étroits avec le parti d'extrême droite Den Danske Forening (Union danoise).⁵¹ En 2007, c'est même lui qui a prononcé le discours solennel à l'occasion du 20e anniversaire de l'Union danoise.⁵² Krarup est un fervent opposant de l'immigration et voit en l'islam un danger :

«Tous les pays occidentaux sont infiltrés par des musulmans – certains se montrent gentils envers nous alors qu'ils attendent d'être en nombre suffisant pour nous tabasser à mort.»⁵³

Le DF plaide contre la poursuite de la politique d'intégration européenne et voudrait renforcer le bien-être public pour les Danois. Cependant, ce parti

associe souvent ces thèmes aux questions de l'immigration. Comme dans la citation suivante de Kjærsgaard :

«La loi sur la sécurité sociale est obsolète car elle s'articulait autour de la tradition familiale et de l'éthique de travail danoises et non autour des musulmans qui trouvent normal que d'autres s'occupent d'eux pendant que leur femme met au monde de nombreux enfants. L'allocation familiale ne permet aux immigrés de s'assurer un revenu élevé que parce qu'ils ont beaucoup d'enfants. La peine pour viol collectif doit être revue à la hausse car ce problème est principalement le fait de délinquants immigrés et asociaux de la deuxième génération.»⁵⁴

Le Danemark occupe une position importante au sein de la scène européenne de l'extrême droite. Contrairement à la plupart des autres États d'Europe de l'Ouest, les symboles nazis n'y sont pas interdits ; il y règne une grande liberté d'expression, des contacts étroits existent avec des formations d'extrême droite au niveau européen. De nombreux groupes, en ce compris des groupes allemands d'ex-

trême droite, utilisent les lois danoises relativement souples pour la composition et la vente de musique et d'autres outils de propagande. Même le parti Danmarks Nationalsocialistiske Bevægelse (Mouvement national-socialiste du Danemark) ne fait pas mystère de ses objectifs dans ce contexte relativement ouvert. On peut lire sur sa page d'accueil :

«Le Mouvement national-socialiste du Danemark (DNSB) est une organisation d'hommes et de femmes danois qui défendent l'idéologie national-socialiste puisqu'ils considèrent que leur bien-être est menacé. [...] Nous croyons qu'une révolution nationale-socialiste dans un petit pays d'Europe du Nord s'accompagnera inévitablement d'une renaissance nationale mondiale de la race blanche. C'est pourquoi le DNSB travaille avec des organisations et individus d'autres pays qui défendent les mêmes idées. [...] Le DNSB se prononce en faveur de son identité historique et considère que sa mission est de perpétuer et de développer les idées du mouvement national-socialiste d'Adolf Hitler.»⁵⁵



MORTEN MESSERSCHMIDT

Né le 13/11/1980 à Frederikssund. Maîtrise en droit à l'Université de Copenhague. De 2005 à 2009 : député au Parlement danois. Depuis 2009 : député au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : droit (membre suppléant), questions constitutionnelles (vice-président).

Lors des élections du Parlement européen, le DF a obtenu 15,3% des voix et a pu consolider nettement ses résultats par rapport à 2004 (6,8%). En 2009, Morten Messerschmidt et Anna Rosbach sont entrés au Parlement pour représenter le DF. En mars 2011, Rosbach a quitté le DF et s'est ralliée au groupe «Conservateurs et Réformateurs européens» (ECR) en tant que députée indépendante. Elle se justifie comme suit :

«Après de profondes réflexions sur les politiques et la rhétorique de mon parti, je me suis rendu compte que je ne représentais plus ce point de vue. [...] Cela fait un certain temps que la direction que prend ce parti m'inquiète.»⁵⁶

Messerschmidt, qui depuis 2005, était député de l'Assemblée du peuple, est membre et vice-président du groupe «Europe libertés démocratie» (ELD). Il s'occupait de questions concernant la poursuite de l'intégration européenne en période de crise européenne et considère la monnaie unique comme un échec. Il est le président du Turkey Assessment Group au sein du Parlement, une table ronde ouverte sur les problèmes de l'adhésion de la Turquie à l'UE qui se tient régulièrement. Bien que des partisans de l'adhésion de la Turquie y soient invités et prennent la

parole, il s'agit d'une table ronde critique à l'égard de la Turquie. En 2011, à l'occasion d'une intervention pour le journal Hurriyet, Messerschmidt présente ses idées sur le rôle de la Turquie en Europe :

«[...] Mon but n'est pas de mettre la Turquie à la porte de la maison européenne. Au contraire, je crois vraiment que l'Europe et la Turquie ont besoin l'une de l'autre, comme des «cousines». L'Europe et la Turquie sont des voisines et une bonne relation de voisinage devrait reposer sur la confiance et la compréhension mutuelles, donc viser à réduire et fermer le fossé culturel et politique existant entre la Turquie et l'Europe.»⁵⁷

La critique de Messerschmidt s'oriente fortement contre le gouvernement turc dirigé par Erdoğan auquel il reproche de limiter la liberté d'expression et de la presse en Turquie. Néanmoins, que cachent réellement ces paroles visiblement réfléchies ?

Messerschmidt, qui se considère comme réaliste et pragmatique, est disposé à envisager des compromis pour gagner en influence.⁵⁸ Dans l'esprit de cette approche stratégique, il essaie, sous le couvert d'une critique (en partie surfaite) de la politique turque, d'empêcher l'adhésion de la Turquie de manière réaliste sur le plan politique, à savoir par l'intermédiaire d'un travail de persuasion politique et de propositions de compromis. Dès 2006, à l'occasion

d'une interview au magazine Frontpage, Messerschmidt a expliqué ce que son refus de l'adhésion de la Turquie cachait véritablement :

«Si on ne fait rien, l'Europe sera, probablement pas dans 20 ans, mais plutôt dans 30-40 ans, majoritairement musulmane. Cela impliquera la fin de notre culture et de la civilisation européenne.»⁵⁹



Derrière la façade de discussions, en apparence objective, au sein du Turkey Assessment Group se cache un fort racisme antimusulman. Dans ladite interview, il n'a pas caché sa vision du monde :

«Il est bien connu que les taux de criminalité sont particulièrement élevés chez les immigrés musulmans, que la haine envers les Juifs augmente en Europe à cause de ces groupes. [...] Dans de nombreux pays européens, on parle de l'opportunité de revoir le système des allocations sociales mais en vérité, si nous n'avions pas le fardeau musulman, beaucoup de ces changements ne seraient pas nécessaires.»⁶⁰ [erreur dans le texte original]

Pour Messerschmidt, la politique d'immigration européenne devrait être revue : d'abord des règlements européens pour les Européens, puis des règles pour les autres États à l'échelle mondiale. Pour les autres pays, il prévoit :

«Et puis un troisième ensemble de règles pour le Tiers-Monde qui en général ne propose rien dont nous puissions bénéficier en termes d'éducation, de main d'œuvre et de connaissances.»⁶¹

Il considère que son pays est en danger permanent à cause des «étrangers». Voici ce qu'il pense de la réintroduction des contrôles à la frontière danoise :

«Nous en avons ras le bol que des camions polonais, lithuaniens et roumains traversent la frontière le matin et repartent le soir avec des téléviseurs et des chaînes stéréo volés dans des résidences de vacances danoises.»⁶²

Au final, selon lui, c'est surtout l'immigration musulmane qui nuit à l'Europe et au Danemark et qui doit être endiguée. Cet objectif est également palpable dans le cadre du travail de Messerschmidt au sein du Turkey Assessment Group.

Il déclare également que, en tant que vice-président de la Commission des questions constitutionnelles du Parlement européen, il appuiera la demande des citoyens européens d'empêcher l'adhésion de la Turquie à l'UE.⁶³



GRANDE-BRETAGNE

Élections à la majorité relative dans 650 circonscriptions territoriales uninominales. Scrutin majoritaire à un tour. Le candidat qui réunit le plus de suffrages exprimés est élu.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

De la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 90, les grandes victoires électorales des partis d'extrême droite étaient largement l'exception en Grande-Bretagne. Parmi les partis sortis un tant soit peu victorieux des urnes aux élections régionales, citons le British National Party⁶⁴, fondé en 1960 et dissous sept ans plus tard, et le Natio-

nal Front (NF), porté sur les fonts baptismaux en 1967 mais largement marginalisé. En 1964, dans la circonscription de Southall dans l'ouest de Londres, le British National Party recueille 9,1% des voix. Le NF connaît surtout le succès dans les années 70 en faisant campagne sur le thème de l'immigration et va même jusqu'à récolter 16% des suffrages aux élections régionales. De nos jours, il prône encore l'expulsion, par la force s'il le faut, des migrants de Grande-Bretagne. Dans la foulée de sa débâcle aux élections de 1979 à la Chambre des Communes, des dissensions éclatent au grand jour. John Tyndall, président du parti faisant fonction depuis 1976 (précédemment de 1972 à 1974), finit par jeter l'éponge en janvier 1980. À cette époque, Tyndall a déjà été condamné à plusieurs reprises, notamment en 1962 pour la création d'un groupe paramilitaire. Depuis les années 90, le NF est confronté à une base militante peu nombreuse et vieillissante et à des échecs électoraux.⁶⁵ En 1982, le British National Party (BNP) se recrée. Constitué d'une frange des militants du NF, il est placé sous la présidence de John Tyndall. Toutefois, dans les années 80, le parti conservateur au pouvoir de Margaret Thatcher s'entend pour faire siens les thèmes chers aux extrémistes de droite. Des querelles intestines empêchent le BNP de sortir gagnant de l'affrontement politique.

En octobre 1990, la Commission Racisme et Xénophobie du Parlement européen (devenue «Observatoire européen des phénomènes racistes

et xénophobes», depuis remplacé par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne) conclut que le BNP est un : «parti ouvertement nazi... dont les dirigeants ont eu maille à partir avec la justice». À la question de savoir si le BNP est un parti raciste, Richard Edmonds, vice-président jusqu'à la fin des années 90, rétorque : «Oui, nous sommes 100% racistes.»⁶⁶ En 1999, Nick Griffin (militant du NF jusqu'en 1989 et du BNP à partir de 1995) succède à Tyndall à la présidence du parti BNP. Dans les années 90, il se voit reprocher de ne pas consolider les premiers petits succès électoraux. Après son élection à la présidence du parti, Griffin essaie de redorer le blason du parti : à mille lieues de son image de parti nazi et de l'agressivité des défilés publics.⁶⁷ Il espère ainsi séduire un électorat plus large, même si sa personne reste étroitement liée à la mouvance extrême droite. Le BNP tient surtout les migrants non blancs responsables de la pénurie d'emplois et des problèmes sociaux en général. Quand, le 26 mai 2001, à Oldham/Greater Manchester, des tensions ethniques dégénèrent en affrontements violents entre jeunes des communautés blanches et asiatiques, le BNP est prompt à jeter l'opprobre sur les «gangs musulmans». Peu après, le parti réalise son meilleur score historique aux élections à la Chambre des Communes, avec 3,9% des suffrages exprimés. À Oldham, Griffin parvient à réunir 16,4% des voix. À Burnley, où ont également eu lieu des échauffourées, le BNP récolte 11,3% des suffrages. Malgré ce relooking sous l'ère Griffin, le

BNP continue de clairement se revendiquer d'une tradition fasciste. Jusqu'à ce qu'une décision de justice soit rendue au début 2010, l'adhésion au parti était exclusivement réservée aux citoyens blancs.

Aux dernières élections à la Chambre des Communes du 06/10/2010, le BNP a réalisé un score de 1,9% en réunissant 563 743 voix. Le parti n'a pas pu atteindre son objectif ambitieux de deux sièges. Cependant, il a presque triplé son score électoral par rapport à 2005, qui l'avait vu engranger 192 746 voix (0,7%). Même si le parti n'a pas pu décrocher un strapontin à la Chambre des Communes, il a encore pu amplifier la tendance observée ces dernières années. En 1992, son score avoisinait seulement les 7 600 voix ; en 2001, le cap des 47 000 voix était déjà dépassé. C'est surtout une participation électorale plus importante de 65,1% (contre 61,3% en 2005) qui a permis de compenser cette progression au profit des partis démocratiques. Le BNP a atteint ses meilleurs résultats dans la circonscription électorale de son président,

Nick Griffin, à Barking (Greater London), avec 14,8% des voix. Le BNP célèbre surtout ses succès aux élections locales et régionales. À plus long terme, le parti essaie de rallier les citoyens à sa cause. «Certes, le nombre de sièges convoités par le BNP n'est pas énorme en valeur absolue, mais c'est l'indice que le parti consolide son ancrage local dans certaines zones.»⁶⁸ Force est de constater que le BNP est à ce jour, aux élections, le parti d'extrême droite le plus populaire d'Angleterre. En Grande-Bretagne, le scrutin majoritaire marginalise cependant les petits partis. Au scrutin proportionnel, le BNP aurait pu décrocher plus de mandats aux dernières élections.

Outre le BNP et le NF, d'autres partis sont à ce jour actifs en Grande-Bretagne. Citons l'England First Party, le Britain First Party, le New Nationalist Party, le Freedom Party et le British People's Party. Autant de formations marginalisées dans le jeu politique et qui peinent à réaliser des scores notables.



NICK GRIFFIN

Né le 01/03/1959 à Barnet. Maîtrise de droit (avec mention) de l'université de Cambridge. Depuis 1995 Porte-parole du British National Party (BNP). Depuis 1999 Président du parti BNP Depuis 2009 Député européen. Non inscrit. Commissions : Industrie, recherche et énergie (membre suppléant), Environnement, santé publique et sécurité alimentaire (membre).



ANDREW BRONS

Né le 16/06/1947 à Londres. Études de sciences politiques à l'université de York. Professeur au Harrogate College. Depuis 2009 Député européen. Non inscrit. Commissions : Libertés civiles, justice et affaires intérieures (membre suppléant), Affaires constitutionnelles (membre).

Pour la première fois, le BNP est parvenu à faire son entrée au Parlement européen, en décrochant deux mandats (6,5%). Depuis, Nick Griffin et Andrew Henry William Brons représentent le BNP dans l'hémicycle européen, en tant que non-inscrits. Ils avaient mené campagne sur les thèmes de l'immigration et en adoptant une position très eurosceptique. Le BNP a envoyé ses militants en campagne électorale, déguisés en cochons se vautrant dans des billets de banque et molestés par des humains en uniformes vert-de-gris, hurlant «Punish the Pigs». ⁶⁹ En ces temps de marasme économique, le slogan «British Jobs for British Workers» a trouvé un écho favorable auprès des électeurs. Le BNP a surtout gagné du terrain dans les bastions travaillistes, affaiblis par le scandale des notes de frais des parlementaires britanniques. Le BNP refuse l'euro en tant que monnaie européenne unique et est favorable au retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Dans l'optique de l'avènement d'une «Europe des nations», le parti revendique une cohabitation des États au sein d'un marché libéralisé, sans intégration économique. ⁷⁰

Président du BNP et membre depuis 1995, Nick Griffin, fait fonction d'éditeur responsable des journaux du parti, The Rune et Spearhead, de 1995 à 1997. D'entrée de jeu, les articles publiés sous sa responsabilité ne laissent planer aucun doute quant à ses convictions :

«L'immigration massive et le taux de natalité dangereusement faible,

la race blanche tanguent au bord du gouffre. Sa chute est imminente et irréversible. À défaut de faire machine arrière, nous allons au-devant d'une extinction politique, avant d'être physique. Le dilemme est cornélien : S'UNIR OU MOURIR !» ⁷¹

En 1998, il doit comparaître en justice. En cause : un article publié dans The Rune incitant à la haine raciale. En réponse aux accusations, Griffin rétorque :

«La pensée orthodoxe veut que six millions de Juifs aient été envoyés à la chambre à gaz et au four crématoire et transformés en abat-jour. J'en suis conscient. La pensée orthodoxe prétendait aussi que la Terre était plate. J'en suis arrivé à la conclusion que cette histoire d'extermination est un cocktail de propagande de guerre alliée, de mensonge extrêmement profitable et de chasse aux sorcières moderne.» ⁷²

Griffin est condamné à une peine de deux ans avec sursis et à une amende de 2 300 livres sterling.

Peu après son élection au Parlement européen, Griffin se fait remarquer par ses déclarations quand il invite à envoyer par le fond, en guise de dissuasion, les bateaux de réfugiés en provenance d'Afrique du Nord à destination de l'Europe, Sa hantise : voir le «tiers-monde» submerger l'Europe. Interrogé par des journalistes de la BBC, Grif-

fin explique qu'on pourrait lancer une bouée de sauvetage aux réfugiés pour leur éviter la noyade, avant de les renvoyer en Libye.

Quand le Parlement décerne le Prix Sakharov pour la liberté de pensée (également appelé prix des Droits de l'homme de l'UE) à des activistes du printemps arabe, Griffin commente sur Twitter : «Prix Sakharov décerné cette année au printemps arabe. N'importe quoi. C'est une arnaque néo-conservatrice qui ouvre la voie aux extrémistes islamistes.»⁷³

Andrew Henry William Brons entame sa carrière politique en 1964 comme militant du National Socialist Movement (NSM), une organisation fondée par les célèbres extrémistes de droite Colin Jordan et John Tyndall. Dès le début, il ne fait aucun mystère de son antisémitisme. Dans une lettre à Françoise Dior, l'épouse de Jordan, il écrit, dès 1965 :

«Cependant, il a aussi fait mention d'activités telles que des attentats à la bombe contre des synagogues. Sur ce point, mon avis est partagé : bien que je sois persuadé de ses bonnes intentions, je pense que notre image pourrait être gravement écornée du fait de ces agissements. Je suis cependant ouvert à une remontrance sur ce point.»⁷⁴

Peu de temps après, Brons passe au British National Party et enfin au National Front, dont il est élu président en 1979. En 1983, dans ses fonctions de

président du Policy Department, il publie le programme électoral du National Front, qui milite pour l'instauration d'un régime d'apartheid mondial. On peut également y lire ce qui suit :

«Le National Front rejette en bloc le concept de société multiraciale. Nous savons qu'il y a des différences raciales inhérentes à l'être humain. Les races sont profondément dissemblables dans leurs caractéristiques, leur potentiel et leurs aptitudes [...]. Nous sommes persuadés que le démantèlement progressif de l'apartheid au cours des 17 dernières années est un acte rétrograde... L'alternative à l'apartheid, la société multiraciale, prévoit une extinction de l'homme blanc.»⁷⁵

En 2009, confronté à son parcours et surtout aux attentats commis contre les synagogues, Brons répond : «À 17 ans, on fait parfois des conneries.» Une lettre de septembre 2011 adressée au président Jerzy Buzek, apporte la preuve que Brons, à plus de 60 ans, ne renie en rien ses opinions racistes, antisémites et xénophobes. Lors d'une cérémonie organisée en plénière à la mémoire des victimes des attentats d'extrême droite d'Oslo en juillet 2011, des députés européens d'autres partis affirment que les actes de haine du tueur Anders Behring Breivik étaient purement motivés par l'idéologie d'extrême droite. Brons d'ajouter :

«Martin Schulz, Guy Verhofstadt, Daniel Cohn-Bendit et Diana Dodds

ont laissé entendre que le vrai crime de Breivik était d'être un type raciste, xénophobe ou «d'extrême droite», et non le meurtre crapuleux de ⁷⁶ jeunes gens [...]. [Breivik] n'était pas un nationaliste et son refus de l'immigration semble se cantonner au refus de l'immigration musulmane. Breivik est un sioniste [...]»⁷⁶

Brons qualifie ensuite ses opinions ouvertement racistes et xénophobes de «normales» et refuse d'assimiler Breivik à un «bon» nationaliste. Breivik aurait agi par hostilité envers l'immigration musulmane et planifié les attentats pour des motifs sionistes. Brons veut, d'une

part, couper court à la diabolisation des opinions racistes et xénophobes tout en prenant ses distances avec Breivik et, qui plus est, le désigner implicitement comme le véritable ennemi de tous les vrais nationalistes. En définitive, Breivik était un sioniste. Le FPÖ, le FN français et le parti de la Grande Roumanie apportent leur soutien à Brons et au BNP pour les griefs adressés à l'attitude pendant la cérémonie d'hommage en plénière. Les rencontres avec d'autres populistes et extrémistes de droite ont aussi lieu à d'autres occasions. Des représentants du BNP étaient aussi du voyage au sanctuaire Yasukuni de Tokyo (cr. France).



FRANCE

Scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Aux élections législatives, si un candidat obtient plus de la moitié des suffrages exprimés au premier tour, il est élu. Dans les autres circonscriptions électorales, tous les candidat(e)s ayant recueilli au moins 12,5% des voix s'affrontent au second tour. La majorité relative suffit pour remporter la victoire. Les partis peuvent convenir des candidats qui se présenteront au scrutin.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN FRANCE

Après 1945, les extrémistes de droite sont en grande partie réduits à leur portion congrue dans la politique française. En cause : le traumatisme de la Seconde

Guerre mondiale, les expériences du régime de Vichy et notamment le grand pouvoir d'intégration du gaullisme pour les courants nationalistes et patriotiques. En dépit de ces facteurs, dans la France d'après-guerre, il y a eu aussi des groupements d'extrême droite violents et des victoires électorales de partis d'extrême droite. En 1956, l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) fait pour la première fois son entrée à l'Assemblée nationale avec 52 députés, parmi lesquels un certain Jean-Marie Le Pen. Ce parti retombe peu après dans l'anonymat. En 1969, le mouvement nationaliste Ordre Nouveau voit le jour. En 1972, son chef crée le Front National (FN) pour pallier le morcellement du camp extrême droite. Sous la direction de Jean-Marie Le Pen, le parti entend fédérer principalement les antirépublicains, les catholiques conservateurs et les racistes.⁷⁸ Cependant, dès 1974, le Parti des forces nouvelles (PFN) fait sécession, pour cause de divergences de vues quant à la direction du parti FN sous Le Pen. En termes de succès électoraux, le FN reste faible. En 1973, le parti récolte 0,5% des voix aux élections législatives à l'Assemblée nationale. Jusqu'en 1981, son score s'effrite pour ne plus atteindre que 0,2%. À cette époque, l'ordre public, les valeurs morales et le catholicisme sont les thèmes que le FN met principalement en avant. Les attaques verbales contre les migrants sont plutôt de nature exceptionnelle à cette période. Bien que les thèmes du FN restent pour l'essentiel identiques, le FN parvient, en 1983, à opérer une percée à l'échelon

municipal. En 1984, il fait son entrée au Parlement européen avec environ 11% des suffrages. Les raisons de cette ascension sont à trouver dans la généralisation du mécontentement envers les grands partis, dans le sentiment croissant d'une crise imminente au sein de la population française et dans la stratégie flexible adoptée par le FN pour répondre à ces problématiques. Désormais, le parti fait des propositions libérales sur les thèmes de la sécurité et de l'immigration. En ce qui concerne l'Europe, le FN adopte une ligne proeuropéenne.⁷⁹ En 1986 déjà, le FN dispose de candidats dans les 22 régions françaises et avoisine les 10% des voix (137 élus sur 1682). Dans la foulée, le parti peut exercer une influence sur la formation de coalitions dans douze régions. Des accords stratégiques avec les partis établis (qui se soldent même dans cinq cas par l'attribution de mandats au FN) marquent le début de l'ascension. En 1986, le FN profite d'une modification des règles du scrutin pour installer 35 députés à l'Assemblée nationale. Les autres partis refusent cependant de coopérer avec lui : en deux ans, sur les 9 152 amendements législatifs déposés par le FN, un seul est abordé en séance et adopté.⁸⁰ Jusqu'à la fin des années 90, le FN réussit à améliorer ses scores électoraux à l'Assemblée nationale, aux élections régionales et aux élections présidentielles, allant jusqu'à remporter 15% des suffrages. Son influence grandit, surtout à l'échelon régional, et, pour la première fois, le FN participe aux coalitions. En 1998, la France compte 275 conseillers régionaux frontistes.

Sur ses thématiques, le parti n'infléchit sa position pro-européenne qu'au début des années 1990, dans le cadre du référendum sur le traité de Maastricht. Avec la guerre du golfe de 1990, le parti dévie aussi de sa ligne pro-américaine et fait désormais l'amalgame entre deux thèmes : les États-Unis animeraient un «nouvel ordre mondial» capitaliste et l'UE serait un instrument de cette américanisation et de la disparition des identités nationales.⁸¹ Début 1999, la majorité des caciques du FN fait sécession pour former le Mouvement national républicain (MNR). Les éléments déclencheurs sont, d'une part la question de l'orientation stratégique à l'égard des autres partis et groupes d'extrême droite, d'autre part la manière dont Le Pen dirige le parti. En 1997, Le Pen moleste une mandataire du Parti socialiste, après la défaite de sa fille Marie-Caroline Le Pen aux élections municipales où elle se présentait contre ladite candidate. À la suite de cette altercation, Le Pen est condamné à un an d'inéligibilité. Aux élections, le MNR ne rassemble au début que 2-3% des voix. Entre-temps, son score électoral stagne systématiquement sous la barre d'un pour cent. De 2002 à 2007, le FN perd des électeurs à l'échelon national. Au niveau régional, le parti doit accuser des pertes en résultats absolus. Lors des élections présidentielles de 2002, un parti d'extrême droite se retrouve pour la première fois au second tour. Le Pen atteint 16,9% (au premier tour) et 17,8% (au second tour). En 2007, il est sorti au premier tour, avec 10,4%. Aux élections de 2012, sa fille est éjectée au

premier tour avec 17,9% des suffrages. Après les élections à l'Assemblée nationale en juin 2012, les élus du FN réintègrent l'hémicycle, pour la première fois depuis 1997. Parmi les deux élus, on trouve Marion Maréchal-Le Pen, petite-fille de Jean-Marie et nièce de Marine.

En janvier 2011, Marine Le Pen succède à son père à la présidence du FN. Elle était en lice contre Bruno Gollnisch, négationniste et représentant de la mouvance néonazie classique au sein du parti. Elle entend donner au parti une image moderne et renonce aux provocations ouvertement racistes et antisémites dont son père était coutumier. Marine s'engage pour les droits des femmes, ne tient pas de propos homophobes et se prononce en faveur de l'avortement, mais toujours sous le couvert de défendre ces droits contre un soi-disant péril islamiste. L'animosité virulente à l'encontre des musulmans et de l'UE, le postulat d'un État national fort et de la priorité aux «Françaises et Français de souche» sont des éléments récurrents dans la politique socio-économique sous Marine Le Pen.⁸² En défendant ces thèmes, le FN pousse les grands partis à prendre position. L'Union pour un mouvement populaire (UMP) et surtout l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, adoptent un discours aux relents nationalistes pour regagner les électeurs à leur cause, en adoptant une ligne dure en matière de sécurité intérieure et un discours raciste, hostile aux musulmans et aux Roms. En 2010, Sarkozy fait forte

sensation avec sa politique à l'égard des Roms et s'attire les sympathies du camp extrême droite. Après les démantèlements forcés de campements roms, le président ordonne l'expulsion de 1 000 Roms.

En juin 2008, la Nouvelle Droite Populaire (NDP) fait sécession du FN ; en septembre 2008, c'est au tour de la Nouvelle Droite Républicaine (NDR) de

quitter le giron du parti. Tandis que la NDP fait siens l'extrémisme de droite, l'anti-américanisme et l'antisémitisme, la NDR prône plutôt le pro-américanisme et le libéralisme économique.⁸³ Les deux partis sont marginalisés au scrutin électoral suivant, à l'échelon municipal. Il en va de même pour le Parti de la France (PDF), une dissidence du FN depuis 2009.

PARLEMENT EUROPÉEN

France



MARINE LE PEN

Née le 05/08/1968 à Neuilly-sur-Seine. 1990 Maîtrise en droit (mention carrières judiciaires). 1991 DEA (Diplôme d'études approfondies) en droit pénal. 1991 Certificat d'aptitude à la profession d'avocat. 1992-1998 Avocate au barreau de Paris. 1998-2004 Directrice du service juridique du Front national. Depuis 2003 Vice-présidente du Front national (FN). 1998-2004 Conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais. 2004-2009 Conseillère régionale d'Île-de-France. Depuis 2004 Député européen. Non inscrite. Commissions : Commerce international (membre suppléant), Emploi et affaires sociales (membre).



BRUNO GOLLNISCH

Né le 28/01/1950 à Neuilly-sur-Seine. 1971 et 1973 Diplômé de japonais et de malais-indonésien (Institut des langues orientales). 1973 Diplômé en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris. 1978 Docteur en droit (Paris). Depuis 1980 Avocat au tribunal du travail de Paris. Depuis 1981 Professeur de langue et civilisation japonaises à l'université de Lyon. Depuis 1986 Membre du bureau politique et secrétaire général (depuis 1995) du Front national. Depuis 1996 Conseiller municipal de Lyon. Conseiller régional et président du groupe FN de la région Rhône-Alpes. 1986-1988 Député du département du Rhône à l'Assemblée nationale. Depuis 1989 Député européen. Non inscrit. Commissions : Contrôle budgétaire (membre suppléant), Transports et tourisme (membre).



JEAN-MARIE LE PEN

Né le 20/06/1928 à La Trinité-sur-Mer (Morbihan). Licence en droit. Diplôme d'études supérieures (DES) de sciences politiques. 1963-1985 Éditeur phonographique. Président fondateur du Front national (FN). 1992-2000 Conseiller régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. 1956-1986 Député à l'Assemblée nationale. 1986 Président du groupe FN à l'Assemblée nationale. 1958 Rapporteur du budget de la guerre, Rapporteur du budget de la défense au Sénat de la Communauté (assemblée parlementaire France-États nationaux). Depuis 1984 (avec des interruptions) Député européen. Non inscrit. Commissions : Commission de l'agriculture et du développement rural (membre suppléant), Pêche (membre).

Le FN engrange 6,3% des voix aux élections européennes, soit environ 600 000 de moins qu'en 2004 (9,8%). Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen et Bruno Gollnisch siègent au Parlement européen en tant que non-inscrits.

Jean-Marie Le Pen est député européen depuis 1984, avec une courte interruption de mandat. Il a eu à maintes reprises des démêlés avec la justice. Il a notamment qualifié l'holocauste de «détail de l'Histoire» et se déclare partisan de «l'inégalité des races». Il a été condamné pour ses propos : «Le jour où nous aurons 25 millions de musulmans en France, ce sont eux qui commanderont. Et les Français raseront les murs». ⁸⁴ Il a écopé de plusieurs condamnations pour coups et blessures, incitation à la haine raciale, diffamation, etc. Ancien de la Légion étrangère et vétéran de la guerre d'Indochine, il est présumé avoir torturé des membres du Front libération nationale d'Algérie lors de la crise de Suez et de la guerre d'Algérie. Lui-même ne réfute pas ces accusations : «Je n'ai rien à cacher. J'ai torturé parce qu'il fallait le faire.» ⁸⁵ Dans le passé, Jean-Marie Le Pen a sans cesse fait parler de lui en tenant des propos racistes et antisémites. Il entretient des rapports étroits avec ses coreligionnaires étrangers. Le 14/08/2010, c'est sous sa conduite et à l'invitation du mouvement d'extrême droite nationaliste Issuikai que des délégués du Jobbik (Hongrie), du Vlaams Belang (Belgique), du British National Party (Grande-Bretagne) et du FPÖ (Autriche) se rendent au sanc-

tuaire Yasukuni à Tokyo. Ce monument rend hommage aux militaires japonais tombés au combat depuis 1868. Les guerres d'agression du Japon, les occupations et les exactions commises pendant la guerre y sont minimisées au titre de «guerre sainte» et les criminels de guerre y sont glorifiés.⁸⁶

Marine Le Pen est députée européenne depuis 2004. Si, pour se distancer de son père, elle renonce aux provocations ouvertement racistes et antisémites, pour en appeler à un électorat bourgeois, elle ne fait aucun mystère de ses convictions racistes. Elle assimile les prières de rue des musulmans à une forme d'occupation telle que la France en a connu pendant la Seconde Guerre mondiale.

«Certes, il n'y a pas de blindés, pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même.»⁸⁷

Les plaintes déposées pour incitation à la haine raciale qui s'ensuivent sont le prix à payer pour le soutien des militants de son parti qui estiment que la modernisation et le virage vers la droite populiste vont trop loin. Ce revirement, de parti ouvertement d'extrême droite à la droite populiste, se mesure aussi à l'antisémitisme. En 2006, Marine veut se joindre à une délégation du Parlement européen en Israël (une visite autrefois inconcevable pour son père), mais à la veille de son voyage, elle est déclarée persona non grata. En mars 2011, une radio communautaire juive parisienne annonce que Marine Le Pen

sera son invitée avant de se rétracter face à la levée de boucliers suscitée par cette invitation. En réaction à l'annulation de l'interview, Marine annonce la réactivation du «cercle des Juifs patriotes» au sein du FN, de manière à pouvoir prendre un contrepied «authentique» aux protestations des organisations juives.⁸⁸ Si l'antisémitisme de son père n'a pas complètement disparu, il est quand même éclipsé par un racisme antimusulman. Contrairement à son père, il lui est donc possible de qualifier l'holocauste de «crime le plus grave du passé».⁸⁹ Politiquement, elle reste fidèle à la ligne du FN depuis le milieu des années 90. Elle évoque les dangers d'une immigration non maîtrisée, est favorable à la suppression de l'euro et à l'abrogation des accords de Schengen. Elle fustige la mondialisation et les grands groupes américains.

Député européen depuis 1989, Bruno Gollnisch incarne l'aile ouvertement extrémiste du parti. Propulsé au FN dans les années 80, professeur de langue et de culture japonaises, il est l'un des rares grands intellectuels du parti. Il fut l'une des chevilles ouvrières et président de la faction éphémère «Identité, Tradition et Souveraineté» (ITS). Gollnisch a qualifié l'antiracisme de «SIDA mental» et a fait pendant plusieurs années l'objet d'une procédure en justice pour négation de crimes contre l'humanité. En 2004, lors d'une conférence de presse sur le rapport Rousso, qui étudiait les opinions politiques de scientifiques de l'université de Lyon, il déclare :

«Il n'y a aucun historien sérieux qui adhère intégralement aux conclusions du procès de Nuremberg. Je pense que sur le drame concentrationnaire, la discussion doit rester libre. Sur le nombre de morts, sur la façon dont les gens sont morts, les historiens ont le droit d'en discuter.»⁹⁰

En 2005, l'université décide de le suspendre de ses fonctions académiques pendant cinq ans. En 2007, il est condamné à une peine d'incarcération et à une amende. En 2009, l'arrêt est annulé par la Cour de cassation. But de telles déclarations à la limite de l'infraction pénale : attirer l'attention pour exposer ses opinions personnelles dans les médias. Cela justifie aussi ses déclarations à propos des petites phrases de

Jean-Marie Le Pen sur «l'inégalité des races» et le tollé médiatique qu'elles provoquent :

«Celui qui impose à l'autre son vocabulaire lui impose aussi ses valeurs.»⁹¹

Quand le pape Benoît XVI critique indirectement l'expulsion des Roms sous le gouvernement de Sarkozy, Gollnisch tombe dans le discours d'extrême droite typique et s'en prend publiquement le Vatican :

«Que les Roms aillent s'installer place Saint-Pierre, et puis on en reparlera.»⁹²

Bruno Gollnisch était également du voyage à Tokyo au sanctuaire Yasukuni.



GRÈCE

Scrutin proportionnel.
Seuil électoral de 3%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN GRÈCE

Après la réforme politique de 1974 et l'effondrement de la dictature militaire, des partis d'extrême droite ont de nouveau vu le jour sur la scène politique. Ainsi, en 1979, le Eniaio Ethnikistiko Kinima (ENEK, Mouvement nationaliste uni), qui n'a cependant joué qu'un rôle mineur lors des élections jusqu'à

sa dissolution en 1989. L'Ethniki Politiki Enosis (EPEN, Union politique nationale), fondé en 1984, est également resté très marginalisé au Parlement. À l'exception d'un siège au Parlement européen entre 1984 et 1989, ce parti a régulièrement réuni moins d'1% des voix et n'est plus actif depuis 1996. En 1984, Spyridon Zournatzis, le député européen de l'EPEN, a cofondé le premier groupe d'extrême droite au Parlement européen, le «Groupe des Droits européens». Fondé en 1994, le parti Elliniko Metopo (Front grec) a surtout essayé d'attirer de jeunes membres de l'ENEK et de l'EPEN. Elliniko Metopo, qui a de bons contacts avec le Front National français, a certes toujours été remarqué pour ses campagnes médiatiques contre les immigrés, mais il n'a pas pu transformer cette attention en succès électoral concret. Sur décision du parti, Elliniko Metopo s'est dissous en 2005 pour se retrouver en 2000 dans le parti Laikós Orthódoxos Synagermós (LAOS, Mouvement populaire orthodoxe). Le fondateur, qui jusqu'à présent est le président de parti, est le journaliste Georgios Karatzaferis. Il a fondé le LAOS en réaction à son exclusion du parti libéral conservateur Nea Dimokratia (ND, Nouvelle démocratie). Il avait déclaré qu'un fonctionnaire du parti ND était homosexuel et avait eu une relation avec l'ancien Premier ministre Karamanlis.⁹³ Karatzaferis, député européen entre 2004 et 2007, a marqué les esprits avec des déclarations antisémites et révisionnistes. Lors de la fondation du parti, Karatzaferis avait déjà déclaré :

«Nous sommes les seuls vrais Grecs. Nous ne sommes pas de ces Juifs, homosexuels ou communistes.»⁹⁴

Au sujet des attentats terroristes de septembre 2011 au World Trade Center, ce député du Parlement grec a repris d'anciennes théories du complot :

«Le jour de l'attentat, 4 000 Juifs qui travaillaient dans les Twin Towers ne se sont pas rendus à leur travail.»⁹⁵

Pour Karatzaferis, qui est l'éditeur d'une traduction grecque du «Protocole des sages de Sion», l'holocauste est un simple recueil de «contes de fées d'Auschwitz et de Dachau».⁹⁶ Dans un article paru dans le journal du parti Alpha Ena en 2009, il s'est prononcé au sujet du conflit israélo-palestinien. Les Juifs seraient aujourd'hui des bourreaux aussi abominables que l'étaient leurs bourreaux nazis. De plus, il y évoque une «éventuelle cohabitation» avec les Juifs :

«S'ils faisaient un effort, ils [les Juifs] pourraient être parmi les nations justes, de solidarité et de compréhension. Mais que peut-on attendre d'une race qui a CRUCIFIÉ Dieu la seule fois qu'il est venu sur terre. Et pourtant, nous devons essayer. Ils ne connaissent pas le mal, ILS LE FONT. Dieu, leur PLUS GRANDE VICTIME nous le rappelle sans cesse : «ILS NE SAVENT PAS CE QU'ILS FONT».⁹⁷ [mises en évi-

denance dans le texte original]

D'autres hommes politiques de LAOS tiennent aussi des propos xénophobes et antisémites. Ainsi, Adonis Georgiadis, ancien ministre adjoint au ministère du développement croit que «les Juifs» contrôlent le système bancaire et essaient à présent de conquérir la Grèce et qu'il faut empêcher cela.⁹⁸ LAOS est un parti raciste, antisocialiste et anti-homosexuels. Il est opposé à la mondialisation, à l'adhésion de la Turquie à l'UE et défend un nationalisme ethnique. Ce sont les immigrés – surtout originaires d'Albanie – qui sont leur cible favorite. De plus, en raison de sa vision orthodoxe du monde, il plaide en faveur d'un rapprochement de la Grèce de la Serbie et de la Russie et refuse l'intégration européenne.⁹⁹ En 2007, LAOS a intégré le Parlement grec avec 3,8% des voix en tant que premier parti d'extrême droite après la fin de la dictature militaire. Lors des élections de 2009, ce résultat était en légère amélioration (5,6% des voix) et LAOS a participé au gouvernement Papadimos dès 2011 en tant que quatrième groupe avec quatre ministères. En février 2012, LAOS a retiré son soutien au gouvernement en raison des mesures d'austérité liées à la crise financière européenne. Lors des élections suivantes, il n'a pas pu dépasser le seuil de représentativité de 3 pour cent puisqu'il a obtenu 2,9%. En raison de la crise financière européenne et des mesures d'austérité imposées par l'UE, la Grèce connaît une profonde crise économique et sociale. Lors des nouvelles élections de juin 2012, les négociations

de coalition au terme des élections de mai 2012 ont échoué (1,5% des voix) et LAOS était loin de pouvoir siéger au Parlement.

Le Chrysi Avgi (CA, Aube Dorée) est un des plus anciens partis d'extrême droite néonazis et racistes de Grèce. Fondé en 1985 et inscrit en tant que parti en 1993, il considère qu'il suit la tradition nationale-socialiste.¹⁰⁰ Il s'oppose à la mondialisation, défend une «Europe des nations» et rêve d'un royaume panhellénique s'élargissant à l'ouest jusqu'à la mer adriatique. Selon Aube Dorée, la Macédoine et l'Albanie devraient être dissoutes et annexées au royaume de la Grande Serbie.¹⁰¹ Le nationalisme du CA est lié à la pensée catholique orthodoxe. Cela transparait dans la définition que le parti donne de lui-même :

«Seul le Grec cent pour cent orthodoxe est digne d'être grec car du sang spartiate coule dans ses veines. Nos ancêtres sont morts pour la croyance orthodoxe.»¹⁰²

Dans le passé, des sympathisants du CA ont été régulièrement impliqués dans des actes de violence de masse et dans des attaques armées contre des opposants politiques, des immigrés et des minorités ethniques. Pour ce faire, ils ont pu compter sur des sympathies considérables au sein de la police. Après qu'un policier a abattu un jeune de gauche en 2008, la Grèce a connu des actes de violence virulents. Des vidéos et affrontements montrent de grands groupes de sympathisants d'ex-

trême droite masqués dans les rangs de la police et lors d'attaques de jeunes de gauche.¹⁰³ Des sympathisants du CA étaient également impliqués dans les actes de violence contre des immigrés en 2011 à Athènes. Pendant plusieurs semaines, des néonazis ont pourchassé des immigrés dans les rues et ont pillé les commerces d'immigrés. Un jeune de 21 ans a été poignardé et est décédé.¹⁰⁴ Lors des élections législatives grecques de mai 2012, pour la première fois, le CA a pu dépasser le seuil de représentativité de 3 pour cent, avec un résultat de 6,9%, et siéger au Parlement national. Lors des élections de juin 2012, il a pu maintenir ce résultat. Au niveau municipal, ce parti engrangeait déjà les succès depuis longtemps : lors des élections municipales d'Athènes en 2010, fort du slogan «Laissons Athènes redevenir grecque», le CA a obtenu 5,3% des voix. Dans certains quartiers, le parti a même obtenu 20% des voix. Lors de la campagne électorale, contrairement aux années précédentes, le parti était moins axé sur la rhétorique xénophobe bien connue, mais a surtout ciblé l'élite politique et le système hégémonique corrompu. Une initiative du Panellinio Sosialistiko Kinima socialiste (Pasok, Mouvement socialiste), qui composait le gouvernement jusqu'aux nouvelles élections début 2012, prouve que le CA est pris très au sérieux par les partis traditionnels. Partout dans le pays, le ministre de l'Intérieur Chrysochoidis a fait arrêter des immigrés illégaux et les a fait incarcérer dans des centres fermés. Le CA a commenté avec ironie ce nouvel intérêt

pour le «problème des étrangers» :

«Si nous siégeons au Parlement, il se pourrait que les partis traditionnels revêtent les capuchons du Ku-Klux-Klan et pourchassent des immigrés illégaux.»¹⁰⁵

Comme dans de nombreux autres pays européens, le CA, après son premier succès électoral, a réussi à mettre une telle pression sur le gouvernement que celui-ci a renforcé sa politique à l'encontre des immigrés. Au lieu de citer les causes sociales et économiques des conflits et de la criminalité et de condamner les campagnes de dénigrement à l'encontre des immigrés, on a attribué cela au CA dans l'espoir de récolter des voix. Par ailleurs, le CA a de bons contacts avec les néonazis dans le monde entier, notamment avec le NPD en Allemagne. Néanmoins, ceux-ci ont perdu en importance en raison de déclarations contre la Grèce de la part du NPD dans le cadre des aides financières.¹⁰⁶

Le parti populiste de droite Anexartiti Eilines (ANEL, Grecs indépendants) a été fondé en février 2012. Il se concentre surtout sur le ressentiment antiallemand contre les mesures d'austérité liées à la crise financière.¹⁰⁷ Lors des élections législatives qui ont suivi la fondation de ce parti, il a obtenu 10,6% des voix et est ainsi devenu le quatrième groupe. Lors des élections de juin, ANEL a fortement perdu en crédibilité (7,5% des voix).



NIKOLAOS SALAVRAKOS

Né le 15/02/1946 à Kalamata. Diplôme de droit. En 1971 : avocat et conseiller juridique pour les entreprises. En 2003 : conseiller juridique, LAOS. Depuis 2009 : député au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie», Commissions : pêche (membre suppléant), affaires étrangères (membre), pétitions (membre).



NIKI TZAVELA

Née le 30/06/1947 à Lamia. Groupe «Europe libertés démocratie», trésorière/vice-présidente/Membre de la présidence. Licence de psychologie du travail. Entre 1989-1993 : présidente et directrice générale de l'Organisme pour l'emploi de la main d'œuvre OAED. Vice-présidente de la Fondation pour la Réhabilitation des Albanais d'ori-

gine grecque. Vice-présidente de l'entreprise INTRACOM. Vice-présidente du Comité d'organisation des Jeux olympiques «Athènes 2004». Vice-présidente de la Fondation Kokkalis. Directrice du développement international du groupe ANTENNA TV. Entre 1994 et 1996 : députée de Nea Dimokratia au Parlement grec. Membre du conseil consultatif de la Kennedy School of Government, Harvard University, Boston (1998-2009). Depuis 2004 : membre honoraire du Forum international des femmes arabes. Bourses : American Field Service, Eisenhower Foundation, OCDE et Fondation Adenauer. Commissions : développement (membre suppléant), industrie, recherche et énergie (membre), défis politiques (membre).

Lors des élections du Parlement européen, LAOS a obtenu 7,1% des voix et deux députés ont ainsi pu siéger au Parlement. Niki Tzavela et Nikolaos Salavrakos sont des membres du groupe «Europe libertés démocratie» (ELD).

Depuis 2009, Tzavela est députée au Parlement et vice-présidente de l'ELD. Elle a participé à la rédaction du rapport «Réseau à large bande européen : investissement dans une croissance soutenue par l'Internet» et est active dans la politique scientifique et financière.¹⁰⁸ Actuellement, Tzavela participe à la rédaction du «Rapport sur l'indus-

trie, l'énergie et d'autres aspects du gaz de schiste et du schiste bitumineux» et a récemment présenté son premier projet à la Commission de l'industrie. Il est frappant que Tzavela travaille au Parlement européen en tant que représentante d'un parti antisémite et xénophobe sans que ses racines politiques ne posent de gros problèmes jusqu'à présent. C'est un avis défendu par des responsables politiques d'autres partis, par ailleurs très critiques sur les prises de position thématiques adoptées par Tzavela, par exemple en ce qui concerne le gaz de schiste.¹⁰⁹

En revanche, le fait qu'elle soit un membre d'extrême droite de LAOS ne semble pas très déroutant. En avril 2011, elle a organisé un brunch avec Phil Angelides, le président de la «Financial Crisis Inquiry Commission» (FCIC) américaine auquel étaient également conviés des représentants d'autres partis. L'événement avait pour but d'étudier les causes de la crise financière européenne.¹¹⁰ Le cas Tzavela exprime un processus de normalisation insidieux en ce qui concerne la présence de partis et de députés d'extrême droite au Parlement européen. Elle utilise le cadre politique que lui offre le Parlement à ses fins. En environ deux ans et demi, Tzavela a posé plus de 580 questions parlementaires à la Commission ou au Conseil.

Depuis 2009, Salavrakos est député au Parlement européen. Également très actif, Salavrakos a posé plus de 500 questions parlementaires. Avec des

députés du Parti populaire danois, le FPÖ, le Vlaams Belang et la Lega Nord, Salavrakos a notamment déposé une résolution en vue du renforcement de l'agence européenne de protection des frontières Frontex.¹¹¹ Il s'agit de grossir le budget destiné à Frontex pour que cette agence puisse faire face efficacement aux missions urgentes qui lui sont confiées. Un commentaire d'Andreas Mølzer (FPÖ, voir Rapport sur l'Autriche) explique les priorités des dépu-

tés de l'ELD au sein de l'UE d'après l'exemple de la demande Frontex :

«Afin de renforcer Frontex, qui est la seule des rares agences européennes sensées, on pourrait par exemple fermer la dénommée agence des droits fondamentaux dont la seule mission consiste à exprimer des couillonnades gauchistes.»¹¹²



ITALIE

Scrutin proportionnel personnalisé
Seuil électoral de 4%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN ITALIE

En 1946, le mouvement néofasciste Movimento Sociale Italiano (MSI, Mouvement social italien) est fondé en Italie. Contrairement à ses équivalents dans d'autres États européens, celui-ci a eu du succès dès les premières élections et a été représenté à la Chambre des députés. Le MSI a été fondé par des fascistes et d'anciens combattants de la République sociale italienne. En 1948, le MSI a obtenu 2% des voix aux

élections de la Chambre des députés et a pu ensuite se stabiliser autour des 5% jusqu'au début des années 1990, avec des pics de popularité çà et là. À chaque législature du Parlement et jusqu'à la dissolution du parti et la fondation de l'Alleanza Nazionale (AN) et de Fiamma Tricolore (FT) en 1995, les députés du MSI étaient représentés.¹¹³ Dans la partie sud de l'Italie, le MSI a obtenu jusqu'à 15% des voix. On dénombre au sein du parti des adhérents à de groupes belliqueux et terroristes tels que Pino Rauti. Rauti était le président du MSI de 1990 à 1991. En 1995, il a fondé le FT et en 2004 le parti néofasciste Movimento Idea Sociale. Dès 1956, il a fondé le parti Ordine Nuovo (Ordre Nouveau) qui, entre les années 1960 et 1980, a revendiqué plusieurs attentats à la bombe. Giorgio Almirante – cofondateur et président du MSI pendant plusieurs années, éditeur du magazine raciste et antisémite *La difesa della razza* (La Défense de la race) et représentant de l'aile radicale du parti – a été membre du Parlement européen depuis 1979 jusqu'à sa mort en 1988. Entre 1957 et 1960, le MSI a soutenu un gouvernement minoritaire du parti catholique Democrazia Cristiana (DC, Démocratie Chrétienne). Cependant, jusqu'aux années 1980, il a toujours été isolé au Parlement. Ensuite, on a pu constater une certaine modification de la manière d'agir avec le MSI : sans avoir accompli de transformation idéologique, le MSI est sorti de plus en plus de l'isolement politique et a été intégré par les autres partis, même si ceux-ci maintenaient une certaine distance.¹¹⁴

Après une brève participation au gouvernement entre 1994 et 1995, caractérisée par une alliance électorale entre MSI, la Lega Nord et Forza Italia, fondé par le milliardaire et magnat des médias Silvio Berlusconi, le MSI s'est dissous en raison de divergences de vue. En conséquence, en 1995, l'Alleanza Nazionale (AN, Alliance Nationale) a vu le jour. Ce parti poursuivait une tendance nationale conservatrice plus modérée. C'est dans cette mouvance que le parti néofasciste Fiamma Tricolore (Flamme Tricolore) a été fondé. En 2009, l'AN et Forza Italia ont fusionné sous le nom de Popolo della Libertà (PdL, Peuple de la Liberté), un parti fortement influencé par Berlusconi.



Dès décembre 1989, le parti régionaliste et populiste de droite Lega Nord per l'indipendenza della Padania (Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie) est créé. La Lega Nord est principalement active dans le nord de l'Italie et défend la scission, du moins l'autonomie de la région du nord de l'Italie. Ce parti repose sur la conviction que les Italiens du Nord ont une origine ethnique particulière (nationalisme padanien) et qu'ils sont supérieurs aux Italiens du Sud. Le sud de l'Italie, et surtout Rome, sont considérés comme les pôles de la corruption et de la criminalité où l'argent généré par le Nord serait gaspillé. On s'oppose à ce que «l'hydre de l'État central italien ou les Italiens du Sud feignants» continuent à «gaspiller l'argent».¹¹⁵ En conséquence, le programme de ce parti populiste défend, outre une critique de l'Union européenne, un refus de l'immigration empreint de racisme et surtout un protectionnisme social du nord de l'Italie. Sur le plan politique, la Lega, parfaitement ancrée au niveau régional, défend la protection de la culture, de la langue et de l'économie du nord de l'Italie. Elle préconise l'application de mesures efficaces contre la criminalité et refuse l'immigration vers l'Italie, en particulier en provenance d'États non occidentaux. À titre d'exemple, des campagnes sont menées régulièrement contre la construction de mosquées au cours desquelles des cochons sont amenés sur les sites potentiels afin de les souiller sur le plan religieux. La Lega s'oppose à ce que les compétences nationales continuent à être transférées

à l'Europe et plaide pour une «Europe des Régions». Elle obtient de très bons scores aux élections régionales et, depuis le début des années 1990, récolte régulièrement 15 à 17% des voix en Lombardie. Jusqu'à présent, c'est en Vénétie que la Lega a obtenu son meilleur résultat (35,2% des voix en 2010). Aux élections nationales, la Lega a enregistré des scores plus faibles dans les années 1990 (8 à 10%), mais a pu obtenir de nouveau 8,3% des voix en 2010, après une perte de vitesse entre 2001 et 2006. Au cours de sa participation au premier Gouvernement Berlusconi en 1995, la Lega a dirigé cinq ministères dont ceux de l'Intérieur et de l'Économie. Toutefois, la coalition a échoué au bout de quelques mois seulement. Après la dissolution du gouvernement, la Lega s'est retrouvée dans l'opposition et a de nouveau été représentée dans le deuxième gouvernement Berlusconi entre 2001 et 2006, puis entre 2008 et 2011. Aux élections nationales, elle mise surtout sur la peur de la déculturation et de l'immigration et se sert du ressentiment xénophobe.¹¹⁶ La Lega considère que l'Italie est actuellement en état de «guerre économique européenne» et espère une éventuelle faillite de l'État italien, qui lui permettrait de renégocier les Traités européens et une restructuration géopolitique.

En décembre 2011, le chef du parti, Umberto Bossi, a présenté une carte du pays sur laquelle le nord de l'Italie, la Bavière et l'Autriche forment une grande région européenne autonome. Bossi est convaincu que :

«À la table des négociations, nous, Padaniens, nous nous présentons comme le peuple victorieux car nous prédisons depuis des années que l'Europe, telle qu'elle a été construite jusqu'à présent, serait un échec. L'Italie, en revanche, sera la nation perdante à cette table.»¹¹⁷

Pour soutenir cette thèse, les deux députés européens de la Lega, Mara Bizzotto et Mario Borghezio, ont répandu la rumeur que l'Allemagne avait déjà abandonné l'euro et qu'elle faisait déjà imprimer des marks allemands en Suisse.

C'est le passage de pays d'émigration à terre d'immigration dans les années 1980 qui a permis les succès des partis populistes d'extrême droite et leur normalisation au sein des affaires poli-

tiques quotidiennes. Parallèlement, en Italie, les positions xénophobes, antisémites et racistes sont largement répandues.¹¹⁸ Les gouvernements Berlusconi successifs ont jeté de l'huile sur le feu dans les conflits politiques envers les musulmans et les immigrés. En Italie, la violence envers les immigrés et les Roms est fréquente. Ce sont surtout les membres des sous-réseaux, notamment du réseau néofasciste Casa Pound, qui commettent des actes de violence. En décembre 2011, le membre d'extrême droite Gianluca Casseri a tué deux vendeurs ambulants sénégalais à Florence et en a blessé gravement trois autres. Casseri était issu du milieu de Casa Pound. Un activiste de la Lega a commenté les meurtres racistes à Florence : «C'est une bonne chose, cela fera deux bouches de moins à nourrir.»¹¹⁹

PARLEMENT EUROPÉEN

Italie



MARIO BORGHEZIO

Né le 03/12/1947 à Turin. Maîtrise de droit. 1977 : avocat. De 1994 à 2004 : président du «gouvernement de la Padanie». 2001 : président de la Lega Nord du Piémont. 2001 : conseiller fédéral de la Lega Nord. De 1990 à 2001 : conseiller municipal de Turin. De 1992 à 2001 : député au Parlement italien. 1994 : secrétaire d'État au ministère de la justice. De 2007 à 2008 : trésorier de l'Alliance des Démocrates indépendants en Europe (ADIE). Depuis 2001 : député au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : marché intérieur et protection des consommateurs (membre suppléant), Commission spéciale sur le crime organisé, la corruption et le blanchiment de capitaux (membre), libertés civiles, justice et affaires intérieures (membre).



MATTEO SALVINI

Né le 09/03/1973 à Milano. 1992 Baccalauréat classique. Depuis 1997 : journaliste. 1998 : secrétaire de la Lega Nord Milano. 2007 : vice-secrétaire de la Lega Lombarda. Depuis 1993 : conseiller municipal. 2008 : député. De 2004 à 2006 : député au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : commerce international (membre suppléant), marché intérieur et protection des consommateurs (membre).



IORELLO PROVERA

Né le 31/03/1946 à Vigevano. Docteur en médecine et chirurgie, spécialiste en pédiatrie et en puériculture, Université de Pavie. Diplôme honoris causa en sciences politiques de l'Université d'Oradea. De 2004 à 2009 : président du Conseil provincial de Sondrio. De 1992 à 1996 : député, 1995 : envoyé spécial au Rwanda du Président de la Chambre des députés. De 1996 à 2006 : sénateur. Rapporteur au Sénat italien de la loi de ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe. De 1992 à 1994 : membre de l'assemblée parlementaire de l'OSCE. De 2000 à 2006 : membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). De 2001 à 2006 : Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat italien. De 2001 à 2006 : rapporteur de la commission d'enquête sur la pédophilie et la traite des mineurs de l'Assem-

blée parlementaire du Conseil de l'Europe. Fondateur et président de l'organisation bénévole à but non lucratif COPAM active dans le secteur de la coopération avec les pays en voie de développement. Grand Officier de l'ordre de l'Étoile de Roumanie. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : industrie, recherche et énergie (membre suppléant), Sous-commission «sécurité et défense» (membre suppléant), affaires étrangères (vice-président).

LORENZO FONTANA

Né le 10/04/1980 à Vérone. Diplôme de sciences politiques de l'Université de Padoue (2011). Depuis 2000 : salarié au service de l'Ente Fiera di Verona comme employé (gestion de la foire agricole et relations avec le public). Depuis 2006 : journaliste indépendant pour le quotidien La Padania. Depuis 2002 : vice-coordonateur fédéral du mouvement des Giovani Padani. Depuis 2007 : vice-secrétaire provincial de la Lega Nord de Vérone. De 2002 à 2007 : conseiller de circonscription à la commune (Vérone). Conseiller municipal de la commune de Vérone. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : affaires étrangères (membre suppléant), libertés civiles, justice et affaires intérieures (membre suppléant), culture et éducation (vice-président).

ORESTE ROSSI

Né le 24/03/1964 à Alessandria. De 1987 à 1990 : expert en chimie à PPG Industries. Depuis 2000 : journaliste indépendant. De 1984 à 1987 : secrétaire pour la province d'Alessandria de Piemonte Autonomia Regionale. De 1987 à 1989 : membre de Piemonte Autonomista et à partir de 1989-1994/2002-2009 membre de la Lega Nord du Piémont. De 2000 à 2002 : président national de la Lega Nord du Piémont. De 1997 à 2000 : conseiller fédéral de la Lega Nord. De 1993 à 2001 : correspondant de la Lega Nord pour l'Italie. Depuis 1990 : conseiller municipal d'Alessandria. De 1999 à 2004 : conseiller provincial d'Alessandria. De 2000 à 2009 : conseiller régional du Piémont. Depuis 2005 : chef de groupe. 2005 : Président du conseil régional du Piémont. De 1992 à 2000 : député au Parlement italien. Président ou vice-président de délégations pour les relations amicales des députés italiens avec d'autres pays. Depuis 2009 : siège au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : marché intérieur et protection des consommateurs (membre suppléant), environnement, santé publique et sécurité alimentaire (membre).

MARA BIZZOTTO

Née le 03/06/1972 à Bassano del Grappa (VI). Baccalauréat à l'institut technique commercial «Luigi Einaudi» de Bassano del Grappa. Ancienne associée dans deux cabinets d'experts comptables à Bassano del Grappa et à Cartigliano, exerce à présent une profession libérale. 1993 : adhésion à la Lega Nord. Depuis 2005 : secrétaire politique dans la circonscription électorale de Bassano del Grappa. 2005 : membre du comité directeur national de la Lega Nord dans la province de Vicenza. 2008 : membre de la présidence nationale du parti de la Liga Veneta - Lega Nord, conseillère municipale de Rosà (VI). Adjointe au maire dans la première administration communale de la Lega de la province de Vicenza. En 1993, à seulement 21 ans, c'est l'adjointe au maire la plus jeune de toute la Vénétie. De 1997 à 2004 : chef de groupe de la Lega Nord dans la commune de Rosà, 2004-2009 : chef de groupe de la Lega dans la commune de Tezze sul Brenta (VI). 2000 : élections au Conseil régional de la Région de Vénétie. Réélue aux élections régionales de 2005. Depuis 2009 : députée au Parlement européen. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : transport et tourisme (membre suppléante), pétitions (membre suppléante), emploi et affaires sociales (membre).

FRANCESCO ENRICO SPERONI

Né le 04/10/1946 à Busto Arsizio. Maîtrise en sciences politiques et en droit. De 1970 à 1997 : mécanicien navigant. De 1980 à 1981 : Président de l'Association des mécaniciens navigants. De 1991 à 1994 : président de la Ligue lombarde. 1987 : conseiller municipal d'Albizzate, 1988 de Samarate et depuis 1990 de Busto Arsizio. De 1993 à 2011 : président du conseil municipal de Busto Arsizio. De 1990 à 1991 : président de la commission des affaires institutionnelles. De 1997 à 1999 : conseiller provincial à Varese. De 1992 à 1999 : sénateur. De 1994 à 1995 : ministre des réformes institutionnelles. De 1989 à 1994 et depuis 1999 : député au Parlement européen. De 2002 à 2003 : représentant du gouvernement italien à la Convention européenne. De 1994 à 1995 et de 1996 à 2000 : membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'UEO. Groupe «Europe libertés démocratie» (vice-président). Commissions : emploi et affaires sociales (membre suppléant), droit (membre).

CLAUDIO MORGANTI

Né le 14/04/1973 à Prato. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : affaires économiques et monétaires (membre suppléant), budget (membre).

GIANCARLO SCOTTÀ

Né le 11/04/1953 à Vittorio Veneto. Groupe «Europe libertés démocratie». Commissions : développement (membre suppléant), environnement, santé publique et sécurité alimentaire (membre suppléant), développement régional (membre suppléant), agriculture et développement rural (membre).

Lors des élections européennes, la Lega Nord a obtenu 10,2% des voix et a décroché ainsi 9 mandats. Par rapport aux élections de 2004 (5,0%), elle a affiché une nette amélioration de ses résultats. La campagne en vue des élections européennes était axée sur la personne d'Umberto Bossi, le visage le plus célèbre de la Lega et ministre des réformes institutionnelles au cabinet de Berlusconi en 2009. Bossi avait été placé en tête de liste dans tous les arrondissements électoraux, histoire de «faire des voix». Avant les élections, on savait déjà que Bossi n'accepterait pas le mandat. La Lega a ainsi fait l'économie de frais de campagne élevés en vue de la publication des candidats têtes de liste aux élections européennes.¹²⁰ Elle a mené une campagne électorale clairement eurosceptique et a littéralement qualifié l'UE de «créature», en quête constante de pouvoir. Elle a souligné les différences européennes et refuse la présentation d'une identité européenne commune. La lutte contre l'immigration était un des thèmes centraux de sa campagne électorale. Des affiches représentant un indigène américain accompagnées du slogan «Ils n'ont pas su régler l'immigration, à présent ils vivent dans des réserves» ou encore le slogan «Nous avons arrêté l'invasion» illustré par un bateau rempli de réfugiés¹²¹ ont façonné l'image publique du parti. À présent, Mara Bizzotto, Mario Borghezio, Lorenzo Fontana, Claudio Morganti, Fiorello Provera, Oreste Rossi, Mateo Salvini, Giancarlo Scotta et Francesco Enrico Speroni représentent la Lega Nord au Parlement euro-

péen. Ils sont tous membres du groupe «Europe libertés démocratie». Bizzotto, Rossi et Provera sont les députés européens qui ont posé le plus grand nombre de questions parlementaires à la Commission de l'UE et au Conseil.¹²² Ainsi, la Lega veut se présenter à ses électeurs comme contrôleur de la politique européenne.

Les députés Borghezio, Provera et Salvini illustrent bien ce fait :

Depuis 2011, Mario Borghezio est député au Parlement européen. L'ancien député du Parlement italien et ancien secrétaire d'État au ministère de la Justice a été condamné à plusieurs reprises pour motifs racistes, notamment pour complicité dans le cadre d'un incendie. La Cour supérieure de justice italienne a considéré comme établi que Borghezio, ainsi que six autres membres de la Lega Nord, avaient mis le feu à des tentes d'immigrés qui dormaient sous un pont à Turin en 2000.¹²³ En avril 2011, lors d'une séance plénière, Borghezio a parlé d'invasion en cours en faisant référence aux mouvements migratoires du nord de l'Afrique vers l'Europe et en particulier vers l'Italie. Selon lui, le peuple italien a droit «à une identité propre» et peut «empêcher une invasion».¹²⁴ Ses déclarations quelques mois après les attentats de juillet 2011 à Oslo expliquent ce qu'il entend par là. Il a en effet suscité un tollé en déclarant :

«De nombreuses idées d'Anders Behring Breivik sont bonnes, certaines sont même très bonnes. Il a

été instrumentalisé. C'est l'invasion des immigrés qui a transformé ses idées en actes de violence. [...] Le non à une société multiraciale, la critique virulente de la lâcheté d'une Europe qui semble avoir capitulé face à l'invasion islamique, la nécessité d'une réponse identitaire et chrétienne digne des templiers face à l'inondation d'idées mondialistes sont déjà un héritage commun aux Européens». ¹²⁵

Bien que certains amis du parti aient pris leurs distances avec Borghezio, d'autres se sont solidarisés avec lui. Par exemple, son collègue de parti Speroni considère que Breivik se trouve «au service de la défense de la civilisation occidentale». ¹²⁶

Depuis 2009, Fiorello Provera est à la fois député au Parlement et vice-président de la Commission des affaires étrangères. Il s'engage pour l'application d'une politique européenne du contrôle de la migration qui comprend «la coopération au développement pour une dimension mondiale et politique plus forte, qui s'articule autour des domaines de la sécurité, de la coopération régionale, des accords bilatéraux avec les pays d'origine et de transit, ainsi que la défense de la sauvegarde des droits de l'Homme et de la démocratisation». ¹²⁷ Ces objectifs formulés «dans le rapport sur les courants migratoires dus à des relations instables» et approuvés par le Parlement de l'UE ont été essentiellement imprégnés par le rôle de rapporteur de Provera. Celui-ci illustre

par exemple la manière dont des représentants de partis populistes cherchent à influencer la politique du Parlement européen et à se présenter comme des figures politiques sérieuses et établies. Provera rédige de nombreuses propositions de résolution et questions parlementaires dans les domaines de la protection des minorités religieuses (en dehors de l'UE), des droits des enfants et des jeunes, de la protection des violations des droits de l'Homme et de la démocratisation. Sur le plan idéologique, il considère qu'il est en guerre contre la puissance des partis de gauche qui s'opposent à la religion, à la famille, à la tradition et au patriotisme. Selon lui, «le peuple» est devenu une masse de consommateurs censée faire avancer le processus capitaliste destructeur engendré par l'UE. ¹²⁸ Il arrive régulièrement que des initiatives de la Lega soient soutenues par des députés d'autres partis. Ainsi, fin 2009, Provera a demandé qu'un portrait de plusieurs mètres carrés de Neda Agha-Soltan, qui a été tuée lors des protestations en Iran, soit suspendu en son hommage sur la façade du Parlement. Cette initiative, qui n'a pas été fructueuse, a été soutenue notamment par les députés Hans-Gert Pöttering (CDU, ancien président du Parlement et Président de la Fondation Konrad Adenauer), Guy Verhofstadt (Libéraux et démocrates flamands, ancien Premier ministre belge), Adrian Severin (Sociaux-démocrates, ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie), Alexander Alvaro (FDP) et Morten Messerschmidt (Parti populaire danois). Visiblement, il n'y a pas

eu d'explication critique avec l'auteur de la proposition de résolution ni en ce qui concerne son appartenance à un parti qui se démarque toujours par des propos racistes et fustige les immigrés et l'Islam.

Entre 2004 et 2006, Matteo Salvini était membre non-inscrit. Depuis 2009, il est député au Parlement européen au sein du groupe «Europe libertés démocratie». Salvini se caractérise toujours par des déclarations racistes et populistes. Ainsi, il a déclaré en 2004 que certains quartiers milanais ressemblaient à Kaboul en raison des nombreuses burqas et visages dissimulés et qu'il était absurde de permettre aux gens de se promener en public avec le visage caché à cause des risques d'attentats islamistes. ¹²⁹ En 2009, il a demandé, en qualité de chef de groupe de la Lega au conseil municipal de Milan, à la société de transports urbains milanaise de prévoir des rames de métro desti-

nées exclusivement aux Milanais et aux femmes :

«J'ai écrit à la société de transports urbains pour demander que les deux premières rames des métros soient réservées aux femmes qui ne se sentent pas en sécurité à cause de l'impolitesse de beaucoup d'étrangers. Si ça continue, nous devons demander des places assises pour les Milanais qui sont une minorité et doivent être protégés en conséquence.» ¹³⁰

Après de graves bagarres entre des Égyptiens et des Latino-Américains à Milan en raison de la mort d'un jeune Égyptien en 2010, Salvini a appelé à agir avec une «poigne de fer» :

«À présent, il faut des contrôles et des expulsions – maison après maison, étage après étage.» ¹³¹



PAYS-BAS

Scrutin proportionnel pur. Pas de circonscriptions électorales. Le nombre de voix par parti détermine la répartition des sièges parlementaires.

Seuil électoral de 0,67%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE AUX PAYS-BAS

Longtemps, les Pays-Bas ont été un modèle de tolérance et d'ouverture. Après la Seconde Guerre mondiale, les partis d'extrême droite se tournent vers la défense des collaborateurs et la glorification du troisième Reich. Ils sont socialement isolés et n'exercent aucune influence notable sur les décisions politiques. Comme dans les autres pays européens, les partis

extrémistes de droite y enregistrent leurs premiers succès à partir des années 70. La progression des scores électoraux et la consolidation du milieu d'extrême droite contre-culturel se poursuivent dans les années 80, jusqu'à ce que les acteurs populistes de droite puissent célébrer leurs premières grandes victoires à la fin des années 90. La politique néerlandaise répond à ce renforcement par des mesures répressives et la constitution d'un cordon sanitaire contre les extrémistes de droite. D'une part, le bannissement des hommes et femmes politiques d'extrême droite par les partis démocratiques à l'échelon national et local apporte une certaine stabilité ; d'autre part, sur le plan idéologique, on est prompt à céder aux revendications de droite.¹³² Dès les années 90, le parti populiste libéral Volkspartij voor Vrijheid en Democratie lance un débat polémique sur la politique en matière d'immigration et d'asile. Les partis extrémistes de droite sont alors mis dans une fâcheuse posture : d'une part, la politique répressive à leur égard exige qu'ils tempèrent leurs opinions et leur conduite ; d'autre part, les acteurs politiques d'autres partis essaient de fidéliser ou de se réattirer des électeurs en adaptant leur discours aux revendications des extrémistes de droite, voire en les dépassant. Le renforcement des partis populistes de droite à partir de 2001, le choc causé par l'assassinat de Theo van Gogh et les débats de société qui éclatent dans la foulée ont tôt fait d'éroder totalement le cordon sanitaire contre les partis populistes et extrémistes de droite.

Wilders remporte sa plus grande victoire électorale aux élections à la Chambre

basse du parlement néerlandais en 2010. Le PVV réunit 15,5% des suffrages et réalise un gain de plus de 9% par rapport au scrutin de 2006. Le Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (VVD) et les démocrates chrétiens du Christen-Democratisch Appèl (CDA) s'unissent au sein d'une coalition tolérée par le PVV. En échange, le président Geert Wilders réussit à arracher quelques concessions. Des mesures draconiennes sont prises en vue de limiter les flux migratoires en provenance de pays non occidentaux. Ce contexte politique est idéal pour Wilders : en fonction du thème et de la sensibilité du public, Wilders peut soit critiquer l'action du gouvernement, soit considérer qu'il en fait partie intégrante et se poser en « véritable bâtisseur ». Au début 2012, la coalition éclate et les citoyens néerlandais sont rappelés aux urnes en septembre.

Geert Wilders doit son ascension politique fulgurante à Pim Fortuyn, populiste de droite, qui a lui a ouvert la voie en plaçant des thèmes tels que la lutte contre l'immigration et l'islamophobie au cœur de son programme politique. La pensée extrémiste et populiste de droite s'ancre plus profondément dans le courant dominant de la société et suscite de nos jours peu de résistance, contrairement à la norme antiraciste qui prévalait dans les Pays-Bas d'après-guerre.¹³³ Le parti de Fortuyn se disloque peu après son décès. Wilders est l'un des rares qui parvient à combler le vide laissé dans la droite populiste et à se poser en leader incontesté. Il défend aussi une vision du monde islamophobe, allant jusqu'à quali-

fier le Coran d'ouvrage fasciste. Avec son film «Fitna» (2008), Wilders déclenche une vague de protestations dans les pays islamiques. Récemment, lors d'une visite à Berlin, il a accusé la chancelière allemande Angela Merkel (CDU) de passivité face à l'islamisation croissante de l'Allemagne. Il se déclare hostile à l'immigration, surtout en provenance des pays non occidentaux, réclame l'inscription de la population dans un registre ethnique et se pose en chantre politique du maintien de l'ordre, partisan d'une ligne dure contre la criminalité. Les Pays-Bas et toute l'Europe seraient menacés par un Islam politique qui tenterait de soumettre les sociétés européennes et d'y instaurer les traditions et lois islamiques. Les acteurs politiques établis et les médias nieraient ces problèmes, voire les encourageraient. Les idées de Wilders sont empreintes d'autoritarisme et d'antipluralisme, de stéréotypes racistes et de diabolisation. Il postule l'existence d'un peuple néerlandais, mais dénie simultanément cette identité à certaines catégories de la population. Seul et unique militant du PVV, Wilders tient le parti entièrement sous sa coupe et choisit personnellement les mandataires en son sein. Pour Wilders et le PVV, l'avantage est on ne peut plus clair : Wilders ne doit pas craindre que des personnes au tempérament violent n'infiltrerent le PVV et ne ternissent sa réputation impeccable. Il ne court pas non plus le risque de voir des extrémistes de droite entrer en masse dans son parti et effaroucher le «centre de la société». Il entretient de bons rapports avec la droite populiste allemande : Du journal de droite «Jungen Freiheit» au parti «Die

Freiheit» fondé par un ancien parlementaire berlinois de la CDU, en passant par le mouvement citoyen «Pax Europa» ou encore «Politically Incorrect» (PI)», l'organe médiatique le plus efficace des populistes de droite et des islamophobes autoproclamés, Wilders peut compter sur le soutien de ses amis allemands. L'objectif est d'élargir le réseau «International Freedom Alliance» (encore très virtuel à ce stade) des populistes de droite pour en faire une fédération internationale.¹³⁴ Un tel réseau international est déjà depuis longtemps une réalité, comme l'atteste la visite de Wilders à la cérémonie du souvenir en mémoire des victimes des attentats du 11 septembre à New York, à l'invitation du blog américain «Stop Islamization of America» (SIOA). Par la suite, SIOA a parlé de la présence de Wilders en ces termes :

«Parmi les moments forts, citons l'arrivée de Geert Wilders, qui a été accueilli comme le grand héros qu'il est, et qui a dit qu'une mosquée sur le site de Ground Zero sonnerait le glas de la fière tradition new-yorkaise de tolérance néerlandaise.»¹³⁵

En marge du blog américain, il existe aussi des émanations de la SIOA en Angleterre, au Danemark, en France, en Allemagne, en Norvège, en Pologne, en Roumanie, en Russie et en Suède. Elles se connaissent et s'apprécient mutuellement. Son ascension, Wilders la doit aussi aux médias. Par ses actes ou ses déclarations, il est en mesure de se mettre puissamment en scène dans les médias et peut compter sur ces derniers

pour relayer ses propos anxiogènes sur la sécurité et la criminalité et les exploiter jusqu'à la lie dans leurs citations.

Ouvertement nationaliste, antisémite et raciste, la «Nederlandse Volksunie», comparable au NPD allemand, n'exerce pas d'influence sur les décisions politiques au parlement national. Néanmoins, c'est un repère de néonazis de tous bords. Ce parti met à leur disposition une infrastructure de transport et de communication, et entretient des rapports étroits avec divers extrémistes de droite d'autres pays, dont l'Allemagne.

Aux Pays-Bas, jusqu'aux années 80, les opinions et les idéologies racistes et d'extrême droite étaient surtout l'apanage de quelques rares extrémistes de droite, peu nombreux certes, mais déterminés

et prêts à en découdre. Aujourd'hui, les extrémistes de droite sont par exemple organisés au sein du «Aktiefront Nationale Socialisten» (ANS) ou de l'organisation active à l'échelle internationale mais interdite en Allemagne «Blood and Honour». Parallèlement à un grand nombre de groupuscules et d'activistes d'extrême droite, Blood and Honour est l'un des réseaux les plus tentaculaires et les plus actifs des Pays-Bas. Il entretient aussi de bons rapports à l'étranger. «Lonsdale Youth» a aussi joué un rôle dans les affrontements interethniques de ces dernières années. Beaucoup de militants de la scène underground sont xénophobes, racistes et réceptifs aux thèses d'extrême droite. Beaucoup d'entre eux atterrissent d'ailleurs après quelques années dans le groupe Blood and Honour.¹³⁶



LUCAS HARTONG

Né le 24/05/1963 à Doordrecht. 1992 Licence en relations publiques. 2006 Licence en théologie (2006). Chroniqueur/journaliste indépendant pour divers magazines et journaux. 2006 Candidat du PVV à la Chambre basse du Parlement néerlandais. Depuis 2010 Membre du conseil de l'ANWB (Association de défense des automobilistes néerlandaise). Depuis 2009 Chargé de mission de la délégation du PVV au Parlement européen. Depuis 2010 Député européen pour le PVV. Non inscrit. Commissions : Contrôle budgétaire (membre suppléant), Budget (membre).



BARRY MADLENER

Né le 6/01/1969 à Leiden. 1990-2005 Courtier et expert assermenté. 2006-2009 Député à la Chambre basse des Pays-Bas. Depuis 2009 Député européen. Non inscrit. Depuis les élections législatives aux Pays-Bas, il siège de nouveau comme député.



LAURENCE J.A.J. STASSEN

Née le 08/02/1971 à Sittard. 1988-1991 Université européenne (Anvers). 1991-1995 Briqueterie Nuth B.V. ; 1999-2008 Présentatrice free-lance à TV-Limburg. Depuis 2009 Députée européenne. Non inscrite. Commissions : Industrie, recherche et énergie (membre suppléant), Affaires étrangères (membre).



AUKE ZIJLSTRA

Né le 1/11/1964 à Joure. Diplôme universitaire en sciences économiques à Groningen, Docteur en sciences économiques. 1991 Chef de projet TIC, British American Tobacco. 2003 Collaborateur politique au ministère de l'Intérieur et des Relations avec le Royaume (2003). Depuis 2011 Député européen. Non inscrit. Commissions : Affaires économiques et monétaires (membre suppléant), Libertés civiles, justice et affaires intérieures (membre).

Parti de rien, le Parti de la Liberté de Geert Wilders est sorti parmi les grands gagnants de la droite populiste aux élections européennes de 2009, avec un score de 17% des voix. Il a ainsi pu dépêcher quatre députés à Bruxelles. Lucas Hartong, Barry Madlener, Laurence Stassen et Daniël van der Stoep y siègent pour le PVV, en tant que non-inscrits, depuis les dernières élections. Van der Stoep a remis sa démission à compter du 1er septembre 2011, pour cause de conduite en état d'ébriété. Auparavant, il avait fait grand bruit en licenciant son assistante parlementaire par tweet interposé. C'est Auke Zijlstra, employé précédemment au ministère néerlandais de l'Intérieur, qui lui a succédé au Parlement européen. Depuis, Van der Stoep a réintégré ses fonctions de député européen, car, en vertu de l'entrée en vigueur du traité de

Lisbonne, les Pays-Bas ont droit à un mandat supplémentaire. Il n'a toutefois plus rejoint la délégation du PVV, mais siège désormais comme indépendant non inscrit.

Le PVV a fait campagne pour les élections européennes sous le slogan «Pour les Pays-Bas» et en mettant en garde contre une prétendue islamisation imminente de l'Europe. Wilders annonce peu de temps après l'élection que les grands axes de travail des euro-députés du PVV seront la lutte contre la poursuite de l'intégration européenne et un retour à une union purement économique et monétaire. Par ailleurs, il se prononce en faveur d'une résiliation de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, et il prend simultanément ses distances avec le Front national français et le parti roumain de Tudor, désavoués

car jugés d'extrême droite.¹³⁷ Comme nous l'avons déjà écrit par ailleurs, de telles distanciations dans le discours ne nuisent en rien aux liens personnels et aux filiations idéologiques et structurelles. Leur utilité est purement médiatique et vise à sortir le PVV du tabou en le présentant comme une alternative électorale. Les députés européens du PVV présentent la candidature de Wilders au Prix Sakharov pour la liberté de pensée (également appelé prix des Droits de l'homme de l'UE) et demandent aux députés de lui accorder leur soutien. Las !

Dans le cadre de leur mission parlementaire, les eurodéputés du PVV se font constamment remarquer par leurs questions inappropriées et racistes au président du Parlement, à la Commission européenne et au Conseil. En avril 2011, en plénière, van der Stoep laisse entendre qu'il serait somme toute logique de ne pas distribuer d'eau aux réfugiés accueillis dans les camps.¹³⁸ En ce qui concerne la Serbie et évoquant les États membres que sont la Roumanie et la Bulgarie, Barry Madlener déclare, dans une question à la Commission :

«Quand la Commission sera-t-elle disposée à admettre que l'UE a accepté en son sein des pays trop pauvres et trop corrompus, confrontés à un problème de criminalité ? Quand la Commission décidera-t-elle que cela a assez duré et renoncera-t-elle à sa passion de l'élargissement ?»¹³⁹

Dans une autre question avec demande de réponse écrite à la Commission, Van der Stoep et Madlener interpellent la Commission :

«La Commission est-elle aussi d'avis que la délégation turque Mavi Marmara et le président iranien Mahmoud Ahmadinedjad sont des fauteurs de guerre pervers ? Dans le cas contraire, pour quelle raison ?»¹⁴⁰

Après que la Commission eut annoncé, le 29 septembre 2011, sa décision de porter le nombre d'experts nationaux délégués de la Turquie de deux à huit, le PVV monte au créneau et mène la fronde contre une éventuelle adhésion de la Turquie.¹⁴¹

«[...] Le fait de laisser entrer le loup dans la bergerie est un point consternant dans les négociations qui, à ce stade, n'ont aucune chance d'aboutir. Les négociations doivent cesser définitivement, et la Commission doit retirer son plan stupide.» (Barry Madlener)

«Erdogan a jeté le masque et s'est comporté en vulgaire va-t-en-guerre ces derniers mois. Quand on entend la réaction de l'Union européenne, on a l'impression que la Commission a perdu la raison en laissant entrer le cheval de Troie islamique dans la forteresse, et qu'elle laisse maintenant aux Turcs le droit de participer à l'élaboration des lois européennes (qui seront

aussi applicables aux Pays-Bas). Il est grand temps de mettre fin une fois pour toutes à cette mascarade, et de dire aux Turcs qu'ils ne sont pas les bienvenus au sein de l'Union européenne. Ni maintenant, ni demain, ni jamais !» (Geert Wilders)

Soixante-trois experts nationaux de pays non membres de l'UE sont actuellement détachés à la Commission. Ceux-ci peuvent rester au maximum quatre ans en poste. Leurs émoluments sont pris en charge par le pays qui les détache. Une décision de la Commission datant de décembre 2008 stipule que la Commission «peut bénéficier des connaissances et de l'expérience professionnelle de haut niveau d'experts

nationaux détachés (END), notamment dans les domaines dans lesquels l'expertise requise n'est pas facile à trouver.»¹⁴²

Les END ne peuvent exercer des fonctions d'encadrement intermédiaire ou supérieur, y compris en remplacement de leur supérieur hiérarchique. Tous comptes faits, il n'y a pas de raison que «les Turcs» aient désormais le droit de participer à l'élaboration de la législation de l'UE. Que du contraire. Depuis 1996, la Turquie est soumise au droit économique européen. Elle a donc renoncé à une part de sa souveraineté nationale sans pour autant être impliquée dans les processus décisionnels européens (Europe à deux vitesses).



AUTRICHE

Scrutin proportionnel à listes fédérales, nationales et régionales. Pas de circonscriptions électorales. Le nombre de voix par parti détermine la répartition des sièges parlementaires.

Seuil électoral de 4%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN AUTRICHE

À partir de 1945, il n'y a pas eu de débat de société sur le rôle de l'Autriche dans le national-socialisme et sa participation au génocide juif, malgré la politique de dénazification officielle par les forces alliées. La collusion avec le régime national-socialiste avait concerné un tiers des Autrichiens.¹⁴³ Certes, la refondation du NSDAP et d'organisations similaires a été interdite, mais cette po-

litique de dénazification voulue par les Alliés est surtout restée superficielle et symbolique. Dès 1948, le Verband der Unabhängigen (VdU - Fédération des Indépendants) voit le jour. C'est surtout un réceptacle d'anciens membres du NSDAP et d'expulsés. En 1949, aux premières élections au Conseil national d'après-guerre, la majorité des voix va au Österreichische Volkspartei (ÖVP, 44%), suivi du Sozialistischen Partei Österreichs (SPÖ, qui va devenir la Sozialdemokratische Partei, 38,7%). La VdU (11,7%) est la troisième force politique du pays. L'annexion de l'Autriche au régime nazi allemand en 1938 ayant bénéficié de l'appui, ou à tout le moins des sympathies, d'une grande majorité de la population, l'ÖVP et le SPÖ minimisent la culpabilité de l'Autriche dans les campagnes électorales d'après-guerre pour ne pas faire fuir les électeurs potentiels¹⁴⁴. Dans la vie publique d'après-guerre, l'Autriche fait figure de première victime du national-socialisme (le mythe de la victime) auprès de sa population comme à l'étranger. En 1954, la Kameradschaft IV des Waffen-SS (K IV) se crée. Elle réunit d'anciens membres des Waffen-SS et leurs descendants, qui défendent toujours à ce jour les thèses d'extrême droite. En 1956, la VdU est le théâtre de querelles intestines et de différends quant à la voie à suivre. Le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) voit le jour dans la foulée. Premier Parteibmann (président de parti), Anton Reint Haller, un ancien général de brigade SS et député au Reichstag jusqu'en 1945, imprime au parti son orientation résolument ger-

mano-nationale. Par la suite, Peter Friedrich, ancien membre de la 1re brigade d'infanterie SS, reprend la présidence du parti. Il ne fait aucun mystère de ses convictions :

«Je ne suis pas de ceux qu'on aurait soi-disant contraints. J'admets encore maintenant que j'ai rejoint le camp des SS de mon plein gré, parce que, pour nous, la jeunesse danubienne, l'Allemagne était la seule patrie.»¹⁴⁵

Sous la houlette de Friedrich, le FPÖ tente, à partir de 1960, de se donner une image libérale, pour se rendre attrayant aux yeux de plus larges catégories d'électeurs. Cette volonté de libéralisation entraîne quelques défections dans ses rangs et la création du Nationaldemokratischen Partei (NPD, interdit en 1988). Au début des années 60, le FPÖ recueille de 7 à 8% des suffrages, mais de 1966 à 1983, il stagne aux alentours de 5,5 et 6%. Malgré les piètres résultats aux élections de 1983 (5,0%), le FPÖ est invité à faire partie d'un gouvernement de coalition avec l'ÖVP. L'accession à la présidence du parti de Jörg Haider, principalement voulue par les associations d'étudiants de droite (Bürschenschafler), marque un tournant. À partir de ce moment-là, le FPÖ va aller de victoire en victoire aux élections. Dès 1986, il remporte 9,7% des voix et jusqu'en 1999, il progresse jusqu'à atteindre 27% (52 mandats au Conseil national). De 1999 à 2002, il est la deuxième force au parlement et participe au gouvernement

en coalition avec l'ÖVP. La vice-chancière est même issue de ses rangs. Ses succès électoraux, le parti le doit pour l'essentiel à la personne de Jörg Haider. Avec son élection à la tête du parti, le FPÖ délaisse son programme libéral pour adopter une ligne résolument germano-nationale intégrant l'aile d'extrême droite. Dans la foulée, de nombreux militants NDP réintègrent les rangs du FPÖ. Ces retours et les succès enregistrés sur tous les terrains se traduisent aussi dans le nombre d'adhérents. En 1986, le parti comptait quelque 37 000 militants ; en 2000, ils sont déjà 53.000.¹⁴⁶ Lors de ses campagnes électorales, Haider part en croisade contre les «étrangers». Il fait l'éloge de la «bonne politique d'emploi» du Troisième Reich et ne cache pas ses sympathies pour des organisations criminelles nazies. En 1995, devant un parterre d'anciens membres des Waffen-SS, à Krumpendorf, il déclare :

«C'est une bonne chose qu'il existe encore en ce monde des gens de qualité, qui campent sur leurs positions et restent fidèles à leurs convictions, contre vents et marées.»

En 2000, Haider démissionne de la présidence. Des conflits internes au sein du FPÖ («putsch de Knitterfeld») entraînent l'éclatement de la coalition gouvernementale en 2002. Aux élections suivantes, le FPÖ ne rassemble plus que 10% des voix (18 mandats au Conseil national), mais ce score lui suffit pour former une nouvelle coalition

avec l'ÖVP. Après des querelles intestines au sujet de l'échec aux élections régionales, le parti Bündnis Österreich Zukunft BZÖ) voit le jour en mars 2005, principalement à l'instigation de Haider. Ce dernier en assure la présidence jusqu'en 2006 (et de nouveau en 2008, jusqu'à son décès, un mois plus tard). Aux dernières élections au Conseil national en 2008, le SPÖ remporte 29,3% des voix, contre 26% au ÖVP, 17,5% au FPÖ et 17,5% au BZÖ. Le SPÖ s'allie au ÖVP pour former une grande coalition.

Le nationalisme autrichien est surtout tourné vers l'Allemagne et l'identité germano-nationale.¹⁴⁷ Contrairement aux revendications entendues dans l'après-guerre, l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne n'est plus à l'ordre du jour. Les «juifs» ne sont plus désignés comme bouc émissaire. L'animosité se cristallise désormais sur les «étrangers» (essentiellement les musulmans). Avec leurs campagnes électorales à relents racistes et leurs dérapages verbaux, le FPÖ et le BZÖ, partis populistes de droite, évoluent dans une «zone d'ombre extrémiste de droite». En particulier, les participations gouvernementales relativement fréquentes ont laissé leurs marques dans la vie politique quotidienne, comme le souligne le politologue Pelinka :

«Les institutions publiques ne sont pas vraiment aptes à gérer cette zone d'ombre, car certains de ses éléments se sont frottés à l'exercice du pouvoir. C'est le fruit des al-

liances, mais aussi la conséquence des stratégies électorales qui, dans le doute, n'hésitent pas à encourager certains préjugés (p. ex. attitude anti-immigrés).»¹⁴⁸

Le FPÖ est constamment sous les feux de l'actualité en raison des liens de ses

députés avec la scène d'extrême droite. Ring Freiheitlicher Studenten, une organisation estudiantine proche du FPÖ, est aussi régulièrement dans le collimateur des médias pour ses activités extrémistes. Beaucoup de fonctionnaires du FPÖ sont membres d'organisations estudiantines d'extrême droite.¹⁴⁹

PARLEMENT EUROPÉEN

Autriche



FRANZ OBERMAYER

Né le 25/05/1952 à Linz. Depuis 2009 Député européen. Non inscrit. Commissions : Emploi et Affaires sociales (suppléant), Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs.



ANDREAS MÖLZER

Né le 2/12/1952 à Leoben. Études de droit, d'histoire et d'ethnologie. De 1979 à 1981 Assistant dans des instituts d'histoire du droit. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire Kärntner Nachrichten (1982-1990). Depuis 1990 Associé gérant du Institut für Sozialpolitische Studien/ Edition K3, Verlags- und Beratungs-

GmbH. Conseiller en stratégie du FPÖ (1991-1994). Président de la Freiheitliche Akademie (institut de formation politique du FPÖ) (1991-1994). 1991-1994 Membre du Bundesrat autrichien. Depuis 1997 Rédacteur en chef et directeur de l'hebdomadaire «Zur Zeit». Chroniqueur dans les journaux «Die Presse» et «Neue Kronen Zeitung». 1999-2002 Conseiller culturel du Land de Carinthie. Écrivain. Depuis 2004 Député européen. Non inscrit. Commissions : Affaires constitutionnelles (membre suppléant), Affaires étrangères (membre).

Aux élections européennes, le FPÖ récolte 13,1% des suffrages autrichiens exprimés Andreas Mölzer et Franz Obermayer siègent depuis dans l'hémicycle comme non-inscrits. La campagne électorale est dominée par des slogans tels que «Nous voulons de vrais représentants, pas de traîtres européens», «Notre ligne est claire : l'Occident aux mains des chrétiens», «Nous sommes là pour l'Autriche, et non pour l'UE et la mafia de la finance.»¹⁵⁰ Bien que ses attentes ne soient pas comblées, le FPÖ parvient à doubler son score de 2004

Mölzer incarne l'aile germano-nationale du FPÖ. Il est député européen depuis 2004. Il est coéditeur et rédacteur de l'hebdomadaire «Zur Zeit». Cette publication de droite, conservatrice et ger-

mano-nationale est réputée proche du FPÖ, bien qu'elle figure parfois parmi ses détracteurs. Mölzer est éditeur et auteur de plusieurs ouvrages. Il écrit régulièrement des chroniques dans les journaux et a participé à plusieurs productions cinématographiques. En 1987, à l'issue d'une procédure administrative, il est condamné à une amende pour apologie de l'idéologie national-socialiste dans l'exercice de ses fonctions de rédacteur en chef du Kärntner Nachrichten. Mölzer, «moteur de l'idéologie de droite européenne»¹⁵¹, entretient des liens étroits avec d'autres populistes de droite et partis d'extrême droite en Europe. Il a organisé des congrès internationaux avec des représentants de partis extrémistes et populistes de droite. En 2007, il est l'un des fondateurs du groupe «Identité, Tradition, Souveraineté» (ITS). Il est membre du bureau du parti de droite populiste européen «European Alliance for Freedom» (EAF).¹⁵² En 2005, lors de la commémoration du 60e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, il refuse de voter une résolution du Parlement européen contre l'antisémitisme et la xénophobie. Il justifie son refus en affirmant que l'Autriche moderne n'était pas responsable de ces crimes.¹⁵³ Au Parlement européen, le FPÖ signe des déclarations et des questions communes à la présidence avec les députés du Front national français, du British National Party et du Parti pour la Grande-Roumanie. Il n'hésite pas à collaborer avec des représentants du noyau dur de l'extrême droite, comme le BNP. Mölzer entretient également des liens étroits

avec la droite extrémiste et populiste allemande.

Pour Mölzer, Burschenschaftler assumé, la guerre défensive a commencé entre l'Occident et l'Islam. Il faut défendre la structure politique et sociale des pays occidentaux. Il applique le même principe aux flux de réfugiés qui traversent la Méditerranée pour rallier l'Europe et qui ne seraient, selon lui, qu'un processus méticuleusement préparé : les réfugiés livreraient une guerre sainte pour l'Islam, stratégiquement planifiée et soutenue par les plus hautes instances religieuses et idéologiques et par les dirigeants nationaux et bénéficiant de la logistique associée.¹⁵⁴ Selon lui, «l'ethnoassimilation» serait déjà à l'œuvre, à savoir la tentative d'imposer une majorité musulmane dans la population européenne. Mölzer s'attelle à diffuser sa conception du monde dans l'enceinte du Parlement européen : il est l'un des députés les plus actifs en termes de nombre de demandes, questions et prises de parole en plénière. Contrairement à ses collègues néerlandais du PVV, il adopte un ton professionnel et reste idéologiquement imperturbable. Mölzer était du voyage au sanctuaire Yasukuni de Tokyo (cf. France).

Franz Obermayr est député européen depuis 2009. Le 8 mai 2002, alors qu'il était encore adjoint au maire de Linz, il figure parmi les orateurs lors de la «Journée du Souvenir» à Vienne, où de nombreux groupes et organisations estudiantines d'extrême droite rendent

hommage aux «soldats tombés pour la patrie pendant la Seconde Guerre mondiale».¹⁵⁵ Les groupes rassemblés sous la bannière du «Wiener Korporationsring», placé à l'époque sous la présidence de l'association estudiantine d'extrême droite et révisionniste «Olympia Burschenschaft», déplorent chaque année la «défaite totale» de la Seconde Guerre mondiale. Dans son «cahier commémoratif» publié à l'occasion du 8 mai, Olympia qualifie l'interdiction de négation de l'Holocauste de «retour à une époque de non-liberté spirituelle révolue de longue date». Plus loin, on peut lire :

«Quand un Allemand ne peut plus penser à certaines questions sensibles de l'Histoire que dans des limites balisées par les rééducateurs et leurs larbins allemands, on remet clairement en cause la liberté d'expression et, par là même, la liberté de la science et sa doctrine.»¹⁵⁶

L'extrême droite allemande se mobilise aussi pour le 8 mai. :

«La grande lutte pour la liberté de notre peuple s'est terminée par la capitulation de l'armée allemande. [...] Parmi les traîtres du peuple à la solde de l'occupant, il s'en trouve pour ridiculiser les sacrifices de notre peuple, souiller l'honneur de nos courageux soldats et détruire l'âme de notre nation. Dorénavant, le 8 mai sera consacré Journée de l'honneur. Le 8 mai, pendant les traîtres célébreront la défaite du

peuple allemand, nous apporterons, au travers de notre cérémonie d'honneur, la résistance nationale au peuple.»¹⁵⁷

Outre Obermayr, d'autres députés du FPÖ participaient à l'événement, dont H. C. Strache et Jörg Haider. Au Parlement européen, Obermayr s'en prend essentiellement aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi qu'à l'Union européenne dans son ensemble. Il a notamment commenté en ces termes l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), ayant débouté l'État italien qui voulait que le séjour illégal en Italie soit qualifié de délit :

«Ce genre de décisions révèle le vrai visage des soixante-huitards qui rendent les sentences à Strasbourg

et Luxembourg. Apparemment, il faudrait que l'Union européenne se transforme progressivement en paradis des immigrés.»¹⁵⁸

Le FPÖ passe sous silence les conséquences que subissent les illégaux au quotidien (absence de droits, d'assurance maladie et de sécurité sociale). Dans la course à l'électorat, le parti préfère pratiquer le discours haineux purement populiste de droite. Le FPÖ requaillie de populiste la décision de la Cour de donner aux sans-papiers la possibilité de quitter volontairement le pays dans un certain délai sans encourir de peine d'emprisonnement ou d'amende.

En vertu de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en décembre 2011, un député du BZÖ, Ewald Stadler, a fait son entrée au Parlement européen.



ROUMANIE

Scrutin proportionnel de liste
Seuil électoral de 5%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN ROUMANIE

Après la fin de l'ère Ceausescu et les bouleversements politiques et sociaux de 1989, des groupes et partis d'extrême droite et ultra-nationalistes ont à nouveau vu le jour en Roumanie. Le parti ultra-nationaliste et anti-magyar de l'Unité nationale roumaine (PUNR) a été créé en mai 1990 et, dans les années qui ont suivi, est devenu le plus important parti d'extrême droite du pays.¹⁵⁹ En 1992, il a obtenu 7,9%

des voix et 30 sièges à la chambre des députés, 8,1% des voix et 14 sièges au sénat. Entre 1992 et 1996, le PUNR a participé au gouvernement comme partenaire minoritaire. Durant cette législature, les attaques contre les Roms ont été particulièrement violentes. La police était impliquée, pour une part en participant activement aux violences, pour une autre part en n'y réagissant pas avec la vigueur requise. Depuis 1997, la popularité du PUNR n'a fait que baisser. Le parti n'est plus représenté au parlement roumain depuis le scrutin de 2000 et, début 2006, il s'est enfin fondu dans le Parti conservateur (PC).

Le parti d'extrême droite qui a connu le plus grand succès jusqu'à présent est le Parti de la Grande Roumanie (Partidul România Mare, PRM) fondé en 1991. Le PRM, issu du journal du même nom, est très proche de son fondateur et président actuel, Corneliu Vadim Tudor. Entre 1992 et 2008, cet artiste lyrique et journaliste fidèle au régime à l'époque de Ceausescu, a été membre du sénat roumain et plusieurs fois candidat à la présidence. L'objectif du PRM est la restauration de la Grande Roumanie et ses ennemis avoués les Hongrois, les Juifs, les homosexuels et les Roms. Dans les années 1990, le parti a atteint 4 à 4,5% des voix aux élections. Mais leur véritable percée s'est produite en 2000, lors du scrutin parlementaire et présidentiel. Avec 21% au sénat et 19,5% à la chambre, il est devenu la deuxième force politique au parlement. Tudor a obtenu à l'élection présidentielle 29,3% au premier tour et

un spectaculaire 33,2% au second tour, même s'il n'a finalement pas obtenu la majorité requise face au candidat socio-démocrate. Lors de sa campagne électorale, le parti a cessé de présenter les Magyars comme la principale menace de la Roumanie et a remis les Roms au centre de ses velléités xénophobes. L'année précédente, le PRM avait apporté son concours à une tentative de coup d'état de 12 000 mineurs et pris part à de violents affrontements avec la police.¹⁶⁰

Depuis ce succès électoral, la popularité du PRM a nettement baissé. Actuellement, le PRM n'est pas représenté au parlement. Il est à noter qu'il entretient des contacts avec des organisations d'extrême droite comme la Liga Marshall Antonescu (LMA), une organisation fondée en 1990 et consacrée à la réhabilitation d'Ion Antonescu. Sous le gouvernement Antonescu, de 1940 à 1944, au moins 150 000 Juifs et des dizaines de milliers de Roms sont morts. D'autres partis ultra-nationalistes comme le Parti de la Nouvelle Génération (PNG, Partidul Noua Generatie), fondé en 2000, n'exercent pas d'influence parlementaire réelle en Roumanie. À part cela, le président du parti PNG, George Becali, a été élu au Parlement européen en 2009 (voir ci-dessous). Lors de sa campagne de 2004, le PNG a fait sien un slogan de la Garde de fer, un mouvement fasciste et antisémite en activité de 1930 à 1940.¹⁶¹

À côté de ces partis, il existe quelques organisations comme la Nouvelle Droite

(Noua Dreaptă, ND) qui se réclament des idéaux de la Garde de fer et qui entretiennent des liens étroits avec la NPD allemande. La ND professe la restauration de la Grande Roumanie et lutte contre les homosexuels, les Roms et les Juifs. On peut lire dans son programme :

«Nous sommes témoins d'un réveil national. Nous ne voulons plus entendre parler d'une langue rom, nous ne voulons plus voir de nez busqués et de lèvres bleues.»¹⁶²

Cette attitude donne régulièrement lieu à des affrontements, comme lors de la Gay-Pride de Bucarest.

Dans la politique et dans l'opinion publique roumaines, il n'a pratiquement jamais été question, après 1989, du rôle joué par la Roumanie dans l'holocauste. En 1991, le parlement a même encore respecté une minute de silence à la mémoire d'Antonescu. Seul le travail de la «Commission internationale de recherche sur l'holocauste en Roumanie (également appelée Commission Wiesel), qui a débouché en 2004 sur un rapport final révélant la participation du régime roumain au génocide, a permis

un reconnaissance officielle, par l'État roumain, de sa culpabilité à cet égard. Depuis lors, les déclarations et opinions révisionnistes se sont largement répandues. En juin 2006, le président roumain Basescu a salué la participation roumaine à l'offensive allemande contre la Russie en 1941.¹⁶³ En mars 2012, Dana Sova, sénateur et porte-parole du Parti Social-démocrate (PSD), a déclaré que les Juifs de Roumanie n'avaient pas souffert et a minimisé la participation de son pays à l'holocauste.¹⁶⁴ Notons les liens étroits qui existent entre les extrémistes de droite roumains et des entreprises :

«La source la plus importante de financement des ultra-nationalistes est le business des nationalistes, qui contrôlent des activités financières, économiques et commerciales bénéficiant directement d'une corruption au plus haut niveau.»¹⁶⁵

Les grands thèmes de l'extrême droite roumaine sont avant tout des sentiments anti-magyars et anti-tsiganes, une nostalgie nationaliste révisionniste et le culte de traditions politiques extrémistes datant de l'entre-deux guerres, comme la Garde de fer.¹⁶⁶

PARLEMENT EUROPÉEN Roumanie



GEORGE BECALI

Né le 25/06/1958 à Braila. 2000-2003 Manager du FC Steaua Bucarest. Depuis 2003 Propriétaire du FC Steaua Bucarest. Actionnaire majoritaire de diverses entreprises et investisseur immobilier. Depuis 2004 Président du Parti de la nouvelle génération - chrétien-démocrate. Candidat à la présidence de l'État en 2004. En 2007, candidat du Parti de la nouvelle génération - chrétien-démocrate aux élections communales. Membre fondateur et Président du conseil d'administration de la fondation «Pentru Dumneavoastră Doamnă» et de la fondation chrétienne «George Becali». Commissaire de l'ONU pour la Roumanie depuis 2008. Depuis 2009 Membre du Parlement européen Non inscrit. Commissions : Affaires juridiques (membre suppléant). Commerce international (membre).



CORNELIU VADIM TUDOR

Né le 28/11/1949 à Bucarest. Etudes de sociologie à l'Université de Bucarest. En 2003, Docteur en histoire de la faculté de Craiova, Roumanie. Depuis 1991 Président du Parti de la Grande Roumanie (Partidul România Mare). 1992-2008 : Sénateur au parlement roumain. 1992-1996 : Secrétaire au sénat. 2004-2008 : Vice-président du sénat roumain. Auteur et journaliste. Membre du Parlement européen depuis 2009. Non inscrit. Commissions : Affaires étrangères (membre suppléant), Culture et éducation (membre).

Lors des élections au Parlement européen, le PRM a obtenu 8,7% des voix et a pu y envoyer deux députés, Corneliu Vadim Tudor et George Becali, en tant que non-inscrits. Tudor, qui est par ailleurs titulaire de l'Ordre national de l'Etoile de Roumanie, la plus haute distinction roumaine, a été de 1992 à 2008 membre du sénat au parlement roumain et vice-président de ce même sénat de 2004 à 2008. Régulièrement, il prend position contre les Juifs, les Roms, les Magyars et les journalistes. Il a même exigé jadis «la liquidation des tsiganes», la création de camps pour la minorité hongroise et la réinstauration de la peine de mort.¹⁶⁷ En 1998, il a suggéré que

«les gitans qui ne travaillent pas (...) soient envoyés dans des camps de travail.»¹⁶⁸

Aux protestations de groupes de défense des Roms et d'ONG, il s'est contenté de répondre :

«Les gitans ne nous intéressent pas. Ils devraient tous être mis en prison. Il n'y a pas d'autre solution.»¹⁶⁹

On l'a vu, les élections de 2000 ont offert Tudor et à son parti leur vraie percée politique. Durant la campagne, il s'est exprimé à la télévision au sujet de la «typologie de la mafia rom» :

«Ils attaquent en groupe, contrôlent les marchés et la seule raison pour laquelle ils ne violent pas leurs en-

fants et leurs parents est qu'ils sont trop occupés à violer les nôtres.»¹⁷⁰

En 2002, Tudor et le sénateur socio-démocrate Adrian Paunescu, ainsi que l'ancien ministre de la justice, le libéral Quintus, ont déclaré que la Roumanie n'avait joué aucun rôle dans l'holocauste et que quelqu'un avait intérêt à présenter le peuple roumain comme criminel.¹⁷¹ La même année, la chaîne de télévision OTV s'est vu retirer sa licence à cause d'un entretien avec Tudor où transparaissait son incitation à la haine contre les Juifs, les Roms et les minorités sexuelles. Ses sorties antisémites et anti-tsiganes, tantôt explicites, tantôt plus ou moins codées, et qui faisaient référence à une prétendue conspiration juive ou à un prétendu caractère criminel des Roms, ont été suivies en 2004 par un remarquable revirement public. D'antisémite, Tudor est devenu subitement philosémite. Il a même été jusqu'à engager une société de relations publiques israélienne pour l'organisation de sa campagne électorale. Arad Communications, qui a également travaillé pour le mémorial Yad Vashem à Jérusalem, s'est ensuite rétractée au motif qu'il s'agissait en réalité d'un parti antisémite.¹⁷² Il ne fait aucun doute que Tudor n'a retourné sa veste qu'en apparence et pour séduire l'opinion publique lorsqu'on lit ses textes antisémites publiés dans le journal România Mare et qui sont parus après son apparent revirement.¹⁷³

George Becali est membre du parti ultra-conservateur et nationaliste PNG et

a été élu au parlement européen sur la liste PRM. Aux élections présidentielles qui ont eu lieu cette même année, Becali a remporté 1,9% des suffrages. Ce chef d'entreprise, propriétaire d'un club de football est «l'homme politique le plus bizarre qu'ait produit la Roumanie depuis Ceausescu» (Deutschlandradio). Dans les années 1990, il s'est enrichi grâce à des transactions immobilières dont certaines allaient, plus tard, lui valoir des ennuis judiciaires.¹⁷⁴ En 2009, il a été accusé d'incitation et de complicité dans une affaire de séquestration. Après le vol de sa voiture, ses gardes du corps ont torturé des heures durant les auteurs présumés pour obtenir des aveux. Au cours de ses deux semaines de détention provisoire, Becali a été inscrit sur la liste du PRM mais, une fois élu, il n'a pu quitter la Roumanie en raison d'une injonction du tribunal correctionnel. Après plusieurs procédures en appel, il a enfin obtenu la levée de son interdiction de déplacement puis, quelque temps plus tard, l'abandon des poursuites à son égard.¹⁷⁵ Des transactions immobilières datant de la période 2004-2008 lui ont à nouveau valu, en 2010, une amende de 3,3 millions d'euros.¹⁷⁶ Au sujet de sa candidature au Parlement européen et de son rapport à l'Europe, Becali déclarait en 2007 :

«Dieu a créé des peuples, pas un seul peuple. Nous sommes européens mais il faut dire citoyens roumains, et non citoyens européens. C'est quelque chose de sacré, que nous ne pouvons pas changer, si-

non Dieu nous reniera. Voilà l'idée que je compte répandre en Europe. Et au Parlement européen à Bruxelles, je poserai cette question : Qui nous a créés ?»¹⁷⁷

Becali a également des accointances idéologiques avec le mouvement fasciste et antisémite de la Garde de Fer. Il a ainsi utilisé lors de sa première campagne électorale au sein du PNG le slogan «Tout pour la Patrie», qui est le nom de la Garde de Fer durant sa première phase de lutte pour le pouvoir, entre 1935 et 1940. Il a en outre promis une «Roumanie comme le soleil dans le ciel» et entendait œuvrer «au service de la croix et de la nationalité roumaine».¹⁷⁸ Ces deux expressions sont pratiquement reprises, mot pour mot, de textes de la Garde de Fer. À la télévision rou-

maine, il a appelé à la canonisation de Corneliu Zelea Codreanu, chef du mouvement antisémite Legion Erzengel Michael, fondé en 1927 et dont est issue la Garde de Fer. Sa vision du monde est marquée par l'idée de rédemption chrétienne et il considère qu'il a pour mission de réintroduire la foi en politique. Au Tagesspiegel qui lui demandait en 2008 pourquoi il croyait en son succès politique, Becali répondit :

«Parce que je suis l'homme le plus fort et le plus puissant de Roumanie. À tout point de vue. Économique, politique, spirituel. Mon âge et même mon allure - car j'ai l'air plus fort que d'autres hommes politiques - tout cela sont des vertus que Dieu m'a données. Je suis à même de me sacrifier.»¹⁷⁹

nationale slovaque), fondé en 1991, qui constitue pourtant un point de ralliement pour les skinheads. En revanche, le Slovenska narodná strana (SNS, Parti national slovaque), fondé en 1989, a rallié à sa cause un nombre impressionnant d'électeurs et a pu exercer une réelle influence au niveau parlementaire. Lors des premières élections parlementaires de 1990, le SNS a obtenu 13,9% des voix et a envoyé 22 députés au parlement. Bien qu'à l'exception de ses 11,7% de l'année 2006, le SNS n'ait récolté qu'un nombre modeste de voix en 2002 (3,3%) et en 2012 (4,6%), insuffisant pour atteindre le seuil des 5% requis, il a participé à trois reprises à une coalition gouvernementale. De 1992 à 1998, il a fait partie de deux gouvernements comme partenaire minoritaire, avec le mouvement national-conservateur pour une Slovaquie démocratique (HZDS). Entre 2006 et 2010, il a dirigé le pays avec les socio-démocrates du SMER – Sociálna demokracia, démocratie sociale, ce dernier étant suspendu pour deux ans du Groupe du Parti socialiste européen (PSE). Ján Slota, co-fondateur et président actuel, fait continuellement référence à des solutions et concepts fascistes et s'en prend avant tout aux Roms et aux minorités hongroises. Il a jadis qualifié les homosexuels de «saletés». Il pense en outre qu'il suffirait «d'une petite cour et d'un long fouet» pour «traiter» les Roms et menace «d'écraser Budapest avec des chars».¹⁸⁰ Les Magyars de Slovaquie sont pour les partisans de Slota «des types affreux, mongoloïdes et aux jambes arquées, sur des chevaux

SLOVAQUIE

Scrutin proportionnel de liste
Seuil électoral de 5%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN SLOVAQUIE

En Slovaquie également, des partis d'extrême droite ont vu le jour après les réformes de 1989/90, comme le Slovenska Ľudová Strana (SL'S, Parti populaire slovaque). Ce parti traditionnel dans ses agissements n'a toutefois connu aucun succès électoral notable et sa présence au parlement a été insignifiante. Il en va de même de la Slovenska Národná Jednota (SNJ, Union

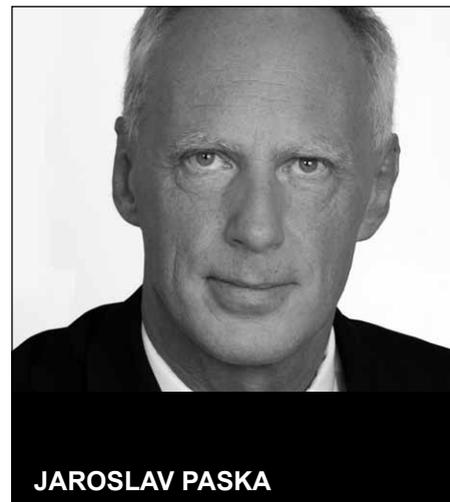
étiques». ¹⁸¹ et «le cancer de la nation slovaque». ¹⁸² Slota, maire de 1990 à 2006 de la ville de Zilina, dans le nord-ouest de la Slovaquie, aime les coups d'éclat, comme lorsqu'il a inauguré, en 2001, une plaque à la mémoire du prêtre et homme politique Josef Tiso. Tiso était, entre 1939 et 1945, Président de la Première République slovaque, liée au Reich. En 1947, il a été exécuté pour sa participation à des crimes nazis. ¹⁸³ Idéologiquement parlant, le SNS mêle des éléments de populisme, de corporatisme et de nationalisme xénophobe. ¹⁸⁴ Par sa participation au gouvernement dans les années 1990, essentiellement, il a empêché que soient étendus les droits de la minorité hongroise de Slovaquie et a tenté, au travers de lois linguistiques, de restreindre l'usage de la langue hongroise. En outre, le parlement a déclaré inaliénables, à la demande du SNS, les décrets Beneš établissant l'expropriation des Hongrois sans indemnisation. ¹⁸⁵ Alors que le parti était présent au parlement slovaque de 2006 à 2010, avec 9 sièges dans l'opposition, il a de nouveau échoué à atteindre le seuil des 5% aux élections anticipées de 2012 (4,6% de voix). Cet échec peut s'expliquer par les appari-

tions répétées d'un Slota complètement ivre, qui ont marqué l'opinion publique. Lors de la campagne électorale, le parti a placardé de grandes affiches montrant un Rom tatoué, obèse et à moitié nu. On pouvait lire au-dessous : «Pour que nous cassions d'engraisser ceux qui ne veulent pas travailler.» ¹⁸⁶.

Les autres partis d'extrême droite et populistes de Slovaquie sont Hnutie za demokraciu (HZD, Mouvement pour la Démocratie), un transfuge du HZDS créé en 20, et le parti néonazi Slovenská pospolitost - národná strana (Communauté slovaque - Parti national), fondé en 1995 et interdit en 2006 par la plus haute instance judiciaire de Slovaquie. À l'origine de cette interdiction, de brutales attaques contre des opposants politiques présumés, notamment un étudiant en philosophie de 21 ans, «coupable d'altermondialisme» en raison de ses cheveux longs, et décédé lors de ces affrontements. En 2010, le parti s'est reformé sous l'appellation Ľudová strana Naše Slovensko (ĽSNS, Parti populaire Notre Slovaquie). Le HZD et le ĽSNS sont sans influence parlementaire notable.

PARLEMENT EUROPÉEN

Slovaquie



JAROSLAV PASKA

Né le 20/06/1954 à Banská Štiavnica. Etudes d'architecture. De 1978 à 1985 Architecte, designer et concepteur de projets. Professeur de haute école depuis 1985. Depuis 1999, Vice-président du Parti national slovaque (SNS). Conseiller d'arrondissement de Bratislava - Petržalka de 1998 à 2002. Conseiller d'arrondissement

de Bratislava - Nové Mesto depuis 2006. Député au Conseil national de la République slovaque de 1194 à 2002 et de 2006 à 2009. Ministre de l'éducation et des sciences de la République slovaque (1993-1994). Membre de la commission parlementaire mixte UE-République slovaque (1998-2002). Vice-président du groupe de l'Union démocrate européenne à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2007-2009). Membre de la délégation permanente du Conseil national de la République slovaque auprès de l'Union interparlementaire (1998-2002). Membre du Parlement européen depuis 2009. Groupe Europe libertés démocratie Commissions : Commission des budgets (membre suppléant), Commission du développement régional (membre suppléant), Commission des pétitions (membre suppléant). Industrie, recherche et énergie (membre).

Lors des élections au Parlement européen, la SNS a obtenu 5,5% des voix et a pu envoyer un député. Jaroslav Paska est membre et Vice-président du groupe Europe libertés démocratie. Dans la campagne électorale, le SNS a essayé d'attirer les électeurs par une attitude anti-magyars. Compte tenu d'un taux de participation au vote de 16,9% seulement, les résultats sont peu parlants en termes de quota d'approbation. Le SNS collabore étroitement, au niveau européen, avec la FPÖ. Ainsi, à la suite d'une rencontre avec le président de la FPÖ Heinz-Christian Strache en mars 2001, Slota a déclaré :

«Nous avons convenu d'une future collaboration, non seulement au niveau du parti mais également au Parlement européen.»¹⁸⁷

Leurs deux programmes se recoupent dans la lutte contre l'immigration incontrôlée et la critique des fonds versés à la Grèce et à l'Irlande dans le sillage de la crise financière.

Jaroslav Paska, anciennement ministre slovaque de l'éducation et des sciences, est un des orateurs les plus loquaces au Parlement. Avec ses 330 interventions en séance plénière depuis 2009, il occupe actuellement la 30^{ième} place sur la liste de Votewatch.de (dernière version : mai 2012). Même si ces chiffres ne disent rien du contenu qualitatif réel et de l'effet de ses activités, le SNS lui a rendu hommage en juillet 2011 :

«Le SNS a la représentation la plus efficace de tous les partis politiques slovaques au Parlement européen, en la personne de Jaroslav Paska. Nous sommes très fiers de lui. Après cette seconde année passée au PE, Jaroslav Paska, par ses activités, est au sommet de la représentation slovaque au PE.»¹⁸⁸

S'ensuit une description de la rencontre avec le ministre et des personnages de haut rang des États hongrois et polonais, qui révèle leur tactique commune : Paska s'engage pour la Slovaquie et est un acteur de la politique européenne qu'il convient de prendre au sérieux. Voici comment il interprète la promesse pré-électorale du président du SNS Slota : «Si par chance j'étais élu, vous verriez comme ce serait amusant.»¹⁸⁹ Au Parlement, européen, il entend : «oxygéner les eaux troubles, vaseuses, croupies [du PE] par la vérité et non par l'hypocrisie et les mensonges.»¹⁹⁰ L'opposition de Paska à l'amendement de la constitution hongroise sous le mandat d'Orban n'est jamais loin. Il utilise ainsi la présidence du Conseil national slovaque pour critiquer à plusieurs reprises la politique de son voisin.¹⁹¹ Paska est en faveur de la peine de mort et s'est exprimé en ces termes, en séance plénière au second sommet européen de Rome, sur les problèmes des familles de Roms :

«Les enfants sont négligés et affamés, et certains ne vont jamais à l'école. Je suis convaincu que si nous voulons vraiment aider les

Roms, nous devons d'abord essayer d'offrir à leurs enfants un vie civilisée, cultivée et ordonnée.»¹⁹²

Quant à la question de savoir ce que Paska, dans son mode de pensée raciste, entend par une vie civilisée et ordonnée, elle reste ouverte. Les déclarations faites par Slota un mois après

les élections slovaques en 2006, puis à nouveau peu après la formation d'un gouvernement de coalition SMER/SNS/ZRS, laissent peu de place aux conjectures : il invite à «battre les tziganes à coup de matraque», à transférer les Roms dans des villages séparés et leur prendre leurs enfants pour les placer en internat.¹⁹³





HONGRIE

Système électoral mixte : scrutin majoritaire et scrutin proportionnel. Seuil électoral de 5%.

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN HONGRIE

Après la proclamation de la République de Hongrie en 1989 et le renouvellement de l'appareil d'État hongrois, des groupes nationalistes et d'extrême droite ont fait leur apparition et se sont rapidement installés dans le paysage politique du pays. Dès 1989, le groupe paramilitaire et néofasciste Magyar Nemzeti Arcvonal (MNA, Front National Hongrois) a vu le jour, qui travaille activement, depuis lors,¹⁹⁴ à combattre

la «politique d'intérêts juive» d'un «gouvernement hongrois ramolli»¹⁹⁵. Le MNA exige de ses membres «d'agir de façon décidée contre les tsiganes et le mode de vie juif»¹⁹⁶. À cette fin, il propose des entraînements au lancer de grenades, au tir et au combat rapproché. Il est d'ailleurs toujours présent dans les affrontements musclés avec les forces de l'ordre. En 1993 est apparu le parti ultra-nationaliste, anti-occidental et antisémite Magyar Igazság és Élet Pártja (MIEP, Parti hongrois de la liberté et de la vie), sous l'impulsion de l'écrivain Istvan Csurka, ancien membre du très conservateur Magyar Demokrata Fórum (MDF, Forum démocratique hongrois). La technique Csurka a toujours consisté en déclarations antisémites et insultes à l'égard de ses critiques. Il a ainsi qualifié la Foire du Livre de Francfort de «holocauste de la littérature hongroise» et s'est exprimé en ces termes au sujet des banquiers :

«[Ils sont une] bande de Juifs qui pompent l'argent des petites gens pour se le redistribuer entre eux, et qui aident les communistes à rester au pouvoir.»¹⁹⁷

Ce parti s'en prend aux Roms et aux homosexuels et exige une révision du traité de paix du Trianon, signé au lendemain de la première guerre mondiale et par lequel la Hongrie s'est vue amputée de près de deux tiers de son territoire au profit des États voisins. Même si le MIEP a été en mesure de mobiliser jusqu'à 200 000 personnes lors de manifestations, il est toujours resté mar-

ginal au parlement et, de 1998 à 2002, n'y était représenté qu'avec 5,5% des voix. Cela dit, Csurka a joué un rôle important dans la radicalisation de l'opposition politique en lui donnant le sens d'un combat culturel entre les «bons» Hongrois et les «mauvais» étrangers.¹⁹⁸ Il est lui-même devenu plus actif sur la scène publique en octobre 2011, en acceptant le poste d'intendant du «Nouveau Théâtre» de Budapest. Il a alors annoncé que son théâtre ne jouerait plus de «merdes étrangères» mais seulement des «pièces hongroises». Sa désignation a été annulée début 2012 après une série de protestations au niveau national et international, peu de temps avant son décès. Son remplaçant est György Dörner, lui aussi membre du MIEP et qui, lors de sa candidature au poste, a déclaré vouloir reprendre le «combat contre l'hégémonie libérale décadente» au sein de la vie culturelle hongroise.¹⁹⁹

C'est en 2003 qu'a été fondé le parti raciste et ultra-nationaliste Jobbik Magyarorszáért Mozgalom (Jobbik, Mouvement pour une meilleure Hongrie), par une poignée d'étudiants anticommunistes. Jobbik se réclame ouvertement et directement du parti des Croix Fléchées qui, en 1944-45, a créé un gouvernement national-socialiste dans les zones de la Hongrie non encore occupées par l'Armée Rouge. Jobbik exige la révision du Traité du Trianon et la restauration de la «Grande Hongrie». Il se considère comme le protecteur de l'identité nationale hongroise, menacée par les «étrangers de cœur» (Roms,

Juifs, communistes, homosexuels). Le parti est ouvertement antisémite et anti-tsigane, et considère la constitution hongroise actuelle comme illicite. Il est favorable au retrait de la Hongrie de l'UE et de l'OTAN et a fondé en 2007, pour protéger ses manifestations et comme troupe de maintien de l'ordre, la Magyar Gárda (Garde Hongroise).²⁰⁰ Le président de ce groupe paramilitaire est le député Gabor Vona et ses uniformes noirs portent l'emblème des Croix Fléchées. Son but est de mettre fin à la «détérioration spirituelle, morale et physique de l'identité hongroise.»²⁰¹ Même lorsque la Garde Hongroise a été interdite en 2009 par un arrêt du tribunal de Budapest et le port de l'uniforme passible de poursuite, elle s'est rapidement reformée sous le nom de Nouvelle Garde Hongroise et a renfilé ses uniformes. Elle organise régulièrement des marches martiales, surtout dans les lieux où vivent des Roms et autres minorités, ainsi que des formations au maniement des armes. En 2006, le MIEP et Jobbik se sont présentés en alliance électorale aux élections au parlement national mais ne sont pas parvenus à y entrer. Au scrutin de 2010, Jobbik a remporté 12,1% des voix et possède depuis lors 47 mandataires au parlement. Gabor Vona, président du parti et du groupe parlementaire, reste lié à la Garde Hongroise malgré son interdiction. En 2011, il a fait irruption dans l'hémicycle du parlement en uniforme de la Garde Hongroise, d'après lui pour protester contre l'insécurité croissante.²⁰² La Garde Hongroise est soupçonnée par la police d'avoir organisé une série

d'attaques contre des Roms, à l'aide de cocktails Molotov et d'armes à feu, qui ont fait six morts entre janvier 2008 et août 2009.²⁰³ Vona ne fait pas mystère de sa haine des Juifs. Par exemple, il a déclaré début 2010 lors d'un entretien accordé à un grand site Internet hongrois :

«Peut-être l'affirmation que la situation en Israël soit toujours plus instable relève-t-elle d'une théorie du complot [...] et j'imagine qu'ils cherchent maintenant des sorties de secours, des possibilités de fuite. La Hongrie offre de formidables possibilités pour des Israéliens en fuite, parce que toutes les conditions sont réunies pour cela : la société est accueillante, courtoise et les hommes politiques sont corrompus. [...] Je ne connais pas les Juifs hongrois mais ils forment un bloc qui se tient dans l'ombre. C'est un tabou dont on doit parler : quel est le point de vue des Juifs hongrois, qu'est-ce que la Hongrie pour eux ? Leur patrie, ou une résidence provisoire ? [...] Je vois que les Juifs de Hongrie se cachent. Ils ne prennent pas position, ils ne sont ni pour, ni contre. Ceux qui prennent position, par exemple les Mazsihisz [Association des communautés juives de Hongrie], ceux-là me donnent froid dans le dos.»²⁰⁴ [remarques ajoutées dans l'original]

Les actions de la Garde Hongroise sont elles aussi teintées d'antisémitisme. Le 18 avril 2009, la Garde a organisé une

marche, la veille d'une journée de commémoration de l'holocauste, devant l'ambassade allemande. Ses participants, en uniforme, affichaient un transparent portant la phrase «Die Wahrheit macht frei!» («La vérité rend libre !») et ont tenu des discours révisionnistes.²⁰⁵

Après l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne en 2004, largement approuvée par la population, la situation économique du pays s'est détériorée et les positions nationalistes ont connu un regain d'intérêt.²⁰⁶ Si les partis néo-fascistes n'ont guère de chance d'obtenir plus de voix aux élections, ce n'est pas le cas des ultra-nationalistes. L'hostilité aux Roms, aux Juifs et aux homosexuels est très largement répandue en Hongrie, et fait le terreau du succès de Jobbik et des vellétés de pogrom envers les Roms. Les principaux responsables politiques du parti national-conservateur au gouvernement, Fidesz, contribuent à cette atmosphère d'intolérance sociale. En campagne, ils dénoncent également les «étrangers de cœur» (Juifs, Roms, homosexuels, gauchistes, banquiers, libéraux, spéculateurs, etc.).²⁰⁷ Amnesty International a constaté en février 2012 que la police n'intervenait que très mollement lors des affrontements avec des Roms ou lors de crimes racistes, et que le gouvernement hongrois légitimait même oralement le climat de haine contre cette minorité.²⁰⁸ Dans un tel contexte, la désignation de Csurka puis de Dörner au poste d'intendant du Théâtre de Budapest étonne peu... Le responsable de cette nomination est le maire de Budapest Istvan

Tarlos, membre de Fidesz et en fonction depuis 2010 comme membre non inscrit. C'est surtout le climat anti-tsigane qui a pris en Hongrie des proportions inquiétantes. Les partis de droite nient aux quelque 600 000 Roms du pays leurs droits fondamentaux et dénoncent une prétendue «criminalité tzigane» intrinsèque. D'après une étude de l'Université d'Europe centrale de Budapest, la moitié des Hongrois croient aujourd'hui que les Roms sont génétiquement prédisposés à la criminalité.²⁰⁹ Aux élections de 2010, Fidesz a remporté 52,7% des voix et règne depuis lors avec une majorité des deux tiers. Le gouvernement du Ministre-Président Orbán est sous le feu des critiques de l'UE pour sa réforme anti-démocratique de l'État. L'indépendance de la justice et la liberté des médias, entre autres, y sont très limitées, et le tribunal constitutionnel n'a presque aucun pouvoir. Le gouvernement et les parlementaires du Fidesz rejettent toutefois les critiques selon lesquelles la politique hongroise encourage le racisme et l'antisémitisme. Agnes Hankiss, députée de Fidesz au Parlement européen, a ainsi déclaré dans une lettre ouverte à tous les collègues parlementaires :

«Il est regrettable que la communauté politique centriste ait utilisé la charge d'antisémitisme comme prétexte pour lutter contre le centre-droit et les gouvernements pour regagner ou conserver le pouvoir. [...] L'antisémitisme existe-t-il en Hongrie ? Sporadiquement, et à l'extrême droite, bien sûr. [...] Mais

accuser le gouvernement hongrois de racisme est une accusation grave et injuste. Les responsables politiques utilisent différents outils. Néanmoins, la diffamation pour racisme ne devrait pas faire partie de la trousse.»

En réalité, les raisons de s'inquiéter du climat antisémite en Hongrie ne manquent pas. Des sondages montrent qu'entre 2009 et 2011, la part de personnes interrogées qui pensaient que les Juifs avaient trop de pouvoir dans la société hongroise était passée de sept à 65%. Près de 40% estimaient en outre

que pour les Juifs, les intérêts d'Israël passaient avant ceux de la Hongrie.²¹⁰

Il existe encore dans le pays d'autres partis d'extrême droite comme le Front National hongrois (MNF), le Parti de l'intérêt hongrois (MEP) et l'Association pour le bien-être hongrois (MNSZ, dissoute en 2000), qui ont connu quelques succès électoraux mais sans influence parlementaire notable. À côté de la Nouvelle Garde Hongroise, on note aussi plusieurs groupes paramilitaires comme la Garde Nationale hongroise ou le Front National hongrois.

PARLEMENT EUROPÉEN

Hongrie



BÉLA KOVÁCS

Né le 25/02/1960 à Budapest. Comptable diplômé (1978). Economiste international (1986). Juriste spécialisé en investissements (2003). Agent de commerce international (1986-1988). Fonctions dirigeantes dans le secteur financier (1990-2005). Président de la commission des affaires étrangères du parti Jobbik (depuis 2005). Depuis 2006, Président de la section du Jobbik du XIII^e arrondissement de Budapest. Depuis 2008, Vice-président de la section de Jobbik à Budapest. Vice-président et trésorier de l'Alliance européenne des mouvements nationaux (depuis 2010). Membre du Parlement européen depuis 2010. Non inscrit. Commissions : Budgets (membre suppléant), Industrie, recherche et énergie (membre).



KRISZTINA MORVAI

Née le 22/06/1963 à Budapest. Depuis 2009 Membre du Parlement européen Non inscrit. Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (suppléante), Commission spéciale sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux (suppléante), Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (membre).



CSANÁD SZEGEDI

Né le 22/09/1982 à Miskolc. Commissions : Marché intérieur et de la protection des consommateurs (membre suppléant), Développement régional (membre), non inscrit.

Jobbik a compté parmi les grands vainqueurs des élections au Parlement européen en 2009. Il a obtenu 14,8% des voix, est ainsi devenu le troisième parti hongrois et a pu envoyer à Bruxelles Krisztina Morvai, Csanád Szegedi et Zoltan Balczo comme députés non inscrits. Après avoir été élu, début 2010, au parlement hongrois, Balczo a bénéficié du soutien de Bela Kovacs. Dans la campagne électorale, Jobbik a lancé l'idée d'une «Europe des patries», dans laquelle les «spécificités culturelles» seraient respectées. L'UE, avec ses institutions centralisées et bureaucratiques, y serait remplacée par une nouvelle forme de coopération.

La non-inscrite Morvai, l'une des personnalités politiques les plus connues et les plus appréciées des Hongrois, a travaillé de 2003 à 2006 comme experte de premier plan à la Commission de la condition de la femme des Nations-Unies et est entrée au gouvernement hongrois (coalition socialiste libérale) comme experte du droit humanitaire.²¹¹ Dans les années 1990, elle travaillait à la Commission européenne des Droits de l'Homme. Elle s'y est activement engagée en faveur des droits des homosexuels et des femmes. Le changement est survenu au moment de sa candidature pour Jobbik : elle a ouvert sa campagne en faisant défiler une colonne de motos portant le nom «Goï» (mot hébreu signifiant non-juif) et a vendu des t-shirts à l'effigie de l'homme politique hongrois partisan d'Hiltler Miklós Horthy. Sous Horthy, 400 000 Juifs hongrois ont été déportés à Auschwitz. Dans ses discours, Morvai parle sans cesse de rendre la Hongrie aux Hongrois et de mettre fin à la politique des intérêts étrangers (comprendre «juifs»). Selon elle, le gouvernement est là pour servir les intérêts des petites gens. Sinon, elle craint que les Hongrois ne deviennent les Palestiniens de leur propre pays.²¹² Dans un discours prononcé en 2008, elle a suggéré aux «sionistes libéraux-bolchéviques» de réfléchir à un endroit où fuir et se cacher.²¹³ En 2009, elle a répondu à des Juifs qui la critiquaient :

«Je serais très heureuse si ceux qui s'appellent eux-mêmes de fiers Juifs hongrois jouaient dans leur coin avec leur petite bite cir-

conce au lieu de m'insulter. Les gens comme vous ont l'habitude de voir les gens comme nous se mettre au garde-à-vous et s'adapter au moindre de vos pets. Veuillez prendre note que tout cela est désormais FINI. Nous avons relevé la tête et nous ne tolérerons plus votre règne de terreur. Nous allons reprendre notre pays.»²¹⁴

Dans une lettre ouverte à l'ambassadeur d'Israël en Hongrie, elle écrit au sujet du conflit au Proche-Orient :

«La seule façon de parler à des gens comme vous est la façon du Hamas. Je vous souhaite, bande de meurtriers répugnants infestés de poux, de recevoir le baiser du Hamas.»²¹⁵

Csanád Szegedi est depuis 2009 membre du Parlement européen et a été un des fondateurs de Jobbik et de la Garde Hongroise. Il est d'ailleurs resté proche de la Garde même après son interdiction : lors de la première séance plénière du parlement après les élections, il est arrivé en uniforme de la Garde. Szegedi souhaite ardemment que son pays sorte de l'UE et a été jusqu'à brûler un drapeau européen devant des sympathisants de Jobbik lors d'une manifestation anti-Union européenne en 2012.²¹⁶ En 2010, lors d'une conférence de presse, il a appelé à la création de «zones spéciales» pour les personnes qui représentaient une menace pour l'ordre public (Roms principalement). Il a ensuite expliqué que

les gens y vivraient sous la surveillance de la police et dûment enregistrés, et ne pourraient quitter l'endroit pendant le couvre-feu nocturne. Szegedi a mentionné en particulier la ville de Miskolc, dont les faubourgs abritent, selon lui, des campements roms illégaux. Ceux-ci seraient dans un premier temps évacués par l'administration communale et leurs habitants relogés dans les fameuses «zones spéciales». Au cours de cette même conférence de presse, le président de Jobbik Gabor Vona a souligné que d'autres mesures seraient nécessaires pour régler le «problème» de la coexistence des Magyars et des Roms. Comme l'intégration de ces derniers a échoué, il faut placer les enfants roms dans des internats et les scolariser à l'écart de leurs familles.²¹⁷ Pour résumer, on peut dire que ce jour-là, Szegedi a suggéré de façon indirecte mais sans vergogne la création de ghettos roms et Vona de retirer aux Roms la garde de leurs enfants. Selon eux, ces «nouvelles solutions» sont nécessaires si l'on veut éviter une guerre civile en Hongrie.²¹⁸ Et comme cette guerre civile est de plus en plus probable, Szegedi a même conseillé à la population, lors d'un discours en 2012, de faire des provisions alimentaires. D'après lui, l'UE est en train de sciemment coloniser la Hongrie, puisque en raison de la crise financière, les gens se voient forcés de vendre leur maison. Il en va de même du déménagement prétendument organisé de Roms vers certains quartiers pour y faire baisser le prix de l'immobilier.²¹⁹ En juin 2012, on a appris que Szegedi a lui-même des ascendants juifs et que

sa grand-mère était une survivante de l'holocauste.²²⁰

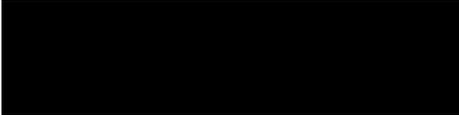
Béla Kovács est depuis 2010 membre du Parlement européen et s'est fait un nom au sein de son parti comme spécialiste de la politique étrangère. Il a travaillé à la création d'un réseau international avec d'autres partis. Il résume dans une interview l'importance qu'aurait une victoire électorale des partis d'extrême droite au Parlement européen :

«La percée électorale de Jobbik au PE va lancer une dynamique sans précédent en termes de relations internationales. De plus, il est important de noter l'importance et le poids de notre légitimité parlementaire nouvellement acquise. Par conséquent, de nouvelles occasions vont se présenter, qui feront progresser notre visibilité sur la scène internationale.»²²¹

Dans une interview donnée conjointement avec Nick Griffin du BNP, Kovács

justifie la création de la Garde Hongroise. Pour lui, il s'agit d'une unité d'auto-défense, qui n'est pas dirigée contre les Roms mais contre la «criminalité rom». Dans les zones rurales surtout, des personnes âgées se font attaquer, voler, parfois tuer par des Roms. Les fermiers se font parfois voler toute leur récolte sur pied, et tout leur matériel.²²² Au sujet des objectifs de son mandat au Parlement européen, Kovács explique que la moitié de son travail est assurée par l'ouverture d'un bureau en Ukraine. De là, il va veiller aux intérêts des minorités hongroise hors Hongrie. Son deuxième objectif n'est pas loin d'être atteint, depuis la reconnaissance de l'Alliance européenne des mouvements nationaux en tant que parti européen, puisque la seule façon d'influencer le travail du Parlement est d'œuvrer ensemble, en réseau. Son objectif politique personnel est en outre d'être nommé rapporteur du Parlement ou d'une Commission parlementaire. Dans cette même interview, Kovács et Griffin réaffirment leurs liens politiques étroits.





NOTES

⁰¹ Voir Minkenberg, Die neue radikale Rechte im Vergleich, 1998; Decker, Parteien unter Druck, 2000; Ignazi, Extreme Right Parties in Western Europe, 2003

⁰² Voir Minkenberg, 1998, pp. 29 et suivantes, besonders pp. 33-35; Minkenberg/Perrineau, The Radical Right in the European Elections 2004, 2007, p. 30; Minkenberg, Die radikale Rechte in Europa heute, 2011, p. 113; Kowalsky/Schroeder, Rechtsextremismus - Begriff, Methode, Analyse, 1994, pp. 15 et suivantes; Mudde, Populist radical right parties in Europe, 2007, pp. 25 et suivante; Heinisch, Success in Opposition – Failure in Government, 2003, p. 95

⁰³ Voir Ignazi, 2003, p. 33; Betz, Radical Right-Wing Populism in Western Europe, 1994, p. 29f; Minkenberg/ Perrineau, 2007, p. 30; Heinisch, 2003, pp. 96 et suivante; Kritisch zum Populismusbegriff Decker, 2000a, pp. 25-53

⁰⁴ Voir Schellenberg, Dispersion and Differentiation: The Structures and Trends of the Radical Right in Europe, 2009, p. 540

⁰⁵ Voir Schellenberg, 2009, pp. 532 et suivantes

⁰⁶ Voir Grumke, Die transnationale Infrastruktur der extremistischen Rechten, 2006, p. 155

⁰⁷ Voir Schellenberg, 2009, pp. 541 et suivante

⁰⁸ Voir Schellenberg, 2009, p. 542

⁰⁹ Voir Scharenberg, 2006, pp. 76 et suivante

¹⁰ Voir Scharenberg, 2006, pp. 84 et suivantes

¹¹ Voir Camus, 2006, pp. 42 et suivante Voir aussi: Bühl, Islamophobie und Antisemitismus, 2010

¹² Voir Zeisser, „Islamkritik“ und rassistische Anfeindung von MuslimInnen, 2010

¹³ Segert, Zur Lage des rechten Extremismus in Osteuropa und den Bedingungen seines zukünftigen Erfolgs, 2006, p. 67

¹⁴ Voir Schellenberg, 2009, p. 537; zum Einfluss voir Minkenberg, The Radical Right in Public Office, 2001; Schain, The Impact of the French National Front on the French Political System, 2002; Williams, The Impact of Radical Right-Wing Parties in West European Democracies, 2006

¹⁵ Voir Schellenberg, 2009, p. 538

¹⁶ Voir http://www.europarl.europa.eu/pdf/grants/grant_amounts_parties.pdf

¹⁷ Contrairement aux autres partis européens, les membres de EAF sont des personnes isolées

¹⁸ Voir Swyngedouw, Country Report Belgium, 2009, p. 61

¹⁹ Voir Mudde, The ideology of the extreme right, 2000, pp. 82 et suivante

²⁰ Voir Swyngedouw, Country Report Belgium, 2009, p. 59; Mudde, 2000, p. 83

²¹ Voir Mudde, 2000, pp. 84 et suiv

²² Voir Mudde, 2000, p. 88

²³ Voir Mudde, 2000, pp. 96-114

²⁴ Heiliger Krieg in Antwerpen, Zeit vdu 18/11/2004, voir : <http://www.zeit.de/2004/48/Flandern>

²⁵ Suite: Mouvement Réformateur (MR) 9,2%, Socialistes flamands (SP-A) 9,2%, libéraux de l'Open VLD 8,6%, Parti chrétien démocrate (Wallonie) (CDH) 5,5%, Ecolo 4,8%, Groen! (écologistes flamands) 4,3%, Liste Dedecker (LDD) 2,3%, Parti Populaire (PP) 1,2%

²⁶ Gewezen VB-voorzitter Vanhecke: „Stem op N-VA“, DeMorgen du 16/11/2011, voir : <http://www.demorgen.be/dm/nl/989/Binnenland/article/detail/1348938/2011/11/16/Gewezen-VB-voorzitter-Vanhecke-Stem-op-N-VA.dhtml>

²⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A6-2008-0421+0+DOC+XML+V0//DE>; <http://eur-law.eu/DE/Rechtssache-T-14-09-Klage-eingereicht-16-460811,d>

²⁸ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20100309+ITEM-005+DOC+XML+V0//DE&language=DE&query=INTERV&detail=2-072>; <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20100224+ITEM-013+DOC+XML+V0//DE&language=DE&query=INTERV&detail=3-049>; <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20091008+ITEM-005+DOC+XML+V0//DE&language=DE&query=INTERV&detail=4-035>

²⁹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20090423+ITEM-005+DOC+XML+V0//DE&query=INTERV&detail=4-098>

³⁰ <http://www.burschenschaftliche-gemeinschaft.de/aktuell.html>

³¹ Voir Widerstand gegen Rechtsextremisten in der Hofburg, Welt vom 28.01.2012, voir : <http://www.welt.de/politik/ausland/article13838113/Widerstand-gegen-Rechtsextremisten-in-der-Hofburg.html>

³² Voir Ivanov/ Ilieva, Bulgaria, 2005, p. 3

³³ Voir Ivanov/ Ilieva, 2005, pp. 4 et suivante

³⁴ Voir Grigorova, Hoffähiger Rechtsextremismus in Bulgarien, DW du 03/12/2011, voir : <http://www.dw.de/dw/article/0,,6671758,00.html>

³⁵ Voir Bauer, Rechtsextreme und rechtspopulistische Parteien in Europa, 2011, p. 39

³⁶ Affiche dans le bureau d'Ataka à Sofia, sur la Bulgarie ethnique, voir Bauer, Rechtsextreme und rechtspopulistische Parteien in Europa, 2011, pp. 39 et suivante.

³⁷ Voir Grigorova, 2011

³⁸ McLaughlin, Bulgaria's EU joy tainted by MP's racist jibe, The Guardian vom 04.10.2006, voir : <http://www.guardian.co.uk/world/2006/oct/04/eu.politics>

³⁹ Waterfield, Right-wing activist becomes youngest MEP, The Telegraph du 11/01/2007, voir : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1539195/Right-wing-activist-becomes-youngest-MEP.html>

⁴⁰ Waterfield, 2007

⁴¹ Waterfield, 2007

⁴² <http://www.slavibinev.com>

⁴³ Voir <http://www.slavibinev.com/index.php?lang=en&cont=data&page=6325>

⁴⁴ Voir <http://www.slavibinev.com/index.php?lang=en&cont=data&page=6303>

⁴⁵ Voir Meret, Country Report Denmark, 2009, p. 81

⁴⁶ Voir Meret, 2009, pp. 83 et suivante

⁴⁷ Voir Jessen, Dänemark den Dänen, In: Der Rechte Rand, 135/April 2012, p. 28

⁴⁸ Jessen, 2012, p. 28

⁴⁹ Voir Meret, 2009, pp. 84 et suivante

⁵⁰ Voir Neuber, Utoya 2.0, heise du 13.08.2011, voir : <http://www.heise.de/tp/artikel/35/35301/1.html>

⁵¹ Voir Meret, 2009, pp. 90 et suivante

⁵² Voir Jessen, 2012, p. 28

⁵³ Rust, Licht und Dunkel. Die Islamdebatte und der Rechtspopulismus. In: iz3w, 323, März/April 2011, p. 25

⁵⁴ http://danskfolkeparti.dk/F%E5_indvandrere_%F8del%E6gger_det_for_de_mange.asp

⁵⁵ <http://www.dnsb.info/politik/ns/docs/deutsch.php>

⁵⁶ Moss, Rosbach leaves Danish People's Party to become ECR MEP, The Parliament du 09/03/2011, voir : <http://www.theparliament.com/parliament-groups/alde/alde-article/newsarticle/rosbach-leaves-danish-peoples-party-to-become-ecr-mep/>

⁵⁷ Messerschmidt, Europe and Turkey need each other, but not in an EU context, Hürriyet du 10/02/2011, voir : <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=europe-and-turkey-need-each-other-8211-but-not-in-an-eu-context-2011-10-02>

⁵⁸ <http://www.studjur.com/portrat/Morten%20Messerschmidt.pdf>

⁵⁹ Broder, Adieu Europa, Die Achse des Guten vom 15.05.2006, voir : http://www.achgut.de/dadgd/view_article.php?aid=2424

⁶⁰ Broder, 2006

⁶¹ Broder, 2006

⁶² Bittner, Das beste Land der Welt, Zeit Online du 21.05.2011, voir : <http://www.zeit.de/2011/21/Daenemark/komplettansicht>

⁶³ Bürgerbegehren gegen EU-Beitritt der Türkei, Focus du 23.10.2010, voir : http://www.focus.de/politik/weitere-meldungen/europaeische-union-buergerbegehren-gegen-eu-beitritt-der-tuerkei_aid_565068.html

⁶⁴ Publié par la White Defence League et le National Labour Party; à ne pas confondre avec British National Party, fondé en 1982 et qui existe encore aujourd'hui.

⁶⁵ Husbands, Country Report Great Britain, 2009, pp. 252 et suivantes.

⁶⁶ Deux citations extraites de: http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/in_depth/programmes/2001/bnp_special/roots/1984.stm

⁶⁷ Husbands, 2009, p. 255

⁶⁸ EUMC 2004:11; cit. d'après Minkenberg, The Radical Right in Europe: An Overview, 2008, p. 97

⁶⁹ König, "Bestraft die Schweine!", Süddeutsche Zeitung du 21.05.2009, voir : <http://www.sueddeutsche.de/politik/grossbritannien-spesenaffaere-bestaft-die-schweine-1.467013>

⁷⁰ <http://www.bnp.org.uk/policies/foreign-affairs>

⁷¹ http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/in_depth/programmes/2001/bnp_special/the_leader/beliefs.stm

⁷² http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/in_depth/programmes/2001/bnp_special/roots/1998.stm

⁷³ <http://twitter.com/nickgriffinmep>, 13.12.2011

⁷⁴ Searchlight Magazin, April 1980, voir : <http://www.searchlightmagazine.com/index.php?link=template&story=301>

⁷⁵ Doward, Racist rants of elected BNP man, Andrew Brons, revealed, The Guardian du 14.06.2009, voir : <http://www.guardian.co.uk/politics/2009/jun/14/bnp-andrew-brons-mep-racist/print>

⁷⁶ http://www.andrewbrons.eu/index.php?option=com_k2&view=item&id=344:andrew-brons--a-letter-to-the-president

⁷⁸ Voir Minkenberg/Schain, Der französische Front National, 2006, pp. 103 et suivante

⁷⁹ Voir Minkenberg/Schain, 2006, pp. 104 et suivante

⁸⁰ Voir Minkenberg/Schain, 2006, pp. 119, 120 et suivante

⁸¹ Voir Minkenberg/Schain, 2006, pp. 106 et suivante

⁸² Voir Lang, Marine Le Pen – das populäre Gesicht an der Spitze der französischen Rechtsextremen, Netz gegen Nazis du 19.01.2011, voir : <http://www.netz-gegen-nazis.de/artikel/marine-le-pen-das-populaere-gesicht-6235>

⁸³ Voir Schmid, Der Auf- und Abstieg von Frankreichs Front National, 2009a, o.S.

⁸⁴ Minkenberg/Schain, 2006, p. 108; <http://www.taz.de/1/archiv/archiv/?dig=2004/04/03/a0075>

⁸⁵ Boussetham, Quand la France torturait en Algérie, 2011, p. 37

⁸⁶ Voir <http://www.stopptierechten.at/2010/08/15/japan-fpo-vertreter-obermayr-trauert-am-yasukuni-schrein/>

⁸⁷ Voir Lang, 2011

⁸⁸ Voir Vogt, Schneidige Blondine, Jüdische Allgemeine du 24.03.2011, voir : <http://www.juedische-allgemeine.de/article/view/id/9998>

⁸⁹ Voir Simonis, Madame hetzt höflicher als der Papa, Spiegel du 13.03.2011, voir <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,750324,00.html>

⁹⁰ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?objRefId=103832&language=DE>

⁹¹ Der Spiegel, Eine Schwalbe für Le Pen, 8/1997, p. 154

⁹² Lennert, Minderheiten zu Sündenböcken, Dom Radio du 27.08.2010, voir : <http://www.domradio.de/aktuell/66976/wat.html>

⁹³ Voir Hübner, Rechtsextreme Netzwerke und Parteien in Europa, 2008, p. 77

⁹⁴ Voir Maegerle, Aufwind für griechische Rechtsextremisten, 2012; voir www.bnr.de

⁹⁵ Mionis, Israel must fight to keep neo-Nazis out of Greece's Parliament, Haaretz du 06.03.2012; voir <http://www.haaretz.com/opinion/israel-must-fight-to-keep-neo-nazis-out-of-greece-s-government-1.416802>

⁹⁶ Mionis, 2012; Maegerle, 2012

⁹⁷ Central Board of Jewish Communities in Greece, Tandis du 26.02.2009, voir : <http://tandis.odihr.pl/documents/05793.pdf>

⁹⁸ Voir Maegerle, 2012

⁹⁹ Voir Hübner, 2008, p. 77

¹⁰⁰ Voir Adam, Rechtsextremismus in Europa: Heute Griechenland, 2009, Endstation Rechts du 09.04.2009. voir : http://www.endstation-rechts.de/index.php?option=com_k2&view=item&id=1425:rechtsextremismus-in-europa-heute-griechenland&Itemid=840&Itemid=761

¹⁰¹ Voir Hübner, 2008, p. 78

¹⁰² Voir Hübner, 2008, p. 78

¹⁰³ Voir Hübner, 2008, p. 78

¹⁰⁴ Voir Maegerle, 2012; voir www.bnr.de

¹⁰⁵ Zacharakis, Von der Nazi-Truppe zur Partei der Unzufriedenen, Zeit du 04.05.2012; voir : <http://www.zeit.de/politik/ausland/2012-05/griechenland-rechtsextreme>

¹⁰⁶ Voir Maegerle, 2012; voir www.bnr.de

¹⁰⁷ Voir Aufwind für Griechenlands Gegner der Austeritätspolitik, Neue Zürcher Zeitung du 16.04.2012, voir : http://www.nzz.ch/aktuell/wirtschaft/uebersicht/aufwind-fuer-griechenlands-gegner-der-austeritaetspolitik_1.16461009.html

¹⁰⁸ Siehe <http://www.efdgroupp.eu/newsroom/item/strengthening-eu-russia-energy-relations.html>; <http://www.efdgroupp.eu/newsroom/item/eu-us-roadmap-to-measuring-the-results-of-investments-in-science-2.html>;

¹⁰⁹ Siehe <http://reinhardbuetikofer.eu/2012/05/02/kein-spas-mit-schiefergas-viel-emotion-im-ep-industrieausschuss/>

¹¹⁰ Voir http://www.efdgroupp.eu/newsroom/item/eu-us-relations-lunch-with-mrs-niki-tzavela-and-mr-phil-angelides.html?category_id=23

¹¹¹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+MOTION+B7-2010-0229+0+DOC+XML+V0//DE&language=DE>

¹¹² Mölzer, Initiative für EU-Grenzschutz, unzensuriert du 09.04.2012, voir : <http://www.unzensuriert.at/content/00750-initiative-f-r-eu-grenzschutz>

¹¹³ Voir Wetzel, Country Report Italy, 2009, p. 332; Grimm, Die Alleanza Nazionale, 2009, p. 18

¹¹⁴ Voir Wetzel, 2009, p. 333

¹¹⁵ Schmid, Italiens rassistische Fanatiker, bpb du 04.06.2009b, voir : <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41211/lega-nord>

¹¹⁶ Voir Niedringhaus, Analyse der Wahlkampfstrategien im Europawahlkampf 2009, 2009, p. 6

¹¹⁷ Cit. d'après Dingler, Den Padaniern stinkt der Stiefel, Jungle World du 15.12.2011, voir : <http://jungle-world.com/artikel/2011/50/44536.html>

¹¹⁸ Voir Wetzel, 2009, pp. 328 & 342 et suivantes

¹¹⁹ Fratticcioli, Op-Ed: Florence killings cast spotlight on growing racism in Italy, Digital Journal du 21.12.2011, voir : <http://digitaljournal.com/article/316473>

¹²⁰ Voir Niedringhaus, 2009, p. 5

¹²¹ Deux citations extraites de Niedringhaus, 2009, p. 5

¹²² Voir http://www.votewatch.eu/cx_meps_statistics.php?order_by=valoare_top&order=ASC&last_order_by=euro_parlamentar_num&top_entry=1&euro_grup_id=0&euro_tara_id=0&euro_dome_niu_id=0&euro_parlamentar_id=0&top=euro_parlamentar_intrebari&segment_id=16&segment_id_start=0&segment_id_end=6&vers=2

¹²³ Provoco' un incendio Condannato Borhgezio, La Stampa du 02.07.2005, voir : http://archivio.lastampa.it/LaStampaArchivio/main/History/tmpl_viewObj.jsp?objid=6242885; Schmid, 2009

¹²⁴ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20110404+ITEM-019+DOC+XML+V0//DE&language=DE&query=INTERV&detail=1-177-000>

¹²⁵ Mellenthin, Antimuslimische Agitatoren zündeln in Europa, Neues Deutschland du 09.08.2011, voir : <http://www.neues-deutschland.de/artikel/203952.antimuslimische-agitatoren-zuendeln-in-europa.html>

¹²⁶ Mellenthin, 2011

¹²⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-454.355+02+DOC+PDF+V0//DE&language=DE>, p. 10

¹²⁸ Voir Italiens Kampf um die Sicherheit seiner Grenzen, unzensuriert du 25.10.2010, voir : <http://www.unzensuriert.at/002432-italiens-kampf-um-die-sicherheit-seiner-grenzen>

¹²⁹ Voir Wilkinson, Italian Mayor Sees Veiled Threat, Los Angeles Times du 22.09.2004, voir : <http://articles.latimes.com/2004/sep/22/world/fg-burka22>

¹³⁰ Will eigene U-Bahn-Waggons für Mailänder, Der Standard du 08.05.2009, voir : <http://derstandard.at/1241622239684/Lega-Nord-sorgt-fuer-Eklat-Will-eigene-U-Bahn-Waggons-fuer-Mailaender>

¹³¹ Straub, Tod eines Ägypters löst schwere Krawalle aus, Der Tagesspiegel du 15.02.2010, voir : <http://www.tagesspiegel.de/politik/international/mailand-tod-eines-aegypters-loest-schwere-krawalle-aus/1682890.html>

¹³² Van Donselaar/Wagenaar, Country Report: The Netherlands, 2009, pp. 375 et suivantes.

¹³³ Bronkhorst, Analysis by country – The Netherlands, 2009, p. 5

¹³⁴ Jung, Politically Incorrect, 2010, p. 16

¹³⁵ Voir sioaonline.com

¹³⁶ Van Donselaar/Wagenaar, 2009, p. 379 et suivante.

¹³⁷ Goddard, Holland rechtsaußen, 20

¹³⁸ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getVod.do?mode=chapter&language=DE&vodDateId=20110404-20:24:55-590>

¹³⁹ Question for written answer E-005709/2011 to the Commission

¹⁴⁰ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2011-002100+0+DOC+XML+V0//DE>

¹⁴¹ <http://www.pvv.nl/index.php/component/content/article/36-geert-wilders/4683-pvv-europese-commissie-heeft-verstand-verloren.html> [ÜBERSETZUNG QUELLE]

¹⁴² http://ec.europa.eu/civil_service/docs/regime_end_de.pdf

¹⁴³ Voir Pelinka, Country Report Austria, 2009, p. 36

¹⁴⁴ Voir Pelinka, p. 36

¹⁴⁵ Pflicht getan, Der Spiegel, 42/1975; Spiegel du 13.10.1975, voir : <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-41496271.html>

¹⁴⁶ Voir Minkenberg, 2008, p. 33

¹⁴⁷ Voir Pelinka, pp. 33 et suivantes

¹⁴⁸ Pelinka, 2009, p. 30

¹⁴⁹ Voir à ce sujet une chronique du SPÖ: http://www.mauerbach.spoe.at/mediaarchiv//304/media/scan-mx5000_20110607_155845.pdf; pp. 15 et suivantes; 20 et suivantes

¹⁵⁰ Voir Maegerle, Modell Österreich, 2009b, o.S.

¹⁵¹ Maegerle, 2009b, o.S.

¹⁵² Voir Maegerle, 2009b

¹⁵³ Voir FPÖ zufrieden, aber unter den Erwartungen, Wiener Zeitung du 07.06.2009, voir : http://www.wienerzeitung.at/dossiers/wahlen/europa/235730_FPOe-zufrieden-aber-unter-den-Erwartungen.html

¹⁵⁴ Mölzer bei einer Rede in Köln 2008; <http://www.youtube.com/watch?v=98rqnDYnPS4>

¹⁵⁵ Voir <http://www.stopptdierchten.at/2010/08/15/japan-fpo-vertreter-obermayr-trauert-am-yasukuni-schrein/>

¹⁵⁶ Deux citations extraites de Xenos, Nationales Ehrenkomitee 8. Mai, Rechtsextreme am Heldenplatz, Viennablog du 08.09.2006, voir : <http://www.viennablog.at/2006/09/08/nationales-ehrenkomitee-8-mai-rechtsextreme-am-heldenplatz>

¹⁵⁷ Xenos, 2006

¹⁵⁸ <http://www.fpoe.at/news/detail/news/obermayr-eugh-macht-sich-zum/?cHash=1a452ae501fb2bdb8c87877e1a6835c0>

¹⁵⁹ Voir Andreescu, Romania, 2005, p. 186

¹⁶⁰ Voir Andreescu, 2005, p. 188

¹⁶¹ International Religious Freedom Report 2006, U.p. Department of State; voir : <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2006/71402.htm>

¹⁶² Maegerle, Die Armee der weißen Rasse, bpb du 07.09.2007, voir : <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41552/die-armee-der-weissen-rasse?p=all>

¹⁶³ Voir Rumäniens Präsident lobt Nazi-Feldzug gegen Russland, Tagesspiegel du 30.06.2011; voir : <http://www.tagesspiegel.de/politik/operation-barbarossa-rumaeniens-praesident-lobt-nazi-feldzug-gegen-russland/4344732.html>

¹⁶⁴ Voir Erstmal rumänischer Politiker verklagt, Tageblatt du 07.03.2012; voir : <http://www.tageblatt.lu/nachrichten/story/12258853>

¹⁶⁵ Andreescu, 2005, p. 185

¹⁶⁶ Voir Segert, 2006, pp. 67 et suivante

¹⁶⁷ Voir Bauer, 2011, p. 93

¹⁶⁸ Andreescu, 2005, p. 188

¹⁶⁹ Andreescu, 2005, p. 188; Einfügung im Original

¹⁷⁰ Andreescu, 2005, p. 188

¹⁷¹ Voir Totok, Rehabilitationskampagne wird fortgesetzt, hagalil du 19.9.2002, voir : <http://www.hagalil.com/antisemitismus/europa/rumaenien.htm>

¹⁷² Voir Far right forms new group in European Parliament, antiracistnetwork du 01.02.2007, voir : <https://antiracistnetwork.wordpress.com/2007/02/01/far-right-forms-new-group-in-european-parliament/>

¹⁷³ Voir The Romanian Jewish Community, Appeal, o.J., voir : http://www.romanianjewish.org/en/index_fcer4_06.html

¹⁷⁴ Voir FC Steaua owner Becali and former Romanian Defense Ministry reps, indicated in land exchange case, Romania Business du 03.11.2010, voir : <http://www.romania-insider.com/fc-steaua-owner-becali-and-former-romanian-defense-ministry-reps-indicted-in-land-exchange-case/13720/>

¹⁷⁵ Voir Zona Romania du 09.06.2009, voir : <http://www.zoro.ro/index.php?art=2426>; Zona Romania du 02.04.2009, voir <http://www.zoro.ro/index.php?art=2236>; George Gigi Becali, Der Spiegel du 29.06.2009, voir : <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-65872432.html>

¹⁷⁶ Voir Fiscal authority says Gigi Becali has to pay EUR 3.3 mln VAT and penalties on previous real estate deals, Romania Business du 06.08.2010, voir : <http://www.romania-insider.com/fiscal-authority-says-gigi-becali-has-to-pay-eur-3-3-mln-vat-and-penalties-on-previous-real-estate-deals/5522/>

¹⁷⁷ Verseck, Der selbsternannte Erlöser Rumäniens, Deutschlandfunk du 22.11.2007, voir : <http://www.dradio.de/dlf/sendungen/europaheute/699986>

¹⁷⁸ Verseck, „Die Schafe haben mich stark gemacht“, Tagesspiegel du 25.05.2005, voir : <http://www.tagesspiegel.de/zeitung/gigi-becali-die-schafe-haben-mich-stark-gemacht/1240420.html>

¹⁷⁹ Verseck, 2005

¹⁸⁰ Voir Slowakei: Chef der Nationalpartei beschimpft Homosexuelle als Schmutz, Die Standard du 06.08.2007, voir : <http://diestandard.at/2920235>

¹⁸¹ Mayr/Kraske/Puhl, Verlust der Mitte, Spiegel du 26.05.2007, voir : <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-51714210.html>

¹⁸² Hübner, 2008, p. 102

¹⁸³ Voir Maegerle, Rechts am Rand in Osteuropa, 2009a; voir : <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41199/rechts-am-rand-im-osteuropa>

¹⁸⁴ Voir Bayer, Rechtspopulismus und Rechtsextremismus in Ostmitteleuropa, 2002, p. 277

¹⁸⁵ Voir Hübner, 2008, p. 102

¹⁸⁶ Voir Strache schmiedet EU-Allianz mit slowakischen Nationalisten, Wirtschaftsblatt du 28.03.2011, voir : <http://www.wirtschaftsblatt.at/home/oesterreich/wirtschaftspolitik/strache-schmiedet-eu-allianz-mit-slowakischen-nationalisten-465265/index.do>

¹⁸⁷ Strache schmiedet EU-Allianz mit slowakischen Nationalisten, 2011

¹⁸⁸ www.sns.sk/wp-content/uploads/2011/07/prva.doc

¹⁸⁹ <http://static.euractiv.com/de/eu-wahlen/slowakei-verspteter-start-europawahlkampf-prsidentschaftswahl/article-180986>

¹⁹⁰ <http://static.euractiv.com/de/eu-wahlen/slowakei-verspteter-start-europawahlkampf-prsidentschaftswahl/article-180986>

¹⁹¹ Par exemple dans une question à la Commission: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2011-004903+0+DOC+XML+V0//DE&language=DE>

¹⁹² <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20100309+ITEM-012+DOC+XML+V0//DE&language=DE&query=INTERV&detail=2-339>

¹⁹³ Antiziganismus heute – eine unvollständige Chronik, Aktion Bleiberecht Freiburg, voir : http://www.aktionbleiberecht.de/zeug/deportation/Chronologie_Antiziganismus.pdf

¹⁹⁴ Une liste régulièrement mise à jour des activités et luttes est disponible auprès de Athena Institute, voir : <http://athenainstitute.eu/en/map/olvas/20>

¹⁹⁵ „Grundausbildung für den Bürgerkrieg in Ungarn“, Recherche Nord de juin 2009, voir : http://recherche-nord.com/cms/index.php?option=com_content&task=view&id=303&Itemid=207

¹⁹⁶ Recherche Nord de juin 2009

¹⁹⁷ Bernath/Miklosi/Mudde, Hungary, 2005, p. 83

¹⁹⁸ Voir Bayer, Country Report Hungary, 2009, p. 290 & 296

¹⁹⁹ Voir Amnesty International Journal, 02/03 2012, p. 31

²⁰⁰ Voir Bauer, 2011, p. 70; Bayer, 2009, pp. 297 et suivantes

²⁰¹ Cit. d'après Aden, Der Marsch auf Budapest, Jungle World Nr. 13 du 26.03.2009, voir : <http://jungle-world.com/artikel/2009/13/33589.html>

²⁰² Voir Jobbik-Chef provoziert Parlament, Der Standard du 14.02.2001, voir : <http://derstandard.at/1297216370779/Trug-Weste-der-verbotenen-Ungarischen-Garde-Jobbik-Chef-provoziert-Parlament>

²⁰³ Voir Kottasová, Jobbiks Kreuzzug gegen die Roma, Presseurop du 15.06.2009, voir : <http://www.presseurop.eu/de/content/article/28161-jobbiks-kreuzzug-gegen-die-roma>

²⁰⁴ Gábor, Was hier abläuft, ist durchdachte Provokation, Republik Schilda du 29.01.2010, voir : <http://republikschilda.blogspot.de/2010/01/was-hier-ablauft-ist-durchdachte.html>

²⁰⁵ Voir Schmidt-Häuer, Unter der Fahne der Faschisten, Zeit du 11.05.2009, voir : <http://www.zeit.de/2009/20/Ungarn/komplettansicht>

²⁰⁶ Voir Bayer, 2009, p. 285

²⁰⁷ Voir Pfeifer, Rechtes Theater, Jungle World du 8. Dezember 2011, voir : <http://jungle-world.com/artikel/2011/49/44500.html>

²⁰⁸ Verseck, Übergang ins Nirgendwo, Amnesty Journal de Februar 2012, voir : <http://www.amnesty.de/journal/2012/februar/uebergang-ins-nirgendwo>

²⁰⁹ Steinke, Mordserie an Roma, Frankfurter Rundschau du 06.08.2009, voir : <http://www.fr-online.de/politik/ungarn-mordserie-an-roma,1472596,3342708.html>

²¹⁰ Voir Das falsche Selbstbild der antisemitischen Ungarn, Welt du 03.03.2011, voir : <http://www.welt.de/kultur/history/article12586045/Das-falsche-Selbstbild-der-antisemitischen-Ungarn.html>;

²¹¹ Voir Schmidt-Häuer, 2009; Girndt, Wandelbare Geister, Pester Lloyd du 06.04.2010, voir : http://www.pestierloyd.net/2010_14/14nyikos/14nyikos.html

²¹² Deutsche Eiche oder Pogrom, Antiziganismus Watchblog, du 15.11.2011, voir : <http://antizig.blogsport.de/2011/11/15/deutsche-eichen-oder-pogrom/>

²¹³ Cit. d'après Aden, 2009

²¹⁴ Outrage over obscene anti-Semitic Internet post by Morvai, Politics du 05.06.2009, voir : <http://www.politics.hu/20090605/outrage-over-obscene-antisemitic-internet-post-by-morvai/>

²¹⁵ Lahav, Hungary far-rightist, Haaretz du 05.02.2009, voir : <http://www.haaretz.com/jewish-world/2.209/hungary-far-rightist-i-rejoiced-at-news-of-idf-deaths-in-gaza-1.269519>

²¹⁶ Voir Oszváth, Januskopf Orbán, Das Parlament du 04/2012, voir : <http://www.das-parlament.de/2012/04/EuropaWelt/37495671.html>

²¹⁷ Voir Jobbik proposes to set up „criminal zones“ outside cities, Politics du 02.09.2010, voir : <http://www.politics.hu/20100902/jobbik-proposes-to-set-up-criminal-zones-outside-cities/>

²¹⁸ Voir Jobbik proposes to set up „criminal zones“ outside cities, Politics du 02.09.2010

²¹⁹ Voir Csánad Szegedi: Hungary is under full-scale-attack by the European Union, Hungarian Ambiance du 19.03.2012, voir : <http://www.hungarianambiance.com/2012/03/csanad-szeged-hungary-is-under-full.html>

²²⁰ Voir ADN – Un eurodéputé d'extrême droite hongrois découvre ses origines juives, Le Monde du 27.06.2012, voir : <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2012/06/27/adn-un-eurodepute-dextreme-droite-hongrois-decouvre-ses-origines-juives/>

²²¹ Interview du 08.03.2010, voir : <http://www.emberjogiorseg.hu/hungarian-lobby/805-bela-kovacs-our-geographical-and-historical-heritage-ties-our-country-to-europe-and-russia.html>

²²² Interview de Mai 2011, voir : <http://www.youtube.com/watch?v=DksnEFuqg44&feature=relmfu>



BIBLIOGRAPHIE

- * Andreescu, Gabriel (2005): Romania. In: Cas Mudde (Hg.): Racist Extremism in Central and Eastern Europe. London [u.a.]: Routledge, pp. 184-209.
- * Bauer, Werner (2012): Rechtsextreme und rechtspopulistische Parteien in Europa. Wien: ÖGPP
- * Bayer, József (2002): Rechtspopulismus und Rechtsextremismus in Ostmitteleuropa. In: Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft, 31 (2002) 3, pp. 265-280.
- * Bayer, József (2009): Country Report Hungary. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 285-326.
- * Bernath, Gábor; Miklosi, Gábor; Mudde, Cas (2005): Hungary. In: Cas Mudde: Racist extremism in Central and Eastern Europe. London [u.a.]: Routledge, p. 80-100.
- * Betz, Hans-Georg (1994): Radical right wing populism in Western Europe. New York: St. Martin's Press.
- * Bousselham, Hamid (2001): Quand la France torturait en Algerie. Alger :Rahma.
- * Bronkhorst, Suzette (2009): Analysis by country – The Netherlands: Wilders' disastrous impact on political culture. In: FES, FES against right-wing extremism, Summary of a conference held in Berlin on 30 November 2009.
- * Bühl, Achim (2010): Islamophobie und Antisemitismus. In: Blätter für deutsche und internationale Politik, 3/2010, pp. 17-21
- * Decker, Frank (2000): Parteien unter Druck. Der neue Rechtspopulismus in den westlichen Demokratien. Opladen: Leske + Budrich.
- * Donselaar, Jaap von; Wageneer, Willem (2009): Country Report The Netherlands. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 375-424.
- * Globisch, Claudia; Pufelska, Agnieszka; Weiß, Volker (Hg.) (2011): Die Dynamik der europäischen Rechten. Geschichte, Kontinuitäten und Wandel. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- * Goddard, Jeanette (2009): Holland rechtsaußen. Disponible en ligne: <http://www.mut-gegen-rechte-gewalt.de/news/reportagen/hintergrund-hollands-rechtspopulistische-partei-der-freiheit-pvv/>
- * Grimm, Markus (2009): Die Alleanza Nazionale. Postfaschistisch oder rechts-konservativ? In: Alexander Grasse (Hg.): Web Thesis, No. 2/2009, Politische Italien-Forschung. Gießen. Disponible en ligne: <http://ww.pifo.eu>
- * Grumke, Thomas (2006): Die transnationale Infrastruktur der extremistischen Rechten. In: Thomas Greven; Thomas Grumke (Hrsg.), Globalisierter Rechtsextremismus? – Die extremistische Rechte in der Ära der Globalisierung, Wiesbaden, pp. 130-159

- * Heinisch, Reinhard (2003): Success in opposition – failure in government: explaining the performance of right-wing populist parties in public office. In: West European Politics 26 (3), pp. 91–130.
- Husbands, Christopher (2009): Country Report Great Britain. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 249-284.
- * Hübner, Carsten (2008): Rechtsextreme Netzwerke und Parteien in Europa. Eine Bestandsaufnahme vor der Europawahl 2009. Etude du groupe GUE/NGL, Parlement européen.
- * Ignazi, Piero (2003): Extreme Right Parties in Western Europe. Oxford: University Press.
- * Ivanov, Christo; Ilieva, Margarita (2005): Bulgaria. In: Cas Mudde: Racist extremism in Central and Eastern Europe. London [u.a.]: Routledge, pp. 1-29.
- * Jessen, Anne (2012): »Dänemark den Dänen« - Zehn Jahre »Dansk Folkeparti« an der Macht. In: Der Rechte Rand, 135/April 2012.
- * Jung, Dorothea (2010): Politically Incorrect: Die Allianz der Islamhasser. In: Blätter für deutsche und internationale Politik, 11/2010, pp. 13-16.
- * Kowalsky, Wolfgang; Schroeder, Wolfgang (Hg.) (1994): Rechtsextremismus. Einführung und Forschungsbilanz. Opladen: Westdt. Verl.
- * Kowalsky, Wolfgang; Schroeder, Wolfgang (1994): Rechtsextremismus – Begriff, Methode, Analyse. In: Wolfgang Kowalsky und Wolfgang Schroeder (Hg.): Rechtsextremismus. Einführung und Forschungsbilanz. Opladen: Westdt. Verl., pp. 7–22.
- * Lang, Christine (2011): Marine Le Pen – das populäre Gesicht an der Spitze der französischen Rechtsextremen. Disponible en ligne: <http://www.netz-gegen-nazis.de/artikel/marine-le-pen-das-populaere-gesicht-6235>
- * Maergerle, Anton (2009a): Rechts am Rand in Osteuropa. Ein Überblick über osteuropäische Rechtsaußenparteien. Disponible en ligne: <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41199/rechts-am-rand-im-osteuropa>
- * Maergerle, Anton (2009b): Modell Österreich: Die rechtspopulistische FPÖ. Disponible en ligne: <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41202/die-fpoe>
- * Maergerle, Anton (2012): Aufwind für griechische Rechtsextremisten. Disponible en ligne: <http://www.bnr.de/artikel/hintergrund/aufwind-fuer-griechische-rechtsextremisten>
- * Meret, Susi (2009): Country Report Denmark. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 81-126.
- Minkenberg, Michael (1998): Die neue radikale Rechte im Vergleich. USA, Frankreich, Deutschland. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- * Minkenberg, Michael (2001): The radical right in public office: Agenda setting and policy effects. In: West European Politics 24 (4), pp. 1–21.
- * Minkenberg, Michael (2008): The radical right in Europe. An overview. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung.
- * Minkenberg, Michael (2011): Die radikale Rechte in Europa heute. Profile und Trends in West und Ost. In: Claudia Globisch; Agnieszka Pufelska; Volker Weiß (Hg.): Die Dynamik der europäischen Rechten. Geschichte, Kontinuitäten und Wandel. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 111–131.
- * Minkenberg, Michael; Perrineau, Pascal (2007): The Radical Right in the European Elections 2004. In: International Political Science Review 28 (1), pp. 29–55.

- * Minkenberg, Michael; Schain, Martin (2006): Der französische Front National und seine politischen Auswirkungen. In: Michael Minkenberg; Dagmar Sucker; Agnieszka Wenninger (Hrsg.): Radikale Rechte und Fremdenfeindlichkeit in Deutschland und Polen: Nationale und europäische Perspektiven. Bonn: Informationszentrum Sozialwissenschaften, pp. 98-122.
- * Mudde, Cas (2000): The ideology of the extreme right. Manchester [u.a.]: Manchester University Press.
- * Mudde, Cas (2005): Racist extremism in Central and Eastern Europe. London [u.a.]: Routledge.
- * Mudde, Cas (2007): Populist radical right parties in Europe. Cambridge: Cambridge University Press.
- * Niedringhaus, Sönke (2009): Analyse der Wahlkampfstrategien im Europawahlkampf 2009: Beispiel Italien. Webdossier zur Europawahl 2009, Centrum für angewandte Politikforschung, München. Disponible en ligne: <http://www.cap-imu.de/themen/europawahl/download/europa09-Niedringhaus-Strategie-Italien.pdf>
- * Pelinka, Anton (2009): Country Report Austria. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 29-58.
- * Rust, Winfried (2011): Licht und Dunkel. Die Islamdebatte und der Rechtspopulismus. In: iz3w, 323, März/April 2011, pp. 24-26
- * Schain, Martin (2002): The Impact of the French National Front on the French Political System. In: Martin Schain; Aristide R. Zolberg; Patrick Hossay (Hg.): Shadows over Europe. The development and impact of the extreme right in Western Europe. New York: Palgrave Macmillan, pp. 223-243.
- * Schain, Martin; Zolberg, Aristide R.; Hossay, Patrick (Hg.) (2002): Shadows over Europe. The development and impact of the extreme right in Western Europe. New York: Palgrave Macmillan.
- * Schellenberg, Britta (2009): Dispersion and Differentiation: The Structures and Trends of the Radical Right in Europe. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 531-546.
- * Segert, Dieter (2006): Zur Lage des rechten Extremismus in Osteuropa und den Bedingungen seines zukünftigen Erfolgs. Ein Überblick. In: Michael Minkenberg; Dagmar Sucker; Agnieszka Wenninger (Hrsg.): Radikale Rechte und Fremdenfeindlichkeit in Deutschland und Polen: Nationale und europäische Perspektiven. Bonn: Informationszentrum Sozialwissenschaften, pp. 60-73.
- * Schmid, Bernhard (2009a): Der Auf- und Abstieg von Frankreichs Front National. Disponible en ligne: <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41209/frankreich>
- * Schmid, Bernhard (2009b): Italiens rassistische Fanatiker. Die betont ausländerfeindliche Politik der Lega Nord. Disponible en ligne: <http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/41211/lega-nord>
- * Swyngedouw, Mark (2009): Country Report Belgium. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 59-80
- * Wetzel, Juliane (2009): Country Report Italy. In: Bertelsmann Stiftung (Hg.): Strategies for combating right-wing extremism in Europe. Gütersloh: Verl. Bertelsmann-Stiftung, pp. 327-374.
- * Williams, Michelle Hale (2006): The impact of radical right-wing parties in West European democracies. New York: Palgrave Macmillan.
- * Zeisser, Jan (2010): »Islamkritik« und rassistische Anfeindung von MuslimInnen. In: Der Rechte Rand, Nr. 123, März/April 2010



Jan Philipp Albrecht, MPE

Parlement européen, ASP 08H246
Rue Wiertz 60
1047 Bruxelles

jan.albrecht@europarl.europa.eu, www.janalbrecht.eu

Mise en page : Pia Danner
Impression : Aktivdruck, Göttingen

Références photographiques :
Unité audiovisuelle du Parlement européen,
www.ataka.bg/en

